

## **PARTIE 2**

# **DONNÉES STATISTIQUES**

**TITRE 1<sup>ER</sup>.  
OBSERVATIONS MÉTHODOLOGIQUES**

127. La présente étude a pour objet d'examiner les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes. À cette fin, il convient d'établir de manière fidèle une vue d'ensemble de l'activité des provinces wallonnes, sans laquelle la réflexion prospective ne trouverait pas de point d'appui.

128. Avant de proposer les tableaux de données chiffrées et les graphiques (titre 2), nous nous attacherons de préciser, dans le présent titre, la notion de supracommunalité, spécifique à plus d'un titre (A.) ainsi que des observations méthodologiques générales relative à l'étude (B.).

**A. La notion de supracommunalité**

129. À titre d'observation méthodologique particulièrement importante, il importe de revenir sur la notion, à bien des égards protéiforme, de « supracommunalité ». On peut tout d'abord constater que le mot ne revêt pas la même signification en fonction des textes légaux qui la mentionnent. La supracommunalité constitutionnelle, notamment présente en son article 41, n'a rien en commun avec la supracommunalité mentionnée à l'article L2233-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il va sans dire que l'utilisation de l'une ou de l'autre de ces acceptations a des conséquences potentiellement importantes sur l'avenir des provinces, objet même de l'étude. Nous analyserons succinctement la supracommunalité au sens de l'article 41 de la Constitution (1.) et la supracommunalité de coopération (2.) avant d'aborder la conception de la supracommunalité qui est retenue aux fins de la présente étude (3.).

**1. La supracommunalité constitutionnelle**

130. La Constitution, en son article 41, envisage des « collectivités supracommunales » mais n'offre aucune précision quant à leur nature. Selon les travaux préparatoires de cette disposition :

« Le conseil de la collectivité supracommunale règle, en qualité d'autorité décentralisée, les matières d'intérêt exclusivement supracommunal d'après les principes établis par la Constitution. Dans ce cas, le principe d'autonomie locale s'appliquera au conseil des collectivités supracommunales, de la même manière qu'il s'applique actuellement aux conseils provinciaux et communaux, et celui-ci bénéficiera des mêmes garanties constitutionnelles. La notion d'intérêt supracommunal désigne l'intérêt de toute collectivité supracommunale créée par une région en remplacement des provinces »<sup>108</sup>.

<sup>108</sup> *Doc. parl.*, Sénat, sess. 2012-2013, n° 5-2237/1, p. 5.

## Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes – Partie 2

131. Il est entendu que les éventuelles institutions supracommunales, créées en vertu de l'article 41 de la Constitution, devront respecter les principes qui gouvernaient déjà les provinces aux termes de l'article 162 de la Constitution<sup>109</sup>. Ceci découle explicitement de l'article 162, alinéa 3, de la Constitution. Ces principes sont : l'élection directe des membres des conseils, l'attribution aux conseils provinciaux de tout ce qui est d'intérêt provincial, la décentralisation d'attributions, la publicité des séances des conseils, la publicité des budgets et des comptes et l'intervention de l'autorité de tutelle ou du pouvoir législatif fédéral.

132. Le constituant de 2014 a, en outre, décidé de réviser expressément l'article 170 de la Constitution pour permettre au futur organe supracommunal de bénéficier d'un pouvoir fiscal propre<sup>110</sup>. Néanmoins,

« les taxes supracommunales ne pourront exister que s'il n'y a plus de province, et donc plus de fiscalité provinciale »<sup>111</sup>.

133. Enfin, il convient de ne pas confondre la supracommunalité et l'intracommunalité, toutes deux permises par le prescrit de l'article 41 de la Constitution. La première, on a pu le voir, porte sur la création d'entités à un échelon se situant entre le niveau communal et le niveau régional. La seconde, quant à elle, porte sur la création d'entités se situant à un échelon inférieur aux communes. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 11°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 13 juillet 2001, donne aux Régions la faculté de fixer par décret « les conditions et le mode suivant lequel les organes intracommunaux visés à l'article 41 de la Constitution peuvent être créés » par les communes. Les décrets visés sont des décrets spéciaux. À ce jour, seule la Région flamande a adopté un décret en ce sens fixant les conditions et le mode de création de districts<sup>112</sup>. « Selon ce décret », décrit Yves Lejeune, « il appartient aux conseils communaux concernés de déterminer la circonscription territoriale des districts et les compétences qu'ils délégueront aux conseils de district ainsi que celles que le collège des bourgmestre et échevins et le bourgmestre délégueront aux bureaux et aux présidents de district »<sup>113</sup>. Seule la ville d'Anvers – commune la plus peuplée du Royaume – est, en pratique, concernée par ces dispositions ; son territoire est actuellement divisé en neuf districts.

134. On le voit, la supracommunalité constitutionnelle est expressément envisagée comme un substitut à la province. Elle en partage les légitimités électives et territoriales, et dispose corrélativement d'un pouvoir fiscal. Enfin, cette acception de la notion fait naître un concept-clé de la réflexion : *l'intérêt supracommunal*. Bien plus qu'un agrégat d'intérêts particuliers, l'article 41 de la Constitution prévoit l'existence d'un intérêt général territorialement circonscrit. Ceci signifie, en cas d'application de la

<sup>109</sup> L'article 162 – autrefois 108 – de la Constitution énumère une série de principes fondamentaux qui régissent l'organisation et le fonctionnement des institutions provinciales. Son texte a subi plusieurs modifications au cours de l'histoire, mais les règles générales sont demeurées stables en substance. Voy. les modifications constitutionnelles des 15 octobre 1921 (*Moniteur belge*, 24-25 octobre), 20 juillet 1970 (*Moniteur belge*, 18 août), 17 juillet 1980 (*Moniteur belge*, 18 juillet) et 5 mai 1993 (*Moniteur belge*, 8 mai).

<sup>110</sup> H. DUMONT, M. EL BERHOUMI et I. HACHEZ (dir.), *La sixième réforme de l'État : l'art de ne pas choisir ou l'art du compromis*, Bruxelles, Larcier, 2015, p. 162. Cf., pour plus de précisions, J. VANPRAET, « Hoofdstuk 9. Verruiming van de gewestelijke autonomie inzake de ondergeschikte besturen: provincies en boven gemeentelijke besturen », in J. VELAERS et al. (dir.), *De zesde staatshervorming: instellingen, bevoegdheden en middelen*, Antwerpen/Cambridge, Intersentia, 2014, pp. 290 à 292.

<sup>111</sup> J.-Cl. LAES, « Fiscalité fédérale, régionale et locale : histoire d'un ménage (fiscal) à trois (Première partie) », *Revue de fiscalité régionale et locale*, 2015/1, p. 6.

<sup>112</sup> Bijzonder decreet van 13 april 1999 betreffende de voorwaarden en de wijze van oprichting van binnengemeentelijke territoriale organen, *Moniteur belge*, 30 juin.

<sup>113</sup> Y. LEJEUNE, *Droit constitutionnel belge. Fondements et institutions*, 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Larcier, 2017, p. 463.

## Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes – Partie 2

disposition constitutionnelle, que le régime d'utilisation de l'intérêt provincial (ou communal) peut être étendu *mutatis mutandis* aux futures structures supracommunales.

135. Une toute autre conception du mot existe toutefois.

### 2. La supracommunalité de coopération

136. À côté de la supracommunalité constitutionnelle, on retrouve la supracommunalité de coopération. La supracommunalité de coopération procède d'une association de forces (communes, provinces, acteurs privés, fonds extérieurs, etc.). Ce type de supracommunalité, qui s'apparente plus à de l'intercommunalité, reflète une superposition d'intérêts particuliers en raison d'un objectif commun donné. En l'absence de légitimité démocratique élective, et *a fortiori* de pouvoir fiscal propre, la supracommunalité de coopération fonctionne selon les normes régissant la structure juridique choisie.

137. À ce stade, il importe de constater l'existence de deux formes de coopération de ce type.

138. D'une part, il s'agit de toutes les formes de structures de coopération prévues par le droit administratif de la Région wallonne, en premier lieu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Parmi celles-ci, la plus commune reste l'intercommunale, qui est soumise, en Région wallonne, aux articles L1512-3 et suivants du CDLD ainsi que, dans une certaine mesure, à la loi du 22 décembre 1986 relatives aux intercommunales<sup>114</sup>. Il existe par ailleurs un type spécifique, prévu par le Code, d'intercommunales provinciales (art. L1523-19). On peut également citer les associations de projet (art L1512-2 et suivants du CDLD) ou encore les sociétés de logements (arts. 130 et suiv. du Code wallon du logement et de l'habitat durable) ou les associations dites « chapitre 12 » (chapitre 12 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale). La multiplicité de ces structures est telle qu'elle mérite un traitement différencié de la présente étude. Tel n'est pas notre ambition en l'espèce. Pour une telle recherche, nous invitons à se référer au rapport d'analyse du cadastre des intercommunales et organismes supra-locaux en Région wallonne, réalisée à la demande du Ministre des pouvoirs locaux à l'agence BSB Management consulting en 2017<sup>115</sup>.

139. D'autre part, il peut s'agir d'une simple concertation, plus ou moins organisée, entre des acteurs locaux et, en tout état de cause, se situant hors du cadre du CDLD. À cet égard, on peut citer les différentes conférences des bourgmestres ou ASBL de gestion de projets communs (*voy.* la quatrième partie de l'étude pour un relevé des différentes coopérations supracommunales existantes). En soi, il ne s'agit là ni plus ni moins que l'utilisation, par ces acteurs locaux, de leur droit constitutionnel à s'associer et à se réunir. Aucun réel pouvoir n'est en réalité attaché à ce type de concertation, pas plus que de mécanismes de financement, lesquels dépassent rarement le stade de la dotation annuelle.

140. Nous noterons d'ores et déjà que, dans le cadre de la dotation alléguée aux provinces par le Fonds des provinces de la Région wallonne, 10 % des montants alloués à chaque province doivent être

---

<sup>114</sup> *Moniteur belge*, 26 juin 1987.

<sup>115</sup> BSB Management consulting, « Rapport d'analyse du cadastre des intercommunales et organismes supra-locaux en Région wallonne », disponible à l'adresse suivante : [https://pouvoirslocaux.wallonie.be/jahia/webdav/site/dgpl/shared/homepageMarilyn/RAPPORT%20-%20Cadastre%20OSL%20-%20Partie%201\\_vMLB.pdf](https://pouvoirslocaux.wallonie.be/jahia/webdav/site/dgpl/shared/homepageMarilyn/RAPPORT%20-%20Cadastre%20OSL%20-%20Partie%201_vMLB.pdf) et <https://pouvoirslocaux.wallonie.be/jahia/webdav/site/dgpl/shared/homepageMarilyn/RAPPORT%20-%20Cadastre%20OSL%20-%20Partie%202.pdf>.

affectés à « des actions additionnelles de supracommunalité » (art. L2233-5 CDLD)<sup>116</sup>. Ce dernier mot est manifestement pris dans son acceptation de « supracommunalité-coopération » car elle invite les provinces à investir dans des projets, à plus ou moins long terme, impliquant deux ou plusieurs acteurs locaux. Le mot « additionnelles », inséré immédiatement après un alinéa qui porte sur les dépenses en matière de zones de secours – exemple-type de coopération entre communes –, accrédite pour le surplus cette thèse.

141. Il importe de souligner, et ceci conditionne une grande partie de la réflexion sur l'avenir des provinces, que les entités supracommunales de coopération *ne disposent pas* d'un pouvoir fiscal. En effet, selon la maxime, « *no taxation without representation* », datant du *Bill of Rights* britannique (1689), le consentement d'un organe directement élu est nécessaire pour procéder à l'imposition de taxes. Il s'agit là du principe de la *légalité* de l'impôt. À l'échelon provincial, la Constitution (art. 170, § 3) prévoit cette possibilité pour le conseil provincial, qui respecte cette condition d'élection.

142. Afin de savoir si une structure supracommunale quelconque peut être revêtue d'un pouvoir fiscal, il convient donc en premier lieu d'examiner si son organe délibératif provient d'une élection, qui plus est directe. En effet, une simple « légitimité démocratique indirecte », par exemple par le biais d'une représentation de chaque bourgmestre des communes participantes à une structure de ce type, est insuffisante.

143. La loi du 26 juillet 1971 « organisant les agglomérations et les fédérations de communes », dont la seule application à ce jour concerne l'agglomération bruxelloise, prévoit la possibilité pour un conseil démocratiquement élu de disposer d'un pouvoir fiscal. La Constitution a d'ailleurs été révisée en ce sens. Nous noterons que, dans ce cas précis, l'agglomération ou la fédération de communes ne serait en réalité qu'une application de la supracommunalité constitutionnelle, vue plus haut, et non une simple coopération entre acteurs locaux, à la nuance près que les agglomérations et fédérations de communes peuvent être mises en place en plus des provinces et reposent sur une base constitutionnelle propre, alors que la notion constitutionnelle de supracommunalité est pensée comme un substitut aux provinces. Ainsi, les agglomérations et fédérations de communes ne se substituent pas forcément aux provinces.

### **3. La supracommunalité telle qu'envisagée dans le cadre de la présente étude**

144. En raison de la polysémie du mot « supracommunalité », il s'est rapidement posé la question de son utilisation pour les besoins de la présente étude. Il convient, à ce stade, de poser une première distinction, à notre sens fondamentale. Le mot « supracommunal » ou « supracommunalité » sera, au fil de nos développements, utilisés de deux manières différentes. D'un côté, il s'agit d'une conception *ratione materiae*, c'est à dire que nous appréhenderons la supracommunalité comme une matière exercée par les provinces et qui constitue dès lors une de leurs missions, qu'elle soit par ailleurs confiée ou tirée de l'intérêt provincial. Cette conception, que nous allons circonscrire plus loin, répondra, dans le cadre de cette étude, à une définition particulière qui servira de base pour les deuxième, troisième et quatrième parties. D'un autre côté, nous utiliserons la notion dans une conception *ratione loci*, dans le cadre de la quatrième partie de l'étude, relative aux hypothèses d'avenir des provinces. Il s'agit de répondre à la question : quelle structure pourrait-elle constituer le réceptacle des anciennes missions

<sup>116</sup> V. également la Déclaration de Politique régionale 2014-2019, disponible à l'adresse : <http://www.wallonie.be/>.

exercées par la province ? Une des réponses possibles sera, en l'espèce, une « entité supracommunale », le dernier mot entendu comme non pas une matière exercée mais comme un niveau d'existence de la structure, entre les communes et la Région.

145. Après ces propos liminaires, il importe de revenir à la supracommunalité *ratione materiae*, visée plus haut, pour laquelle nous souhaitons nous doter d'une définition propre. Plusieurs raisons président à notre volonté de créer, pour les besoins de la présente étude, cette définition.

146. Premièrement, il s'impose de constater que le législateur, lorsqu'il utilise le mot de supracommunalité, spécialement lors de l'adoption de l'article L2233-5 du CDLD en 2014<sup>117</sup>, ne précise à aucun moment la portée et les contours de la notion, pas plus lors de sa modification en 2016<sup>118</sup>. Tout au plus peut-on déduire de la Déclaration de politique régionale de 2014 des bribes d'informations sur ce que recouvre le terme. Ainsi, le texte vise la mise en commun de « certains investissements ou services », la « mise à disposition des communes qui ne disposent pas de ressources humaines suffisantes, des services provinciaux », ou encore les « processus de mutualisation informatique »<sup>119</sup>. En ce qui concerne plus spécifiquement les provinces, la DPR de 2014 évoque « l'organisation de certaines missions [que les communes] ne peuvent prendre seules à leur charge » ou le « rôle provincial de fédérateur et d'opérateur dans le développement de projets supracommunaux »<sup>120</sup>. Enfin, on évoque également des « conseillers mis à disposition des communes »<sup>121</sup>.

147. Deuxièmement, nous avons pu remarquer, au cours des visites organisées auprès des différents collèges provinciaux, l'importante disparité de l'interprétation de la notion de supracommunalité présente à l'article L2233-5 du CDLD. Chaque province est d'emblée enclue à se considérer comme extrêmement active dans le domaine de la supracommunalité. Les réponses au questionnaire (*voy. infra*, partie 3 et annexe) sont à cet égard illustratives. Toutefois, l'étendue varie d'une province à l'autre. Il procède souvent d'une confusion d'un service que la province offrirait aux habitants de certaines communes avec des partenariats que la province conclurait avec les communes elles-mêmes. En effet, si l'on raisonne à l'extrême, on pourrait qualifier de supracommunal toutes les actions de la province au profit d'habitants de communes. Or, ces habitants sont également habitants de la province. Une telle définition, on le comprend, amènerait *in fine* à considérer la province comme exerçant exclusivement des missions supracommunales...

148. Troisièmement, il en va de la nature même de la présente étude. En effet, il nous est demandé d'explorer les différentes hypothèses d'avenir des provinces wallonnes. Parmi ces hypothèses (*voy. infra* partie 4), nous évoquons la reprise, par la Région wallonne, d'une partie ou de l'intégralité des compétences régionales actuellement exercées par les provinces. Dans ce cadre, il nous est nécessaire de circonscrire précisément ce que recouvrirait la reprise de ces compétences, tant en matière budgétaire qu'en matière de personnel. La supracommunalité, telle qu'expressément visée par l'article L2233-5 du CDLD, relève des compétences de la Région wallonne. Dès lors, le retour dans le giron wallon des missions provinciales régionales comprendrait ce volet supracommunal. Or, il serait biaisé

<sup>117</sup> Article 90 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, *Moniteur belge*, 23 janvier 2015. Pour les travaux préparatoires, *voy. Doc. parl.*, Parl. wall., sess. 2014-2015, n° 60.

<sup>118</sup> Article 32 du décret-programme du 21 décembre 2016 portant sur des mesures diverses liées au budget, *Moniteur belge*, 29 décembre. Pour les travaux préparatoires, *voy. Doc. parl.*, Parl. wall., sess. 2015-2016, 331, n° 1 à 5.

<sup>119</sup> Déclaration de politique régionale 2014-2019, disponible à l'adresse : <http://www.wallonie.be/>, pp. 104-105.

<sup>120</sup> Déclaration de politique régionale 2014-2019, disponible à l'adresse : <http://www.wallonie.be/>, p. 106.

<sup>121</sup> Déclaration de politique régionale 2014-2019, disponible à l'adresse : <http://www.wallonie.be/>, p. 107.

d'y intégrer des missions purement communautaires en ce que la Région wallonne ne pourrait les exercer, en raison du principe de droit public belge de l'exclusivité des compétences. Une illustration concrète peut venir nous éclairer. Si l'on estime que le « Bibliobus », un service de bibliothèque itinérante jadis exercé par la Communauté française et depuis repris par les provinces, est un service supracommunal, on perd de vue qu'il est avant tout une mission communautaire, exercée par les provinces pour pallier le sous-financement de la Communauté. Par conséquent, la classification de cette activité dans la catégorie « supracommunalité » fausse le jeu en ce qu'elle est non-transférable à la Région wallonne.

149. Nous avons dès lors choisi de fixer, dans le cadre limité de cette étude, une définition propre de la supracommunalité, qui est la suivante :

*La supracommunalité est une catégorie d'activités provinciales, notamment visée à l'article L2233-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relevant de la compétence décrétale de la Région wallonne en vertu de l'article 6, § 1<sup>o</sup>, VIII, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, et qui comprend :*

- 1<sup>o</sup> soit des appels à projets lancés par la province au bénéfice des communes de son territoire, les communes pouvant y postuler pour obtenir un financement ou un renfort en personnel ;*
- 2<sup>o</sup> soit des activités de formation organisées par la province au bénéfice des agents communaux ;*
- 3<sup>o</sup> soit des dispositifs de prêt de matériel au bénéfice de ses communes ;*
- 4<sup>o</sup> soit la mise à disposition de personnel au bénéfice de ses communes ;*
- 5<sup>o</sup> soit des activités pour lesquelles la province agit pour le compte des communes.*

150. La sous-catégorie 1<sup>o</sup> vise l'organisation, par la province, d'un système dans lequel plusieurs communes (deux au moins) postulent à des fonds provinciaux afin de concrétiser un projet commun. Ce système peut prendre plusieurs formes (guichet provincial, contrat-cadre avec les communes du territoire provincial, appels ponctuels et publics à projets, etc.) et peut être également ouvert à d'autres acteurs locaux (publics ou privés) pour autant qu'au moins deux communes soient parties prenantes. Nous ne visons par contre pas dans cette sous-catégorie les projets non ouverts à appel que la province conclurait avec certaines communes.

151. La sous-catégorie 2<sup>o</sup> vise les instituts de formation des agents communaux de l'administration. Citons, à titre d'exemple, l'École d'administration de l'Institut provincial de formation du Hainaut (I.P.F.H.).

152. La sous-catégorie 3<sup>o</sup> vise la mise à disposition de matériel provincial aux communes qui en font la demande. Ce matériel peut être initialement provincial ou avoir été acheté dans le but précis d'être mis à disposition des communes. Ceci vise des objets aussi divers qu'un stock de barrières de sécurité à un véhicule de type autobus mis à disposition des communes du territoire.

153. La sous-catégorie 4<sup>o</sup> vise la mobilité du personnel originellement provincial, détaché pour des missions précises dans les communes du territoire provincial. Bien que présente dans notre définition de la supracommunalité, cette mise à disposition est juridiquement difficile à mettre en place et est, en tout état de cause, assez rare. En effet, seuls les agents statutaires sont autorisés, sous certaines conditions, à « être prêtés » à une autorité différente, et ce en raison de la loi du changement mais

## Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes – Partie 2

moyennant la mention expresse dans le statut administratif. Les agents contractuels, quant à eux, subissent une interdiction de principe (art. 31, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur le travail temporaire)<sup>122</sup>.

154. La sous-catégorie 5° vise la gestion, au niveau de l'administration provinciale, d'un service communal donné, au nom et pour le compte des communes qui en font la demande. L'exemple topique de cette sous-catégorie est la gestion des sanctions administratives communales (SAC<sup>123</sup>) par un agent constataleur provincial et le traitement des dossiers par l'administration de la province.

155. En résumé, la définition propre de la supracommunalité que nous nous donnons dans le cadre de la présente étude est, selon nous, nécessaire et procède du constat du caractère actuellement flou de la notion. Il nous est dès lors paru comme une obligation de circonscrire la définition du mot, jusqu'à non définie par le législateur. Par conséquent, l'acception de la notion est plus restrictive que celle éventuellement comprise par les provinces et obéit, de surcroît, à des critères clairs et objectivables à toutes les provinces.

156. Les tableaux et graphiques repris dans la présente partie de l'étude mentionneront par conséquent la catégorie « supracommunalité telle que définie dans la présente étude », tant pour les chiffres des comptes des provinces, que pour ceux du personnel provincial, exprimé en équivalents temps-plein.

### B. Observations méthodologiques générales

157. La présente étude répartit, dans un souci d'homogénéité et de comparabilité, l'action provinciale menée au sein des cinq provinces wallonnes en fonction d'une classification uniforme, divisée au point de vue *ratione materiae* en 19 rubriques.

158. Autrement dit, il a été demandé à chaque province de ventiler l'intégralité de ses actions et politiques – de même que les ressources financières et en personnels y afférentes – en fonction d'une répartition en 19 différents domaines de compétence. Ces domaines de compétence sont en grande majorité directement tirés des règles du droit constitutionnel belge qui organisent la répartition des compétences entre les composantes de l'État fédéral ; ils correspondent à des titres précis de compétence formulés par la Constitution ou la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (ci-après LSRI).

159. Cette méthode a l'avantage de rendre possibles :

- a) l'établissement d'un tableau comparatif, renseignant les *dépenses financières* consacrées dans chaque province à un même domaine de compétence au service *ordinaire* (voy. ci-après les tableaux 1.1.1 à 1.1.6) ;

---

<sup>122</sup> Loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, *Moniteur belge*, 20 août. La mise à disposition est toutefois permise à des conditions strictes (art. 32, § 1<sup>er</sup>, de la même loi).

<sup>123</sup> Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, *Moniteur belge*, 1<sup>er</sup> juillet.

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes – Partie 2

- b) l'établissement d'un tableau comparatif, renseignant les *dépenses financières* consacrées dans chaque province à un même domaine de compétence au service *extraordinaire* (voy. ci-après les tableaux 2.1.1 à 2.1.6) ;
  - c) l'établissement d'un tableau comparatif, renseignant, en pourcentages du total global consacré par toutes les provinces à un même domaine de compétence, les *dépenses financières* consacrées par l'une ou l'autre province à ce domaine au service *ordinaire* (voy. ci-après les tableaux 1.2.1 à 1.2.20) ;
  - d) l'établissement d'un tableau comparatif, renseignant, en pourcentages du total global consacré par toutes les provinces à un même domaine de compétence, les *dépenses financières* consacrées par l'une ou l'autre province à ce domaine au service *extraordinaire* (voy. ci-après les tableaux 2.2.1 à 2.2.20) ;
  - e) l'établissement d'un tableau comparatif indiquant, province par province, le pourcentage des dépenses provinciales au service *ordinaire* qui sont consacrées, respectivement, à des compétences régionales, communautaires et fédérales (voy. ci-après les tableaux 3.1.1. à 3.1.6) ;
  - f) l'établissement d'un tableau comparatif indiquant, province par province, le pourcentage des dépenses provinciales au service *extraordinaire* qui sont consacrées, respectivement, à des compétences régionales, communautaires et fédérales (voy. ci-après les tableaux 3.2.1 à 3.2.6) ;
  - g) le calcul des dépenses que les provinces effectuent *per capita* dans une matière, au service *ordinaire*, et une comparaison, entre provinces, des montants ainsi consacrés à un domaine de compétence donné (voy. ci-après les tableaux 4.1.1 à 4.1.20) ;
  - h) le calcul des dépenses que les provinces effectuent *per capita* dans une matière, au service extraordinaire, et une comparaison, entre provinces, des montants ainsi consacrés à un domaine de compétence donné (voy. ci-après les tableaux 4.2.1 à 4.2.20) ;
  - i) la comparaison des *effectifs* de personnel consacrés dans chaque province à un même domaine de compétence (voy. ci-après les tableaux 5.1.1 à 5.1.7) et
  - j) l'établissement d'un tableau comparatif indiquant, province par province, le pourcentage de personnel employé par les provinces en fonction de leur grade A, B, C, D ou E (voy. ci-après les tableaux 6.1.1 à 6.1.6).
160. Les 19 domaines de compétence en question sont :
- 1. L'agriculture (article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, V, LSRI<sup>124</sup>)
  - 2. Les centres PMS et PSE (article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, LSRI<sup>125</sup>)
  - 3. La culture (article 127, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, Const., et article 4 LSRI<sup>126</sup>)
  - 4. L'économie (article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, VI, de la LSRI<sup>127</sup>)

---

<sup>124</sup> Il s'agit d'une matière régionale.

<sup>125</sup> Il s'agit d'une matière communautaire.

<sup>126</sup> Il s'agit d'une matière communautaire.

<sup>127</sup> Il s'agit d'une matière régionale.

## Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes – Partie 2

5. L'enseignement	(article 127, paragraphe 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , Const. <sup>128</sup> )
6. L'environnement	(article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , II, LSRI <sup>129</sup> )
7. La formation	(article 4, 11 <sup>o</sup> , 12 <sup>o</sup> , 13 <sup>o</sup> , 14 <sup>o</sup> et 16 <sup>o</sup> , LSRI <sup>130</sup> )
8. La jeunesse	(article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , II, LSRI <sup>131</sup> )
9. Le logement	(article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , IV, LSRI <sup>132</sup> )
10. Le patrimoine classé	(article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , I, 7 <sup>o</sup> , LSRI <sup>133</sup> )
11. Les relations extérieures	(article 162, 2 <sup>o</sup> et 3 <sup>o</sup> , Const., et article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , VIII, 1 <sup>o</sup> , LSRI <sup>134</sup> )
12. La santé	(article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> I, LSRI <sup>135</sup> )
13. La sécurité	(article 35, <i>a contrario</i> , Const. <sup>136</sup> )
14. Les dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1 <sup>o</sup> , du CDLD	
15. La politique sociale	(article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , II, LSRI <sup>137</sup> )
16. La supracommunalité dans l'acception que lui donne la présente étude ( <i>voy.</i> titre 1 <sup>er</sup> )	
17. Les sports	(article 4, 9 <sup>o</sup> , LSRI <sup>138</sup> )
18. Le tourisme	(article 4, 10 <sup>o</sup> , LSRI <sup>139</sup> )
19. Les voiries et cours d'eau	(article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , X, 1 <sup>o</sup> , et III, 8 <sup>o</sup> , LSRI <sup>140</sup> )

161. Par ailleurs, il y a dans chaque administration un poste d'« activités générales ». Dans le cadre de la présente étude consacrée aux activités des provinces, ce poste – qui en constitue donc la 20<sup>e</sup> et dernière rubrique – renferme les activités (ainsi que les dépenses et personnels qui y sont afférents) qui ne peuvent être spécifiquement rattachées à l'une des 19 rubriques précédentes ; tel est notamment le cas des activités et dépenses afférentes aux membres du *collège provincial*, du *greffe* et des services du *directeur financier*. Relèvent également de cette rubrique les activités et dépenses liées au conseil

---

<sup>128</sup> Il s'agit d'une matière communautaire. L'autorité régionale wallonne est toutefois habilitée à intervenir, conjointement avec la Communauté française, dans le financement de « bien immeubles, bâtis ou non, hébergeant en tout ou en partie des établissements scolaires (...), à l'exclusion de l'enseignement supérieur » (article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret spécial I de la Communauté française du 5 juillet 1993 [*Moniteur belge*, 10 septembre], pris en application de l'article 138 de la Constitution).

<sup>129</sup> Il s'agit d'une matière régionale.

<sup>130</sup> Il s'agit d'une matière en principe communautaire. De ces cinq sous-chefs de compétence (à savoir des points 11<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup> et 16<sup>o</sup>, de l'article 4 de la LSRI), l'exercice d'un seul (à savoir du 16<sup>o</sup>) est toutefois transféré aux autorités régionales (ceci par l'article 3, 4<sup>o</sup>, du décret spécial II de la Communauté française du 19 juillet 1993 [*Moniteur belge*, 10 septembre], pris en application de l'article 138 de la Constitution).

<sup>131</sup> Il s'agit d'une matière communautaire.

<sup>132</sup> Il s'agit d'une matière régionale.

<sup>133</sup> Il s'agit d'une matière régionale.

<sup>134</sup> Nous avons classé cette matière comme régionale, même si l'on peut, le cas échéant, et dans des proportions variables, y déceler des aspects communautaires, voire fédéraux.

<sup>135</sup> Il s'agit d'une matière qui est *pour une partie* communautaire et *pour l'autre partie* soumise au régime de l'article 138 de la Constitution (matière communautaire dont l'exercice a été transféré, sur le territoire de la région de langue française, aux autorités régionales). La clef de répartition qui est ici retenue entre la partie « communautaire » et la partie « 138 » est de 50 pc chacune.

<sup>136</sup> Il s'agit d'une matière que l'Autorité fédérale détient à titre résiduaire.

<sup>137</sup> Il s'agit d'une matière soumise au régime de l'article 138 de la Constitution, c'est-à-dire d'une matière communautaire dont l'exercice a été transféré, sur le territoire de la région de langue française, aux autorités régionales.

<sup>138</sup> Il s'agit d'une matière qui est *pour une partie* communautaire (à savoir les activités sportives à proprement parler) et *pour l'autre partie* soumise au régime de l'article 138 de la Constitution (à savoir les infrastructures sportives). La clef de répartition qui est ici retenue entre la partie « communautaire » et la partie « 138 » est de 20 pc pour la Communauté française et 80 pc pour la partie « 138 ».

<sup>139</sup> Il s'agit d'une matière régionale.

<sup>140</sup> Il s'agit d'une matière régionale.

## Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes – Partie 2

provincial, ainsi que les activités et dépenses, imposées aux institutions provinciales par des dispositions de droit fédéral relatives aux cultes et à la laïcité organisée<sup>141</sup>.

162. Il a été demandé aux provinces de concevoir, dans l'intérêt même de l'étude, cette 20<sup>e</sup> rubrique, résiduaire par nature, d'une manière restrictive ; ainsi par exemple, l'achat groupé, pour l'ensemble des services provinciaux, de mazout de chauffage n'a pas été comptabilisé au sein de cette 20<sup>e</sup> rubrique mais a, au contraire, été considéré comme une activité « ventilable », en sorte que les dépenses y afférentes ont été mentionnées, au *prorata* de leur importance, dans les 19 autres rubriques auxquelles elles se rapportent<sup>142</sup>. Un raisonnement identique a été appliqué pour toutes les dépenses analogues (électricité, travaux d'entretien des infrastructures, etc.).

163. Pour ce qui est, tout à fait spécifiquement, de la province du Brabant wallon, une 21<sup>e</sup> rubrique a dû être créée. En effet, ladite province doit – comme seule province wallonne – assumer des charges financières qui proviennent encore de l'ancienne province unitaire du Brabant et dont une disposition particulière de la LSRI, à savoir son article 92bis, paragraphe 4*quater*, précise qu'elles doivent notamment être assumées par la province de Brabant wallon<sup>143</sup>. On ne s'étonnera donc pas de voir apparaître cette rubrique aux tableaux dans la suite de la partie II de la présente étude, là où cela est nécessaire.

164. Dans ce contexte, il est également axiomatique qu'une même donnée (par exemple une dépense) ne peut être simultanément renseignée dans deux rubriques différentes : ainsi, et pour illustrer nos propos, si une province organise une formation en matière agricole, une telle activité (et dépense) ne peut pas figurer *et* à la rubrique « agriculture » *et* à la rubrique « formation » ; elle ne pourra figurer que dans l'une d'entre elles (et en l'occurrence, ce sera à la rubrique « formation »<sup>144</sup>). Cette impossibilité comptable de mentionner deux fois un même montant ne préjuge toutefois pas de la possibilité d'en faire état, dans l'exposé verbal qui accompagne les chiffres comptables afférents à chaque rubrique, à plusieurs endroits, dans un souci de faire apparaître des synergies entre plusieurs domaines de compétence différents.

---

<sup>141</sup> Ces dernières (donc les activités et dépenses afférentes aux cultes et à la laïcité organisée) font d'ailleurs, au sein des rapports provinciaux, d'une sous-rubrique distincte au sein de la rubrique 21 « dépenses générales ».

<sup>142</sup> Pour rester dans cet exemple, le mazout de chauffage qui sert aux bâtiments scolaires constitue une dépense en matière d'enseignement, et celui utilisé pour chauffer les bâtiments qui font partie des installations sportives est renseigné dans la rubrique des sports.

<sup>143</sup> Cette obligation de prise en charge du passif du Brabant unitaire est précisée dans l'accord de coopération du 30 mai 1994 « entre l'Autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'Autorité fédérale » (*Moniteur belge*, 17 juin 1994) et modifié par les accords des 28 octobre 1994 (*Moniteur belge*, 2 décembre), 23 décembre 1994 (*Moniteur belge*, 5 juillet 1995) et 16 mars 1995 (*Moniteur belge*, 20 mai).

<sup>144</sup> Cette dernière rubrique ayant vocation à s'adresser à n'importe quel public, qu'il s'agisse ou non d'agriculteurs.

165. Une réunion spécifique a été organisée à Namur au siège de l'APW le 19 janvier 2018, en la présence de fonctionnaires spécialisés en matière financière des cinq provinces, pour trancher *in concreto* toutes les questions de potentiels rattachements multiples ; un grand soin a donc été apporté à les résorber dans la mesure du possible<sup>145</sup>. Dans ce contexte, il convient aussi de relever que l'addition, au sein d'une province donnée, des 19 domaines d'activités génère un *total par province* qui, lui, ressort de toute manière, et est vérifiable pour quiconque, des documents comptables officiels émis par la province<sup>146</sup>. Si difficultés de calcul il pouvait y avoir, ces difficultés ne pouvaient donc, par hypothèse, que concerner la ventilation de masses financières au sein d'une province entre ses 19 différents domaines de compétence, mais non le total global de ces 19 montants : en effet, celui-ci est officiellement consigné dans les comptes.

166. Il nous faut par ailleurs dire aussi que les données financières contenues dans la présente étude se basent, d'une manière tout à fait délibérée, non sur les chiffres *budgétaires* mais sur les chiffres renseignés dans les *comptes approuvés de fin d'exercice*. En effet, un budget n'est jamais qu'une prévision – prévision qui peut toujours être modifiée. De telles modifications (les ajustements budgétaires) sont d'ailleurs possibles tout au long de l'exercice budgétaire concerné, et même au-delà.

167. En basant notre analyse sur les comptes de fin d'exercice définitivement approuvés, ce risque de modification est écarté. Par contre – et cela est une conséquence nécessaire lorsqu'on décide de travailler avec les comptes et non les budgets – on ne peut pas travailler avec des données tout à fait récentes : au moment où cette étude est menée, les derniers comptes approuvés sont ceux de l'exercice 2016. Cet inconvénient ne pèse toutefois pas lourd, et est aisément compensé par le caractère hautement fiable des comptes approuvés de fin d'exercice. En effet, nous préférons faire reposer notre étude sur des chiffres incontestables (par ailleurs soumis au contrôle de la Cour des comptes), plutôt que de nous exposer, en travaillant avec des budgets, à des ajustements en cours d'exercice et, plus généralement, au reproche méthodologique d'avoir présenté comme activités *réellement menées* des activités *simplement budgétées* : en nous basant sur les comptes, une telle difficulté n'existe pas.

168. Enfin, les collèges provinciaux de l'intégralité des provinces nous ont reçus, entre novembre et décembre 2017, pour une réunion de travail au cours de laquelle l'activité de chaque province a été discutée en détail. Les visites ont eu lieu, dans l'ordre chronologique, à Arlon le 24 novembre 2017, à Wavre et à Liège le 8 décembre 2017, à Namur le 15 décembre 2017 et à Mons le 22 décembre 2017.

---

<sup>145</sup> Dans ce contexte on se permettra toutefois de signaler que ce problème est, plus généralement, intrinsèquement lié à *répartition même* des compétences en droit public belge : en près de trente ans d'existence, la Cour constitutionnelle, n'a pas pu éradiquer toutes les zones d'ombre dans la répartition des compétences telle que l'organisent la Constitution et la LSRI, et il n'est pas interdit de penser que la Cour, quelles que grandes soient ses qualités, n'y parviendra sans doute jamais complètement.

<sup>146</sup> Le total, par province, des 21 domaines activités correspond en effet aux totaux officiels par province qui figurent dans les livres de comptes tenus par les provinces, sous la responsabilité de leur receveur : c'est la Constitution elle-même (art. 162, 5<sup>e</sup>) qui en rend obligatoire la tenue et la publicité.

**TITRE 2.**  
**TABLEAUX DES DONNÉES CHIFRÉES ET GRAPHIQUES<sup>147</sup>**

Tableaux 1.1.1 à 1.1.6 : Dépenses au service ordinaire – Exercices 2014 à 2016 -----	p. 51
Tableaux 1.2.1 à 1.2.20 : Répartition des dépenses d'une matière sur les 5 provinces au service ordinaire -----	p. 59
Tableaux 2.1.1 à 2.1.6 : Dépenses au service extraordinaire – Exercices 2014 à 2016 -----	p. 79
Tableaux 2.2.1 à 2.2.20 : Répartition des dépenses d'une matière sur les 5 provinces au service extraordinaire -----	p. 89
Tableaux 3.1.1 à 3.1.6 : Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014 à 2016) en fonction de l'autorité législative compétente au service ordinaire -----	p. 107
Tableaux 3.2.1 à 3.2.6 : Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014 à 2016) en fonction de l'autorité législative compétente au service extraordinaire -----	p. 113
Tableaux 4.1.1 à 4.1.20 : Dépenses <i>per capita</i> au service ordinaire -----	p. 119
Tableaux 4.2.1 à 4.2.20 : Dépenses <i>per capita</i> au service extraordinaire -----	p. 139
Tableaux 5.1.1 à 5.1.7 : Répartition des personnels par domaine de compétences et dépenses moyennes par domaine de compétences -----	p. 159
Tableaux 6.1.1 à 6.1.6 : Répartition des personnels par grade -----	p. 167
Tableaux 7.7.1 : Montants versés aux provinces par le fonds des provinces et montants de la subvention-traitement payée par la Communauté française aux enseignants -----	p. 174

<sup>147</sup> Nous remercions tout particulièrement Mme Sylvia Lehnens, pour son aide précieuse à la confection de ces tableaux et graphiques.

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 1.1.1

**Dépenses au service ordinaire  
Exercice 2014 à 2016  
Brabant wallon**

COMPETENCES	2014			2015			2016			<b>Moyenne</b>
	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age		
Agriculture	3.050.332,74	3,34%	3.595.568,08	3,54%	3.527.672,96	3,65%	3.391.191,26	3,51%		
CPMS (Centres PMS et PSE)	3.956.225,11	4,33%	4.045.198,35	3,98%	4.151.508,17	4,30%	4.050.977,21	4,19%		
Culture	3.108.184,78	3,40%	3.482.575,48	3,42%	3.985.556,85	4,13%	3.525.439,04	3,65%		
Economie	2.325.117,88	2,54%	2.099.136,96	2,06%	2.493.579,73	2,58%	2.305.944,86	2,39%		
Enseignement	26.189.171,54	28,65%	27.325.916,55	26,87%	27.380.214,75	28,34%	26.955.100,95	27,92%		
Environnement	571.069,47	0,62%	831.969,64	0,82%	669.881,11	0,69%	690.973,41	0,72%		
Formation	2.879.616,35	3,15%	4.081.736,25	4,01%	3.380.049,89	3,50%	3.447.134,16	3,57%		
Jeunesse	873.349,56	0,96%	1.182.266,79	1,16%	1.010.405,64	1,05%	1.022.007,33	1,06%		
Logement	5.307.981,56	5,81%	5.662.963,72	5,57%	5.687.568,18	5,89%	5.552.837,82	5,75%		
Patrimoine classé	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Relations extérieures	1.499.645,18	1,64%	1.898.566,20	1,87%	1.491.139,45	1,54%	1.629.783,61	1,69%		
Santé	14.380.835,83	15,73%	14.807.656,74	14,56%	14.239.410,59	14,74%	14.475.967,72	14,99%		
Sécurité	526.449,19	0,58%	3.235.922,71	3,18%	561.179,87	0,58%	1.441.183,92	1,49%		
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDLD	0,00	0,00%	1.210.168,08	1,19%	1.215.709,02	1,26%	808.625,70	0,84%		
Social	6.896.054,88	7,54%	6.965.422,72	6,85%	6.185.852,57	6,40%	6.682.443,39	6,92%		
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	1.779.032,17	1,95%	2.122.028,82	2,09%	2.212.290,12	2,29%	2.037.783,70	2,11%		
Sports	824.257,37	0,91%	1.005.143,35	0,99%	1.061.403,52	1,10%	966.934,75	1,00%		
Tourisme	7.701.811,17	8,43%	8.813.393,28	8,66%	8.354.087,42	8,65%	8.289.763,96	8,58%		
Voiries et cours d'eau	2.668.894,29	2,92%	2.297.851,05	2,26%	2.607.562,83	2,70%	2.524.769,39	2,61%		
Charges du Brabant unitaire	1.991.750,41	2,18%	1.660.631,26	1,63%	1.631.641,82	1,69%	1.761.341,16	1,82%		
Dépenses générales	4.866.638,07	5,32%	5.389.180,22	5,30%	4.770.918,74	4,94%	5.008.929,01	5,19%		
- dont Cultes et laïcité	797.316,88		1.291.802,88		748.538,97		945.886,24			
<b>TOTAL provincial</b>	<b>91.406.467,55</b>	<b>100%</b>	<b>101.713.296,25</b>	<b>100%</b>	<b>96.517.633,23</b>	<b>100%</b>	<b>96.579.132,34</b>	<b>100%</b>		
<b>Brabant wallon</b>										

Tableau 1.1.2

**Dépenses au service ordinaire  
Exercice 2014 à 2016**

COMPÉTENCES	Hainaut			Moyenne						
	2014	2015	2016	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses
Agriculture	8.022.353,00	2,26%	8.444.165,38	2,40%	8.555.933,15	2,38%	8.340.813,84	2,35%		
CPMS (Centres PMs et PSE)	2.822.611,31	0,80%	2.736.323,25	0,78%	2.841.175,07	0,79%	2.800.036,54	0,79%		
Culture	19.313.644,90	5,45%	20.246.589,05	5,75%	21.149.577,56	5,87%	20.236.603,84	5,69%		
Economie	2.691.961,94	0,76%	2.750.602,19	0,78%	2.885.927,07	0,80%	2.776.163,73	0,78%		
Enseignement	145.776.181,48	41,15%	135.280.645,53	38,39%	138.058.444,50	38,35%	139.705.090,50	39,29%		
Environnement	11.214.977,67	3,17%	11.857.880,37	3,36%	12.045.784,97	3,35%	11.706.214,34	3,29%		
Formation	7.738.517,29	2,18%	7.476.892,50	2,12%	7.672.898,58	2,13%	7.629.436,12	2,15%		
Jeunesse	3.240.964,53	0,91%	3.332.322,12	0,95%	3.446.313,35	0,96%	3.339.866,67	0,94%		
Logement	1.119.836,67	0,32%	1.139.379,47	0,32%	1.138.971,80	0,32%	1.132.729,31	0,32%		
Patrimoine classé	41.450,96	0,01%	43.615,73	0,01%	58.762,28	0,02%	47.942,99	0,01%		
Relations extérieures	730.328,15	0,21%	236.216,19	0,07%	224.308,12	0,06%	396.950,82	0,11%		
Santé	14.452.297,32	4,08%	15.540.437,22	4,41%	16.872.269,09	4,69%	15.621.667,88	4,39%		
Sécurité	153.556,11	0,04%	96.528,28	0,03%	101.505,22	0,03%	117.196,54	0,03%		
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDLD	0,00	0,00%	6.342.899,97	1,80%	6.377.162,98	1,77%	4.240.020,98	1,19%		
Social	98.566.036,48	27,83%	98.196.174,07	27,87%	100.255.691,47	27,85%	99.005.967,34	27,85%		
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	5.656.184,16	1,60%	5.759.426,89	1,63%	6.015.562,15	1,67%	5.810.391,07	1,63%		
Sports	5.377.508,84	1,52%	5.629.936,43	1,60%	5.607.662,20	1,56%	5.538.369,16	1,56%		
Tourisme	5.266.053,47	1,49%	5.295.639,18	1,50%	5.476.814,98	1,52%	5.346.169,21	1,50%		
Voies et cours d'eau	11.669.043,23	3,29%	11.200.083,03	3,18%	11.285.509,70	3,13%	11.384.878,65	3,20%		
Charges du Brabant unitaire	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Dépenses générales	10.363.881,89	2,93%	10.788.089,92	3,06%	9.957.737,07	2,77%	10.369.902,96	2,92%		
- dont Cultes et laïcité	2.563.695,85		2.529.491,23		2.641.333,70		2.578.173,59	0,73%		
<b>TOTAL provincial</b>	<b>354.217.389,40</b>	<b>100%</b>	<b>352.393.246,77</b>	<b>100%</b>	<b>360.028.001,31</b>	<b>100%</b>	<b>355.546.412,49</b>	<b>100%</b>	<b>Hainaut</b>	

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 1.1.3

COMPETENCES	Dépenses au service ordinaire								
	2014		2015		2016				
	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	Moyenne	%age
Agriculture	4.864.395,05	1,94%	4.700.716,97	1,84%	4.702.938,44	1,83%	4.756.016,82	1,87%	
CPMS (Centres PMIS et PSE)	3.888.684,52	1,55%	6.140.462,83	2,40%	6.340.036,15	2,47%	5.456.394,50	2,15%	
Culture	36.167.577,82	14,46%	36.793.420,09	14,40%	36.342.900,44	14,17%	36.434.632,78	14,34%	
Economie	4.019.032,37	1,61%	3.802.516,28	1,49%	3.701.127,40	1,44%	3.840.892,02	1,51%	
Enseignement	94.722.642,12	37,87%	96.006.798,53	37,59%	96.809.625,92	37,74%	95.846.355,52	37,73%	
Environnement	2.367.009,36	0,95%	2.027.682,91	0,79%	1.822.639,61	0,71%	2.072.443,96	0,82%	
Formation	17.514.370,38	7,00%	17.762.201,59	6,95%	17.914.387,47	6,98%	17.730.319,81	6,98%	
Jeunesse	3.645.394,27	1,46%	3.622.663,11	1,42%	4.002.934,82	1,56%	3.755.997,40	1,48%	
Logement	517.041,98	0,21%	400.163,57	0,16%	313.273,60	0,12%	410.159,72	0,16%	
Patrimoine classé	1.047.442,57	0,42%	1.001.883,70	0,39%	995.194,45	0,39%	1.014.840,24	0,40%	
Relations extérieures	772.331,28	0,31%	901.788,86	0,35%	1.467.363,92	0,57%	1.047.161,35	0,41%	
Santé	33.328.479,54	13,32%	30.047.299,76	11,76%	29.757.740,55	11,60%	31.044.506,62	12,22%	
Sécurité	314.210,93	0,13%	265.185,72	0,10%	274.995,12	0,11%	284.797,59	0,11%	
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDID	0,00	0,00%	3.496.041,10	1,37%	3.514.925,39	1,37%	2.336.988,83	0,92%	
Social	8.372.917,63	3,35%	8.678.204,93	3,40%	8.630.832,69	3,36%	8.560.651,75	3,37%	
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	2.070.766,30	0,83%	2.509.781,22	0,98%	2.682.197,74	1,05%	2.420.915,09	0,95%	
Sports	10.817.438,88	4,32%	11.040.938,48	4,32%	11.253.614,62	4,39%	11.037.330,66	4,34%	
Tourisme	18.989.302,52	7,59%	19.044.554,87	7,46%	18.484.875,32	7,21%	18.839.577,57	7,42%	
Voiries et cours d'eau	2.956.209,10	1,18%	3.052.850,36	1,20%	2.759.901,71	1,08%	2.922.987,06	1,15%	
Charges du Brabant unitaire	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	
Dépenses générales	3.768.925,63	1,51%	4.126.651,57	1,62%	4.742.281,72	1,85%	4.212.619,64	1,66%	
- dont Cultes et loisiré	1.290.471,49		1.552.631,10		1.614.939,04		1.486.013,88		
<b>TOTAL provincial</b>	<b>250.144.172,25</b>	<b>100%</b>	<b>255.421.806,45</b>	<b>100%</b>	<b>256.513.788,08</b>	<b>100%</b>	<b>254.026.588,93</b>	<b>100%</b>	
<b>Liège</b>									

Tableau 1.1.4

**Dépenses au service ordinaire  
Exercice 2014 à 2016**

COMPETENCES	2014			2015			2016			<b>Moyenne</b>
	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age		
Agriculture	4.979.849,00	6,33%	4.840.659,00	6,13%	4.237.958,00	5,14%	4.686.168,67	5,85%		
CPMS (Centres PMS et PSE)	3.284.175,00	4,17%	3.156.655,00	4,00%	3.182.251,00	3,86%	3.207.693,67	4,01%		
Culture	10.300.673,00	13,09%	9.850.193,00	12,47%	10.145.905,00	12,31%	10.098.923,67	12,62%		
Economie	2.837.648,00	3,61%	2.860.259,00	3,62%	3.377.528,00	4,10%	3.025.145,00	3,78%		
Enseignement	16.056.158,00	20,40%	15.965.667,00	20,22%	15.665.934,00	19,00%	15.895.919,67	19,86%		
Environnement	1.272.065,00	1,62%	1.102.426,00	1,40%	1.078.800,00	1,31%	1.151.097,00	1,44%		
Formation	318.202,00	0,40%	331.449,00	0,42%	357.157,00	0,43%	335.602,67	0,42%		
Jeunesse	2.073.816,00	2,63%	2.010.353,00	2,55%	2.653.221,00	3,22%	2.245.796,67	2,81%		
Logement	492.302,00	0,63%	413.082,00	0,52%	329.156,00	0,40%	411.513,33	0,51%		
Patrimoine classé	13.167,00	0,02%	4.147,00	0,01%	3.124,00	0,00%	6.812,67	0,01%		
Relations extérieures	361.591,00	0,46%	374.600,00	0,47%	340.546,00	0,41%	358.912,33	0,45%		
Santé	10.811.737,00	13,74%	11.056.802,00	14,00%	11.520.681,00	13,98%	11.129.740,00	13,91%		
Sécurité	197.856,00	0,25%	674.324,00	0,85%	900.139,00	1,09%	590.773,00	0,74%		
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDID	197.856,00	0,25%	884.488,00	1,12%	1.116.230,00	1,35%	732.858,00	0,92%		
Social	3.820.955,00	4,85%	3.762.735,00	4,76%	4.641.019,00	5,63%	4.074.903,00	5,09%		
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	384.007,00	0,49%	383.137,00	0,49%	369.362,00	0,45%	378.835,33	0,47%		
Sports	396.585,00	0,50%	362.655,00	0,46%	365.641,00	0,44%	374.960,33	0,47%		
Tourisme	2.877.495,00	3,66%	2.724.081,00	3,45%	2.629.240,00	3,19%	2.743.605,33	3,43%		
Voiries et cours d'eau	3.215.865,00	4,09%	2.720.864,00	3,45%	3.058.198,00	3,71%	2.998.309,00	3,75%		
Charges du Brabant wallon	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Dépenses générales	14.820.462,00	18,83%	15.496.808,00	19,62%	16.459.486,00	19,97%	15.592.252,00	19,48%		
- dont Cultes et laïcité	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%		
<b>TOTAL provincial</b>	<b>78.712.464,00</b>	<b>100%</b>	<b>78.975.424,00</b>	<b>100%</b>	<b>82.431.576,00</b>	<b>100%</b>	<b>80.039.821,33</b>	<b>100%</b>		
									Luxembourg	

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 1.1.5

**Dépenses au service ordinaire  
Exercice 2014 à 2016  
Namur**

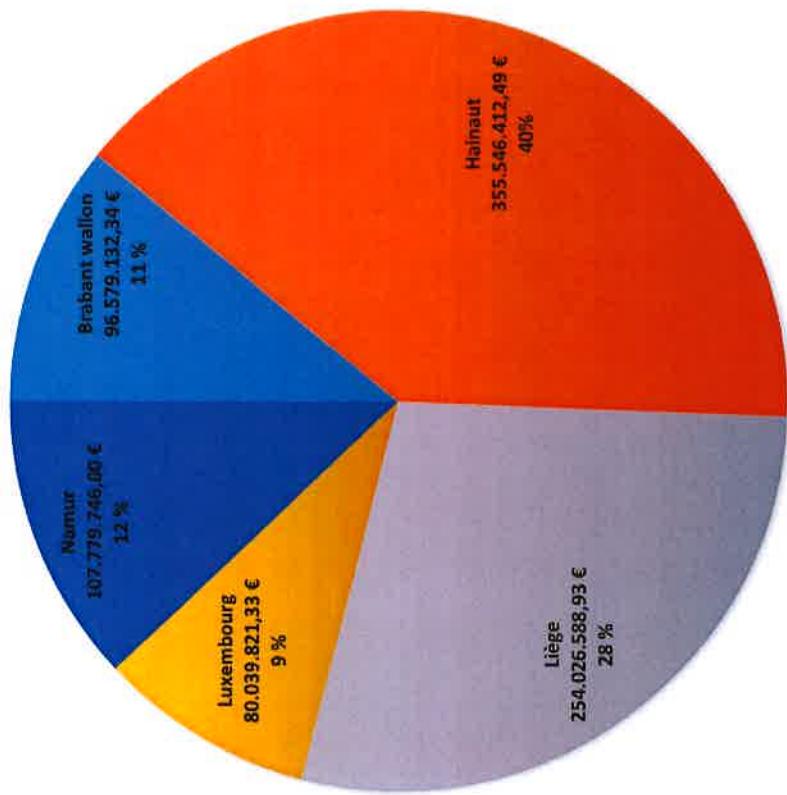
COMPETENCES	2014		2015		2016		Moyenne	
	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age
Agriculture	1.496.291,00	1,38%	1.530.621,00	1,43%	1.651.186,00	1,52%	1.559.366,00	1,45%
CPMS (Centres PMS et PSE)	4.161.901,00	3,85%	4.574.537,00	4,28%	4.953.194,00	4,57%	4.563.210,67	4,23%
Culture	14.555.474,00	13,47%	14.139.181,00	13,23%	13.985.509,00	12,90%	14.226.721,33	13,20%
Economie	5.128.073,00	4,74%	5.167.181,00	4,83%	5.267.300,00	4,86%	5.187.518,00	4,81%
Enseignement	23.959.767,00	22,17%	23.282.125,00	21,78%	24.036.829,00	22,18%	23.759.573,67	22,04%
Environnement	795.020,00	0,74%	905.572,00	0,85%	977.634,00	0,90%	892.742,00	0,83%
Formation	4.991.140,00	4,62%	4.816.310,00	4,51%	5.299.699,00	4,89%	5.035.716,33	4,67%
Jeunesse	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Logement	6.216.864,00	5,75%	5.993.104,00	5,61%	5.851.923,00	5,40%	6.020.630,33	5,59%
Patrimoine classé	125.484,00	0,12%	118.188,00	0,11%	101.446,00	0,09%	115.039,33	0,11%
Relations extérieures	348.403,00	0,32%	355.602,00	0,33%	415.832,00	0,38%	373.279,00	0,35%
Santé	12.457.048,00	11,53%	12.048.895,00	11,27%	11.913.640,00	10,99%	12.139.861,00	11,26%
Sécurité	568.246,00	0,53%	358.902,00	0,34%	558.685,00	0,52%	495.277,67	0,46%
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1 <sup>e</sup> , du CDLD	0,00	0,00%	2.196.020,00	2,05%	2.205.614,00	2,04%	1.467.211,33	1,36%
Social	6.125.996,00	5,67%	5.883.339,00	5,50%	5.621.391,00	5,19%	5.876.908,67	5,45%
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	2.472.900,00	2,29%	1.943.388,00	1,82%	2.117.063,00	1,95%	2.177.783,67	2,02%
Sports	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Tourisme	10.085.314,00	9,33%	9.935.649,00	9,30%	10.153.888,00	9,37%	10.058.283,67	9,33%
Voiries et cours d'eau	9.798.066,00	9,07%	8.788.871,00	8,22%	8.519.407,00	7,86%	9.035.448,00	8,38%
Charges du Brabant unitaire	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Dépenses générales	4.794.570,00	4,44%	4.846.417,00	4,53%	4.744.539,00	4,38%	4.795.175,33	4,45%
- dont Cultes et laïcité	659.739,00		762.538,00		766.803,00		729.693,33	
<b>TOTAL provincial</b>	<b>108.080.557,00</b>		<b>100%</b>	<b>106.383.902,00</b>		<b>100%</b>	<b>108.374.779,00</b>	
<b>Namur</b>							<b>100%</b>	

Tableau 1.1.6

**Dépenses au service ordinaire  
Exercice 2014 à 2016  
Toutes les cinq provinces**

<b>COMPETENCES</b>	<b>Brabant wallon</b>	<b>Hainaut</b>	<b>Liège</b>	<b>Luxembourg</b>	<b>Namur</b>	<b>TOTAL</b>	<b>%age</b>
Agriculture	3.391.191,26 €	3.340.813,84 €	4.756.016,82 €	4.686.168,67 €	1.559.366,00 €	22.732.556,59 €	2,54%
CPMS (Centres PME et PSE)	4.050.977,21 €	2.890.036,54 €	5.456.394,50 €	3.207.693,67 €	4.563.210,67 €	20.078.312,59 €	2,25%
Culture	3.525.439,04 €	20.236.603,84 €	36.434.632,78 €	10.098.923,67 €	14.226.721,33 €	84.522.320,66 €	9,45%
Economie	2.305.944,86 €	2.776.163,73 €	3.840.892,02 €	3.025.145,00 €	5.187.518,00 €	17.135.663,61 €	1,92%
Enseignement	26.965.100,95 €	139.705.090,50 €	95.846.355,52 €	15.895.919,67 €	23.759.573,67 €	302.172.040,31 €	33,80%
Environnement	690.973,41 €	11.706.214,34 €	2.072.443,96 €	1.151.097,00 €	892.742,00 €	16.513.470,70 €	1,85%
Formation	3.447.134,16 €	7.629.436,12 €	17.730.319,81 €	335.602,67 €	5.035.716,33 €	34.178.209,10 €	3,82%
Jeunesse	1.022.007,33 €	3.339.866,67 €	3.756.997,40 €	2.245.796,67 €	0,00 €	10.364.668,06 €	1,16%
Logement	5.552.837,82 €	1.132.729,31 €	410.159,72 €	411.513,33 €	6.020.630,33 €	13.527.870,52 €	1,51%
Patrimoine classé	0,00 €	47.942,99 €	1.014.840,24 €	6.812,67 €	115.039,33 €	1.184.635,23 €	0,13%
Relations extérieures	1.629.783,61 €	396.950,82 €	1.047.161,35 €	358.912,33 €	373.279,00 €	3.806.087,12 €	0,43%
Santé	14.475.967,72 €	15.621.667,88 €	31.044.506,62 €	11.129.740,00 €	12.139.861,00 €	84.411.743,21 €	9,44%
Sécurité	1.441.183,92 €	117.196,54 €	284.797,59 €	590.773,00 €	495.277,67 €	2.929.228,72 €	0,33%
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1 <sup>e</sup> , du CDLD	808.625,70 €	4.240.020,98 €	2.336.988,83 €	732.858,00 €	1.467.211,33 €	9.585.704,85 €	1,07%
Social	6.682.443,39 €	99.005.967,34 €	8.560.651,75 €	4.074.903,00 €	5.876.908,67 €	124.200.874,15 €	13,89%
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	2.037.783,70 €	5.810.391,07 €	2.420.915,09 €	378.835,33 €	2.177.783,67 €	12.825.708,86 €	1,43%
Sports	966.934,75 €	5.538.369,16 €	11.037.330,66 €	374.960,33 €	0,00 €	17.917.594,90 €	2,00%
Tourisme	8.289.763,96 €	5.346.169,21 €	18.839.577,57 €	2.743.605,33 €	10.058.283,67 €	45.277.399,74 €	5,06%
Voies et cours d'eau	2.524.769,39 €	11.384.878,65 €	2.922.987,06 €	2.998.309,00 €	9.035.448,00 €	28.866.392,10 €	3,23%
Charges du Brabant unitaire	1.761.341,16 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.761.341,16 €	0,20%
Dépenses générales	5.008.929,01 €	10.369.902,96 €	4.212.619,64 €	15.592.252,00 €	4.795.175,33 €	39.978.878,94 €	4,47%
- dont Cultes et laïcité	945.886,24 €	2.578.173,59 €	1.486.013,88 €	0,00 €	729.693,33 €	5.739.767,05 €	
<b>TOTAL provincial</b>	<b>96.579.132,34 €</b>	<b>355.546.412,49 €</b>	<b>254.026.588,93 €</b>	<b>80.039.821,33 €</b>	<b>107.779.746,00 €</b>	<b>893.971.701,10 €</b>	<b>100,00%</b>

## Dépenses moyennes globales à l'ordinaire par province



## Dépenses moyennes par compétence

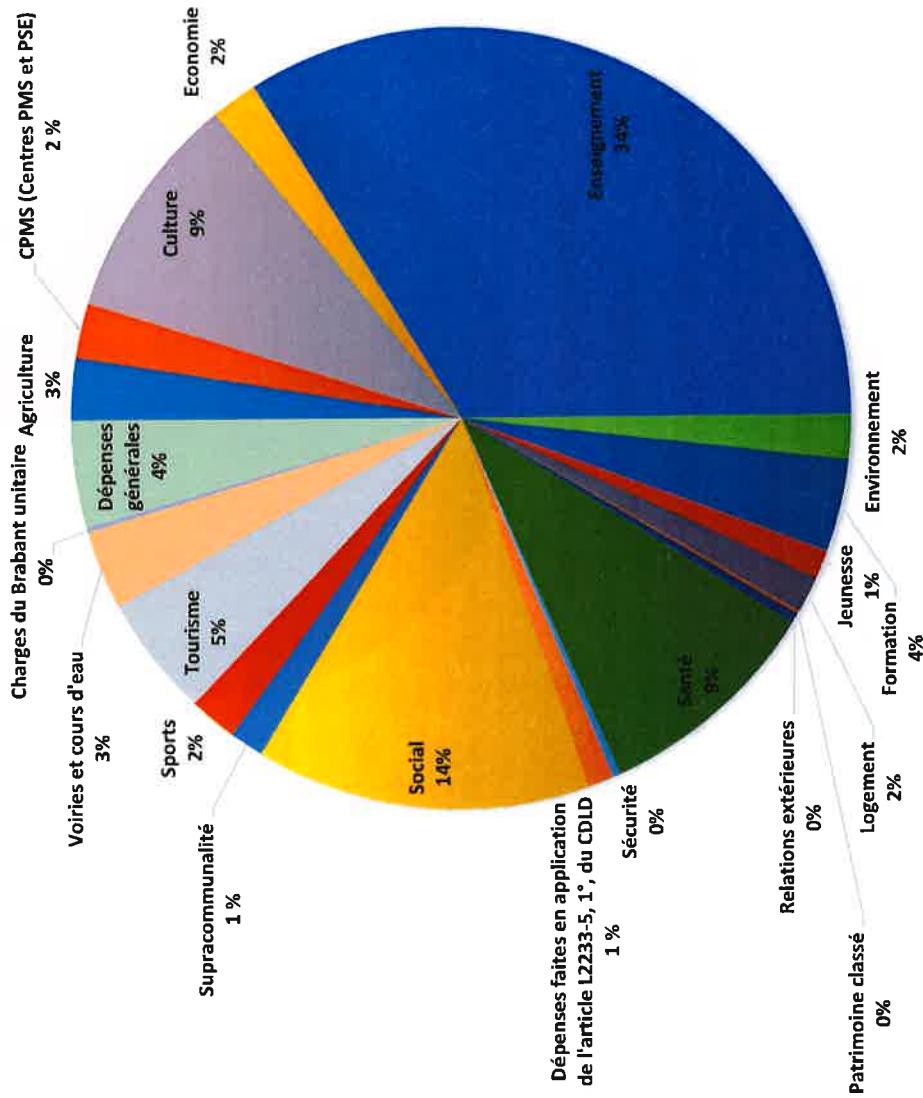


Tableau 1.2.1

Agriculture Service ordinaire	
<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>
Dépenses moyennes	3.391.191,26 €

	<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>	<b>LUXEMBOURG</b>	<b>NAMUR</b>
Dépenses moyennes	3.391.191,26 €	8.340.813,84 €	4.756.016,82 €	4.686.168,67 €	1.559.366,00 €

### **Dépenses moyennes par province en agriculture au service ordinaire**

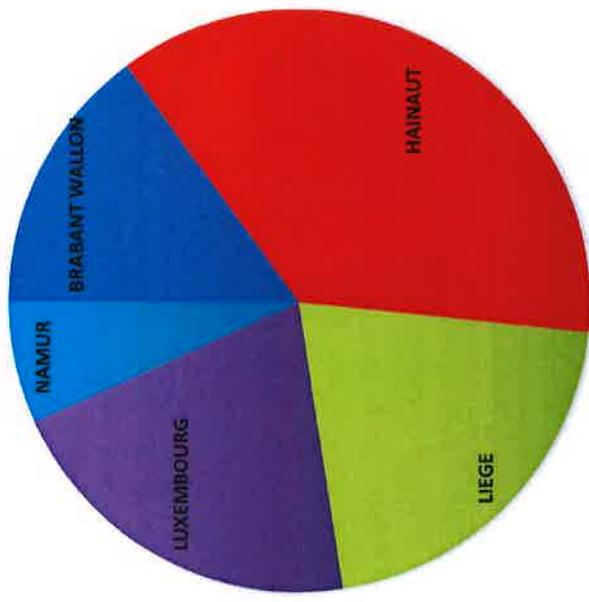
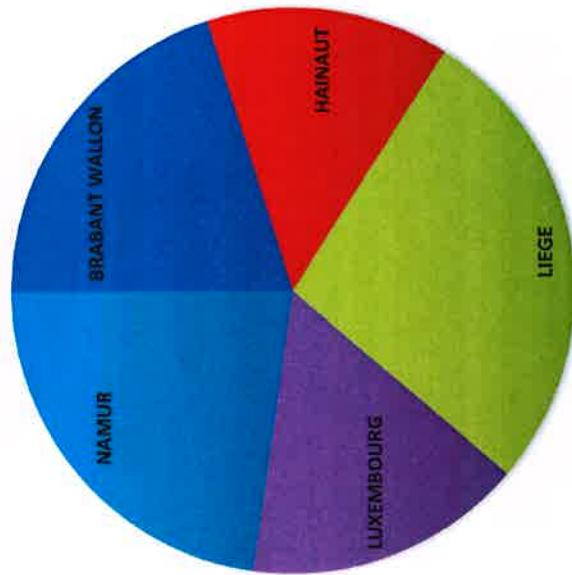


Tableau 1.2.2

C.P.M.S. (Centres PMS et PSE) Service ordinaire				
	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG
Dépenses moyennes	4.050.977,21 €	2.800.036,54 €	5.456.394,50 €	3.207.693,67 €
				4.563.210,67 €

**Dépenses moyennes par province  
en C.P.M.S. (Centres PMS et PSE)  
au service ordinaire**



Culture Service ordinaire	
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	3.525.439,04 €

Culture Service ordinaire	
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	3.525.439,04 €

**Dépenses moyennes par province  
en culture  
au service ordinaire**

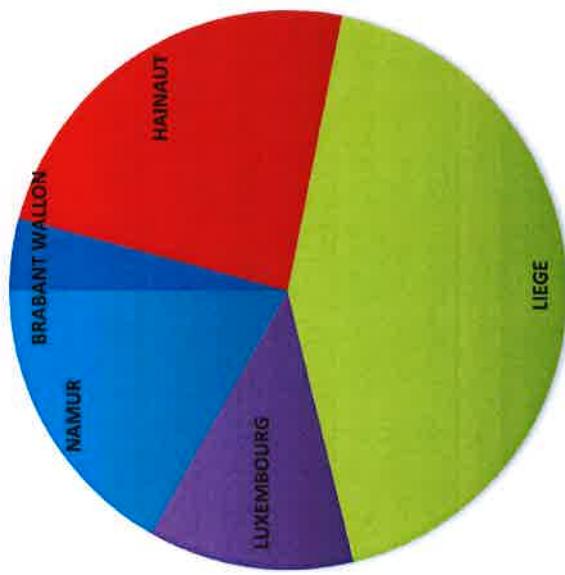


Tableau 1.2.4

Economie  
Service ordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	2.305.944,86 €	2.776.163,73 €	3.840.892,02 €	3.025.145,00 €	5.187.518,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en économie  
au service ordinaire**

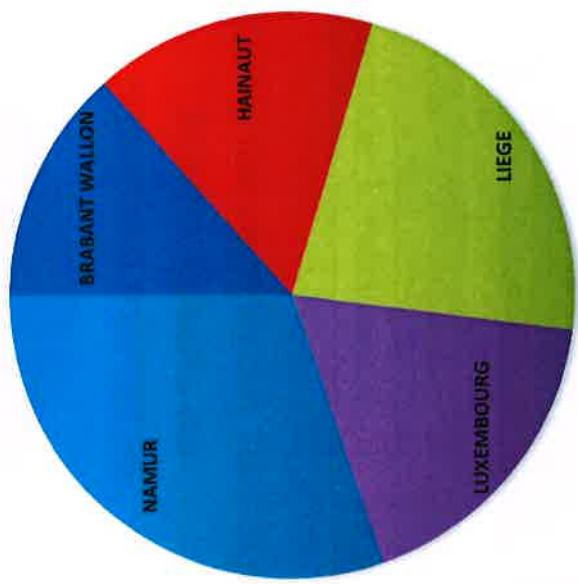


Tableau 1.2.5

Enseignement Service ordinaire	
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	26.965.100,95 €

LIEGE	
NAMUR	LUXEMBOURG
Dépenses moyennes	139.705.090,50 €

### Dépenses moyennes par province en enseignement au service ordinaire

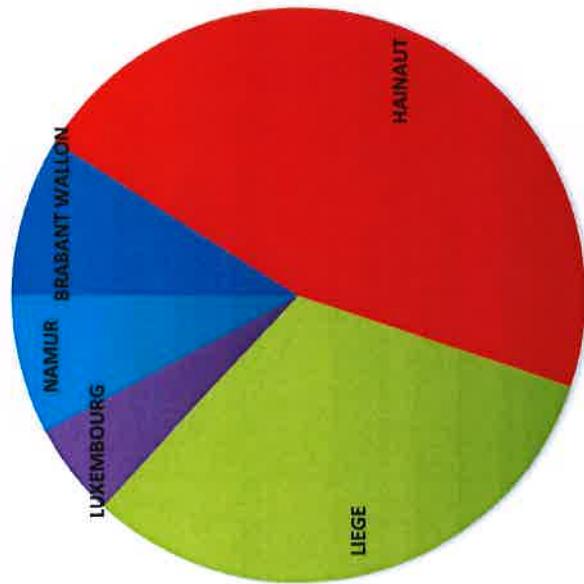


Tableau 1.2.6

**Environnement  
Service ordinaire**

	<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>	<b>LUXEMBOURG</b>	<b>NAMUR</b>
<b>Dépenses moyennes</b>	690.973,41 €	11.706.214,34 €	2.072.443,96 €	1.151.097,00 €	892.742,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en environnement  
au service ordinaire**

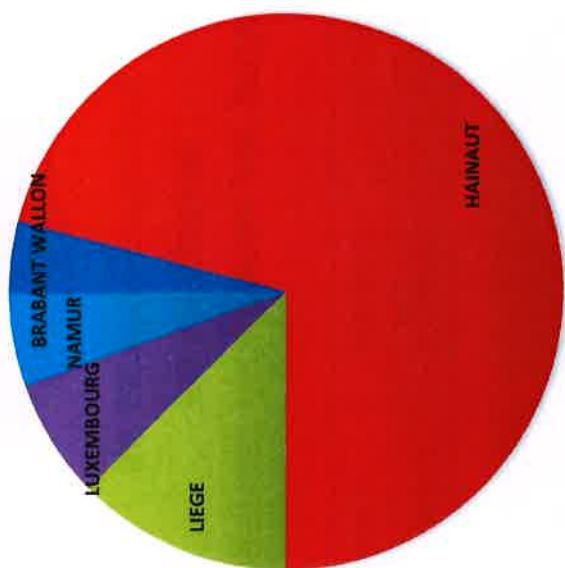


Tableau 1.2.7

	Formation	Service ordinaire
	BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	3.447.134,16 €	7.629.436,12 €

### **Dépenses moyennes par province en formation au service ordinaire**

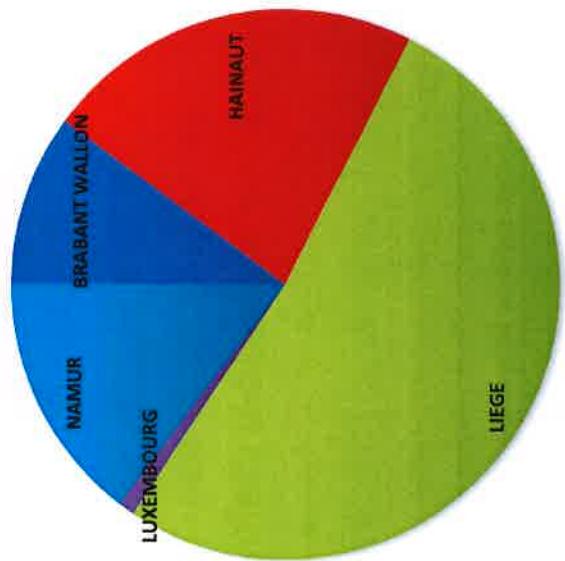


Tableau 1.2.8

Jeunesse Service ordinaire	
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	1.022.007,33 €

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	1.022.007,33 €	3.339.866,67 €	3.756.997,40 €	2.245.796,67 €	0,00 €

### Dépenses moyennes par province en jeunesse au service ordinaire

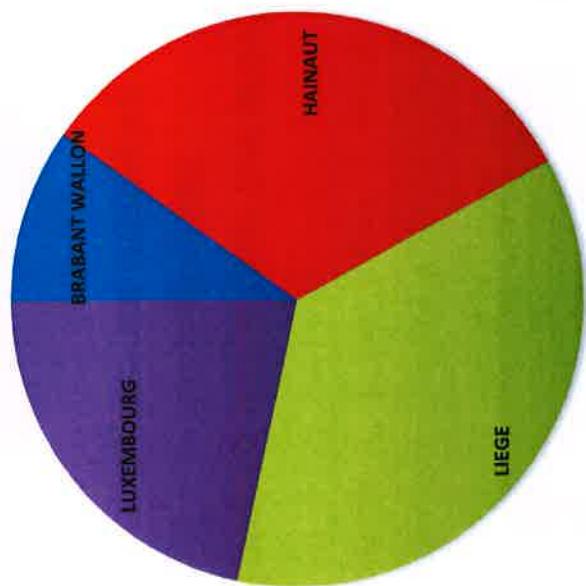


Tableau 1.2.9

	Logement Service ordinaire
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	5.552.837,82 €

	LOGEMENT SERVICE ORDINAIRE
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	5.552.837,82 €

### Dépenses moyennes par province en logement au service ordinaire

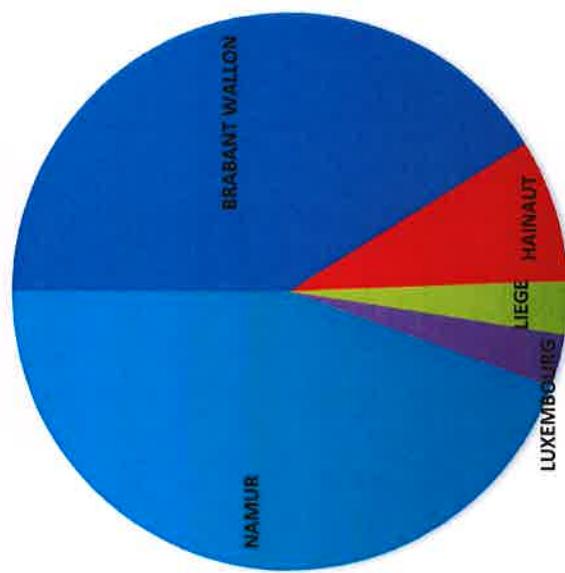
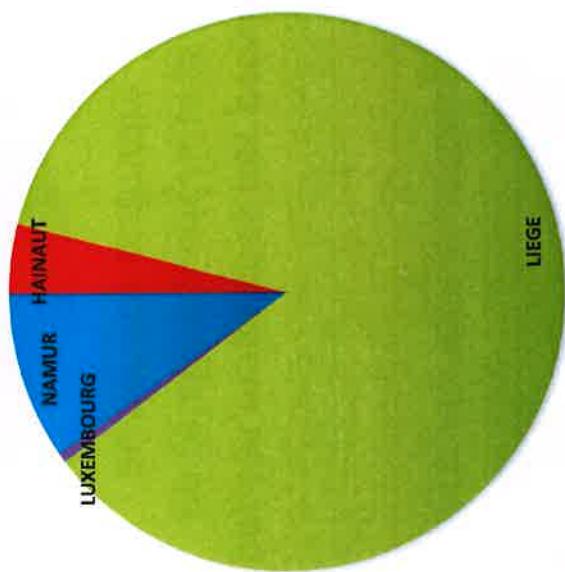


Tableau 1.2.10

**Patrimoine classé  
Service ordinaire**

	<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>	<b>LUXEMBOURG</b>	<b>NAMUR</b>
<b>Dépenses moyennes</b>	0,00 €	47.942,99 €	1.014.840,24 €	6.812,67 €	115.039,33 €

**Dépenses moyennes par province  
en patrimoine classé  
au service ordinaire**



Relations extérieures Service ordinaire	
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	1.629.783,61 €

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	396.950,82 €	1.047.161,35 €	358.912,33 €	373.279,00 €	

### Dépenses moyennes par province en relations extérieures au service ordinaire

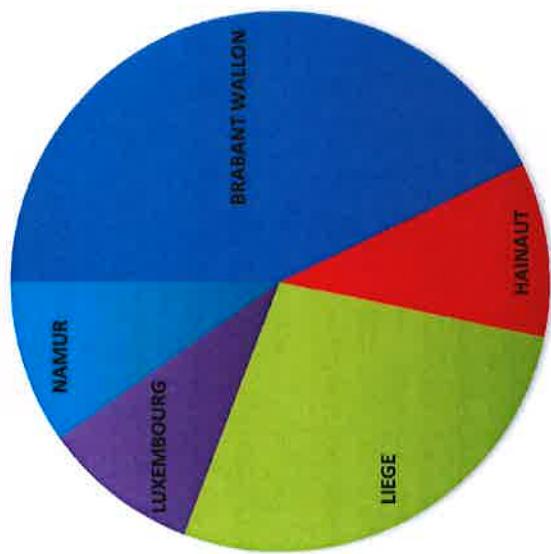


Tableau 1.2.12

Santé	
Service ordinaire	

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	14.475,967,72 €	15.621,667,88 €	31.044,506,62 €	11.129,740,00 €	12.139,861,00 €

### Dépenses moyennes par province en santé au service ordinaire

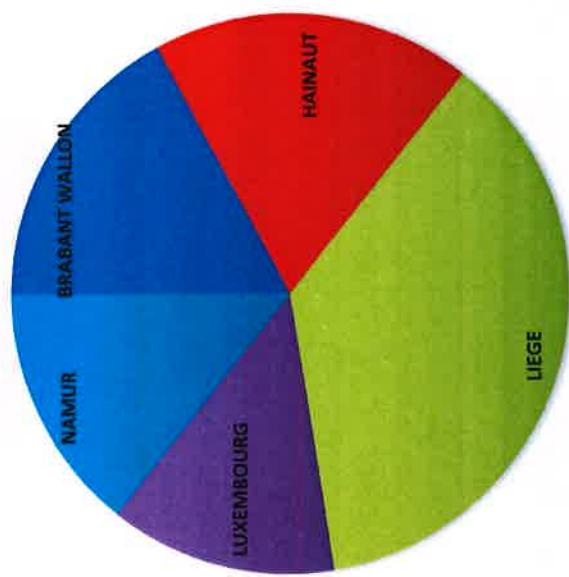


Tableau 1.2.13

	Sécurité	Service ordinaire
<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>
Dépenses moyennes	1.441.183,92 €	117.196,54 €

	<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>	<b>LUXEMBOURG</b>	<b>NAMUR</b>
Dépenses moyennes	1.441.183,92 €	117.196,54 €	284.797,59 €	590.773,00 €	495.277,67 €

## Dépenses moyennes par province en sécurité au service ordinaire

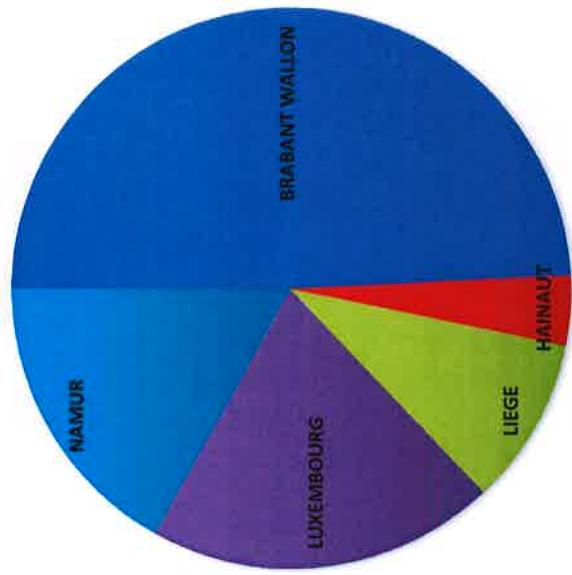
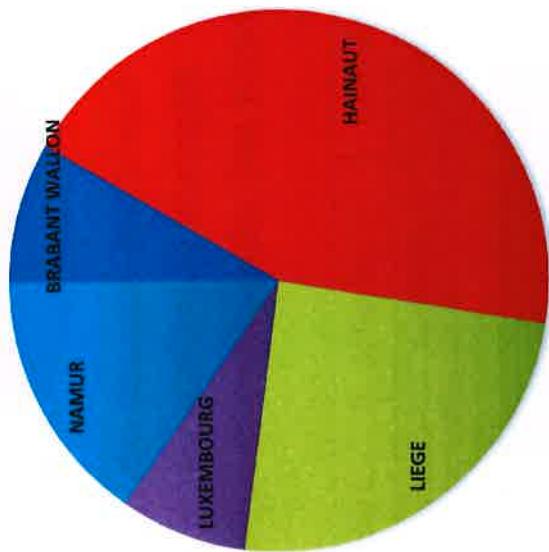


Tableau 1.2.14

**Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDLD  
Service ordinaire**

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	808.625,70 €	4.240.020,98 €	2.336.988,83 €	732.853,00 €	1.467.211,33 €

**Dépenses moyennes par province  
en dépenses faites en appl. de l'art. L2233-5, 1°, du CDLD  
au service ordinaire**



	Social	Service ordinaire
--	--------	-------------------

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	6.682.443,39 €	99.005.967,34 €	8.560.651,75 €	4.074.903,00 €	5.876.908,67 €

### **Dépenses moyennes par province en matières sociales au service ordinaire**

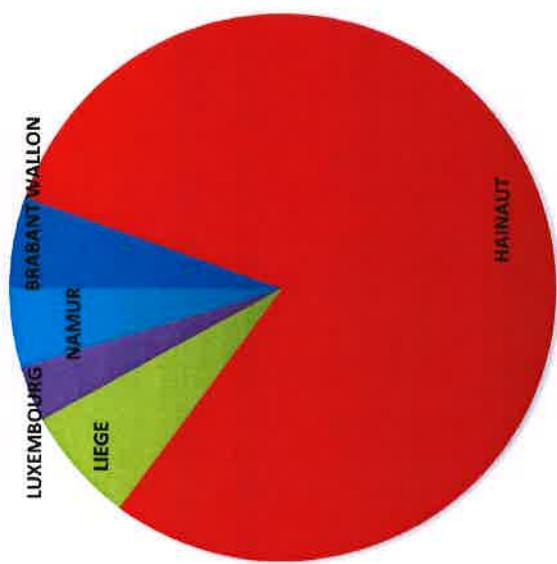


Tableau 1.2.16

## Supracommunalité Service ordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	2.037.783,70 €	5.810.391,07 €	2.420.915,09 €	378.835,33 €	2.177.783,67 €

### Dépenses moyennes par province en supracommunalité au service ordinaire

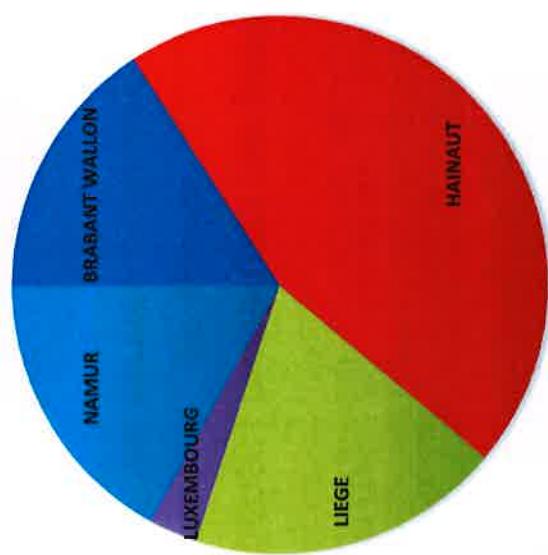


Tableau 1.2.17

	Sports	Service ordinaire
<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>
Dépenses moyennes	966.934,75 €	5.538.369,16 €

	BRAHANT-WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	966.934,75 €	5.538.369,16 €	11.037.330,66 €	374.960,33 €	0,00 €

## Dépenses moyennes par province en sports au service ordinaire

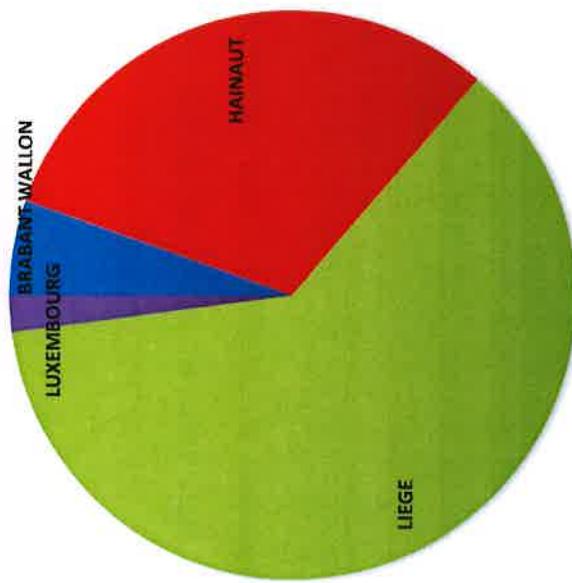


Tableau 1.2.18

Tourisme Service ordinaire					
	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	8.289.763,96 €	5.346.169,21 €	18.839.577,57 €	2.743.605,33 €	10.058.283,67 €

## Dépenses moyennes par province en tourisme au service ordinaire

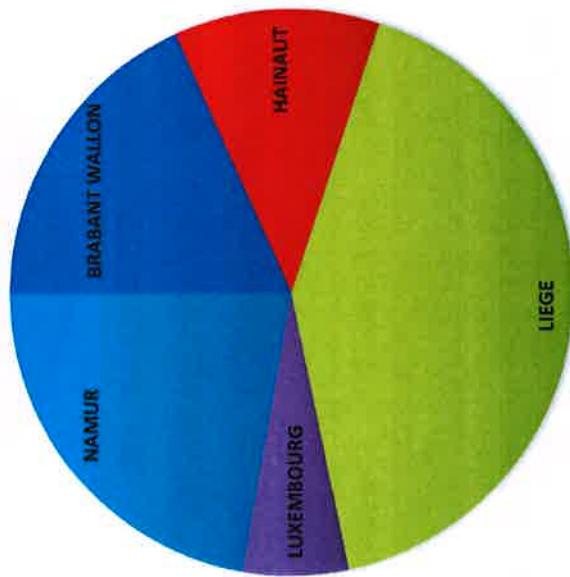


Tableau 1.2.19

Voiries et cours d'eau Service ordinaire				
<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>	<b>LUXEMBOURG</b>	<b>NAMUR</b>
2.524.769,39 €	11.384.878,65 €	2.922.987,06 €	2.998.309,00 €	9.035.448,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en voiries et cours d'eau  
au service ordinaire**

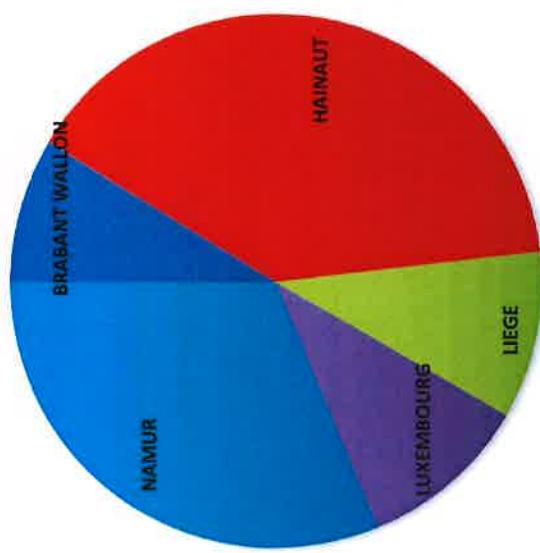
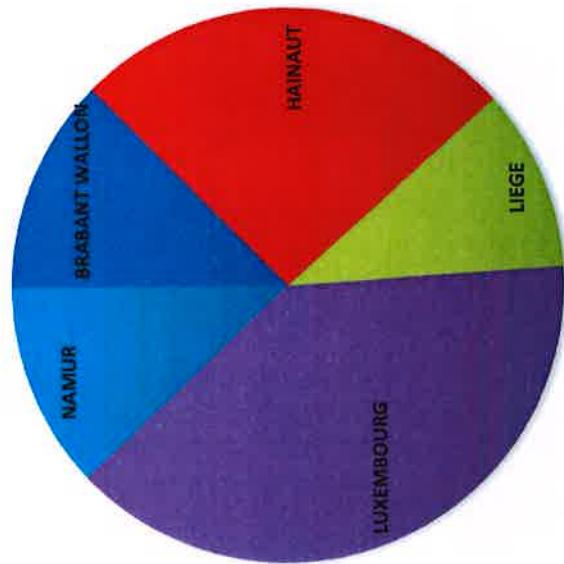


Tableau 1.2.20

Dépenses générales  
Service ordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	5.008.929,01 €	10.369.902,96 €	4.212.619,64 €	15.592.252,00 €	4.795.175,33 €

Dépenses moyennes par province  
en dépenses générales  
au service ordinaire



Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 2.1.1

COMPÉTENCES	2014			2015			2016			Moyenne	
	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	
Agriculture	124.020,00	0,34%	320.772,41	1,74%	422.351,90	1,95%	289.048,10	1,13%			
CPMS (Centres PMS et PSE)	956.813,92	2,60%	36.502,90	0,20%	61.158,78	0,28%	351.491,87	1,37%			
Culture	4.987.316,34	13,57%	1.021.581,13	5,55%	1.095.186,82	5,05%	2.368.028,10	9,25%			
Economie	329.490,18	0,90%	1.278.851,24	6,95%	154.214,75	0,71%	587.518,72	2,29%			
Enseignement	4.094.023,40	11,14%	2.924.947,08	15,90%	2.703.456,31	12,47%	3.240.808,93	12,66%			
Environnement	1.597.424,97	4,35%	582.940,34	3,17%	1.091.185,07	5,03%	1.090.516,79	4,26%			
Formation	88.038,12	0,24%	58.327,31	0,32%	2.323.391,00	10,72%	823.252,14	3,22%			
Jeunesse	33.480,20	0,09%	110.853,87	0,60%	96.384,22	0,44%	80.239,43	0,31%			
Logement	773.090,97	2,10%	100.824,50	0,55%	192.647,88	0,89%	355.521,12	1,39%			
Patrimoine classé	105.828,85	0,29%	9.512,33	0,05%	106.289,15	0,49%	73.876,78	0,29%			
Relations extérieures	170.310,45	0,46%	37.037,03	0,20%	231.322,12	1,07%	146.223,20	0,57%			
Santé	954.525,64	2,60%	579.157,26	3,15%	545.667,00	2,52%	693.116,63	2,71%			
Sécurité	3.359.110,06	9,14%	890.276,05	4,84%	1.390.525,12	6,42%	1.879.970,41	7,34%			
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDUD	1.286.929,35	3,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	428.976,45	1,68%			
Social	832.604,98	2,27%	334.214,13	1,82%	385.748,35	1,78%	517.522,49	2,02%			
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	5.995.102,19	16,32%	6.810.799,13	37,03%	6.784.418,65	31,30%	6.530.106,66	25,50%			
Sports	6.364.963,24	17,32%	490.531,09	2,67%	848.181,11	3,91%	2.567.891,81	10,03%			
Tourisme	1.201.592,62	3,27%	618.538,66	3,36%	907.147,29	4,19%	909.092,86	3,55%			
Voiries et cours d'eau	3.386.739,68	9,22%	1.896.897,63	10,31%	2.162.073,66	9,98%	2.481.903,66	9,69%			
Dépenses générales	103.849,55	0,28%	292.085,10	1,59%	171.072,96	0,79%	189.002,54	0,74%			
- dont Cultes et laïcité	100.000,00		250.818,35		121.710,13		157.509,49				
<b>TOTAL provincial</b>	<b>36.745.254,71</b>	<b>100%</b>	<b>18.394.649,19</b>	<b>100%</b>	<b>21.672.422,14</b>	<b>100%</b>	<b>25.604.108,68</b>	<b>100%</b>			
<b>Brabant wallon</b>											

Tableau 2.1.2

**Dépenses au service extraordinaire  
Exercice 2014 à 2016**

COMPETENCES	Hainaut			Moyenne		
	2014	2015	2016	Dépenses	%age	Dépenses
Agriculture	71.705,81	0,23%	69.327,71	0,23%	65.915,33	0,24%
CPMS (Centres PMS et PSE)	120.138,66	0,39%	161.347,77	0,54%	153.730,97	0,56%
Culture	6.528.925,73	21,26%	848.248,81	2,83%	2.026.528,95	7,35%
Economie	27.546,00	0,09%	25.723,26	0,09%	28.203,51	0,10%
Enseignement	8.636.141,32	28,12%	14.107.621,48	47,12%	14.048.393,33	50,94%
Environnement	241.194,39	0,79%	130.663,20	0,44%	130.401,43	0,47%
Formation	313.447,70	1,02%	320.941,10	1,07%	325.034,03	1,18%
Jeunesse	1.294.994,51	4,22%	143.007,31	0,48%	341.478,64	1,24%
Logement	14.997,76	0,05%	16.993,86	0,06%	15.217,25	0,06%
Patrimoine classé	326,04	0,00%	369,43	0,00%	330,81	0,00%
Relations extérieures	11.956,23	0,04%	13.561,59	0,05%	5.794,86	0,02%
Santé	331.456,24	1,08%	397.182,89	1,33%	343.375,88	1,25%
Sécurité	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDLD	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Social	2.991.679,28	9,74%	5.956.054,52	19,89%	3.293.455,70	11,94%
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	45.211,82	0,15%	136.120,83	0,45%	57.653,87	0,21%
Sports	177.714,61	0,58%	249.539,81	0,83%	40.358,80	0,15%
Tourisme	1.149.001,53	3,74%	225.665,97	0,75%	382.141,18	1,39%
Voiries et cours d'eau	7.580.596,33	24,68%	6.695.531,72	22,36%	5.882.223,67	21,33%
Dépenses générales	1.177.250,14	3,84%	442.482,29	1,43%	436.829,04	1,58%
- dont Cultes et laïcité	1.095.959,62		299.612,38		178.899,46	
<b>TOTAL provincial</b>	<b>30.714.984,10</b>	<b>100%</b>	<b>29.940.383,55</b>	<b>100%</b>	<b>27.577.067,25</b>	<b>100%</b>
Hainaut						

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 2.1.3

COMPETENCES	Liège			Moyenne
	2014	2015	2016	
<b>Dépenses</b>	<b>%age</b>	<b>Dépenses</b>	<b>%age</b>	<b>Dépenses</b>
Agriculture	0,44%	224.345,25	0,62%	121.793,17
CPMS (Centres PMS et PSE)	0,31%	100.017,77	0,28%	89.846,78
Culture	4,02%	4.700.923,74	12,99%	1.669.116,21
Economie	2,64%	750.000,00	2,07%	1.287.855,00
Enseignement	10.189.928,17	35,86%	13.595.802,96	37,58%
Environnement	30.257,28	0,11%	1.481.000,00	4,09%
Formation	2.343.795,10	8,25%	7.262.853,43	20,08%
Jeunesse	53.344,19	0,19%	102.953,46	0,28%
Logement	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Patrimoine classé	1.123.617,58	3,95%	202.420,85	0,56%
Relations extérieures	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Santé	1.986.351,45	6,99%	0,00	0,00%
Sécurité	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1 <sup>e</sup> , du CDLD	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Social	1.343.891,34	4,73%	252.887,10	0,70%
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	7.055.982,25	24,83%	5.579.223,48	15,42%
Sports	126.030,65	0,44%	194.311,08	0,54%
Tourisme	1.352.835,17	4,76%	1.036.956,89	2,87%
Voiries et cours d'eau	676.778,57	2,38%	428.675,33	1,18%
Dépenses générales	31.796,51	0,11%	263.666,91	0,73%
- <i>dont Cultes et loisiré</i>	0,00		0,00	0,00
<b>TOTAL provincial</b>	<b>28.417.584,09</b>	<b>100%</b>	<b>36.176.088,25</b>	<b>100%</b>
				<b>32.151.329,75</b>
				<b>103%</b>
				Liège

Tableau 2.1.4

COMPETENCES	2014			2015			2016			Moyenne	
	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	Dépenses	%age	
Agriculture	319.550,00	5,11%	407.431,00	5,58%	333.034,00	3,69%	353.355,00	4,70%			
CPMS (Centres PMS et PSE)	75.987,00	1,22%	212.535,00	2,91%	115.300,00	1,28%	134.607,33	1,79%			
Culture	1.059.463,00	16,95%	1.707.305,00	23,38%	3.385.750,00	37,56%	2.051.174,67	27,27%			
Economie	124.519,00	1,99%	220.608,00	3,02%	166.844,00	1,85%	170.657,00	2,27%			
Enseignement	1.136.880,00	18,19%	1.349.446,00	18,48%	1.335.590,00	14,82%	1.274.305,33	16,94%			
Environnement	3.938,00	0,06%	93.979,00	1,29%	3.950,00	0,04%	33.959,00	0,45%			
Formation	0,00	0,00%	1.668,00	0,02%	1.672,00	0,02%	1.113,33	0,01%			
Jeunesse	36.447,00	0,58%	81.883,00	1,12%	232.068,00	2,57%	116.799,33	1,55%			
Logement	5.841,00	0,09%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1.947,00	0,03%			
Patrimoine classé	3.262,00	0,05%	18.923,00	0,26%	10.483,00	0,12%	10.889,33	0,14%			
Relations extérieures	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	
Santé	127.119,00	2,03%	111.059,00	1,52%	53.554,00	0,59%	97.244,00	1,29%			
Sécurité	0,00	0,00%	561.922,00	7,70%	399.975,00	4,44%	320.632,33	4,26%			
Dépenses faites en application de l'article L2333-5, 1 <sup>e</sup> , du CDID	0,00	0,00%	561.522,00	7,69%	399.975,00	4,44%	320.499,00	4,26%			
Social	257.011,00	4,11%	206.968,00	2,83%	466.174,00	5,17%	310.051,00	4,12%			
Supracommunalité dans l'accès à la donnée dans le cadre de la présente étude	1.660,00	0,03%	1.367,00	0,02%	189.407,00	2,10%	64.144,67	0,85%			
Sports	50.000,00	0,80%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	16.666,67	0,22%			
Tourisme	137.367,00	2,20%	200.689,00	2,75%	23.427,00	0,26%	120.494,33	1,60%			
Voiries et cours d'eau	1.659.023,00	26,54%	567.767,00	7,78%	543.403,00	6,03%	923.397,67	12,28%			
Dépenses générales	1.252.095,00	20,03%	995.965,00	13,64%	1.353.162,00	15,01%	1.200.407,33	15,96%			
- dont Cultes et laïcité	25.558,00						25.558,00				
<b>TOTAL provincial</b>	<b>6.250.168,00</b>	<b>100%</b>	<b>7.301.037,00</b>	<b>100%</b>	<b>9.015.828,00</b>	<b>100%</b>	<b>7.522.344,33</b>	<b>100%</b>			
Luxembourg											

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 2.1.5

**Dépenses au service extraordinaire**

**Exercice 2014 à 2016**

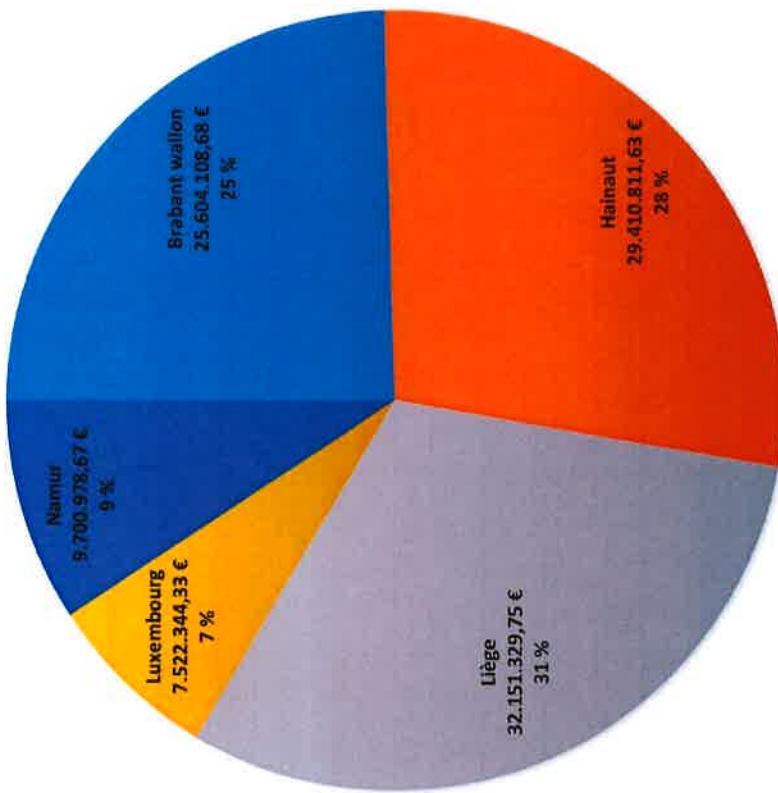
**Namur**

COMPETENCES	2014			2015			2016			<b>Moyenne</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>%age</b>	<b>Dépenses</b>	<b>%age</b>	<b>Dépenses</b>	<b>%age</b>	<b>Dépenses</b>	<b>%age</b>		
Agriculture	234.122,00	2,47%	126.367,00	1,46%	42.021,00	0,38%	134.170,00	1,38%		
CPMS (Centres PMS et PSE)	13.858,00	0,15%	4.979,00	0,06%	5.478,00	0,05%	8.105,00	0,08%		
Culture	914.625,00	9,64%	1.381.596,00	15,93%	6.611.417,00	60,44%	2.969.212,67	30,61%		
Economie	26.795,00	0,28%	2.693,00	0,03%	0,00	0,00%	9.829,33	0,10%		
Enseignement	2.216.257,00	23,35%	3.946.259,00	45,49%	2.330.408,00	21,31%	2.830.974,67	29,18%		
Environnement	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Formation	253.917,00	2,68%	350.405,00	4,04%	225.572,00	2,06%	276.631,33	2,85%		
Jeunesse	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Logement	17.575,00	0,19%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5.858,33	0,06%		
Patrimoine classé	0,00	0,00%	219.841,00	2,53%	4.133,00	0,04%	74.658,00	0,77%		
Relations extérieures	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Santé	663.347,00	6,99%	206.603,00	2,38%	5.570,00	0,05%	291.840,00	3,01%		
Sécurité	1.477.803,00	15,57%	0,00	0,00%	143.487,00	1,31%	540.430,00	5,57%		
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDID	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Social	175.398,00	1,85%	131.329,00	1,51%	89.072,00	0,81%	131.933,00	1,36%		
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	1.131.204,00	11,92%	348.516,00	4,02%	304.767,00	2,79%	594.829,00	6,13%		
Sports	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%		
Tourisme	1.650.609,00	17,39%	1.298.856,00	14,97%	617.686,00	5,65%	1.189.050,33	12,26%		
Voiries et cours d'eau	646.454,00	6,81%	598.996,00	6,90%	461.759,00	4,22%	569.069,67	5,87%		
Dépenses générales	67.818,00	0,71%	58.498,00	0,67%	96.846,00	0,89%	74.387,33	0,77%		
- dont Cultes et laïcité	36.073,00		58.498,00		96.846,00		63.805,67			
<b>TOTAL provincial</b>	<b>9.489.782,00</b>	<b>100%</b>	<b>8.674.933,00</b>	<b>100%</b>	<b>10.938.216,00</b>	<b>100%</b>	<b>9.700.978,67</b>	<b>100%</b>		
									<b>Namur</b>	

Tableau 2.1.6

COMPETENCES	Toutes les cinq provinces					%age
	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	
Agriculture	289.048,10 €	68.982,95 €	156.585,91 €	353.355,00 €	134.170,00 €	1.002.141,96 € 0,96%
CPMS (Centres PMS et PSE)	351.491,87 €	145.072,47 €	92.381,83 €	134.607,33 €	8.105,00 €	731.658,50 € 0,70%
Culture	2.368.028,10 €	3.134.567,83 €	2.504.038,51 €	2.051.174,67 €	2.969.212,67 €	13.027.021,77 € 12,48%
Economie	587.518,72 €	27.157,59 €	929.285,00 €	170.657,00 €	9.829,33 €	1.724.447,65 € 1,65%
Enseignement	3.240.808,93 €	12.264.052,04 €	13.107.433,11 €	1.274.305,33 €	2.830.974,67 €	32.717.574,09 € 31,34%
Environnement	1.090.516,79 €	167.419,67 €	565.830,56 €	33.959,00 €	0,00 €	1.857.726,03 € 1,78%
Formation	823.252,14 €	319.807,61 €	3.347.072,92 €	1.113,33 €	276.631,33 €	4.767.877,34 € 4,57%
Jeunesse	80.239,43 €	593.160,15 €	58.300,79 €	116.799,33 €	0,00 €	848.499,70 € 0,81%
Logement	355.521,12 €	15.736,29 €	0,00 €	1.947,00 €	5.858,33 €	379.062,74 € 0,36%
Patrimoine classé	73.876,78 €	342,09 €	538.737,74 €	10.839,33 €	74.658,00 €	698.503,94 € 0,67%
Relations extérieures	146.223,20 €	10.437,56 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	156.660,76 € 0,15%
Santé	693.116,63 €	357.338,34 €	668.983,82 €	97.244,00 €	291.840,00 €	2.108.522,79 € 2,02%
Sécurité	1.879.970,41 €	0,00 €	0,00 €	320.632,33 €	540.430,00 €	2.741.032,74 € 2,63%
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDID	428.976,45 €	0,00 €	0,00 €	320.499,00 €	0,00 €	749.475,45 € 0,72%
Social	517.522,49 €	4.080.396,50 €	582.213,97 €	310.051,00 €	131.933,00 €	5.622.116,95 € 5,39%
Supracommunalité dans l'acception donnée dans le cadre de la présente étude	6.530.106,66 €	79.662,17 €	5.801.032,07 €	64.144,67 €	594.829,00 €	13.069.774,56 € 12,52%
Sports	2.567.891,81 €	155.871,07 €	2.076.041,53 €	16.666,67 €	0,00 €	4.816.471,08 € 4,61%
Tourisme	909.092,86 €	585.602,89 €	1.051.192,41 €	120.494,33 €	1.189.050,33 €	3.855.432,83 € 3,69%
Voiries et cours d'eau	2.481.903,66 €	6.719.450,57 €	528.418,69 €	923.397,67 €	569.069,67 €	11.222.240,25 € 10,75%
Dépenses générales	189.002,54 €	685.753,82 €	143.780,91 €	1.200.407,33 €	74.387,33 €	2.293.331,93 € 2,20%
- dont Cultes et laïcité	157.509,49 €	524.823,82 €	0,00 €	25.558,00 €	63.805,67 €	771.696,98 €
<b>TOTAL provincial</b>	<b>25.604.108,68 €</b>	<b>29.410.811,63 €</b>	<b>32.151.329,75 €</b>	<b>7.522.344,33 €</b>	<b>9.700.978,67 €</b>	<b>104.389.573,06 € 100,00%</b>

## Dépenses moyennes globales à l'extraordinaire par province



## Dépenses moyennes par compétence

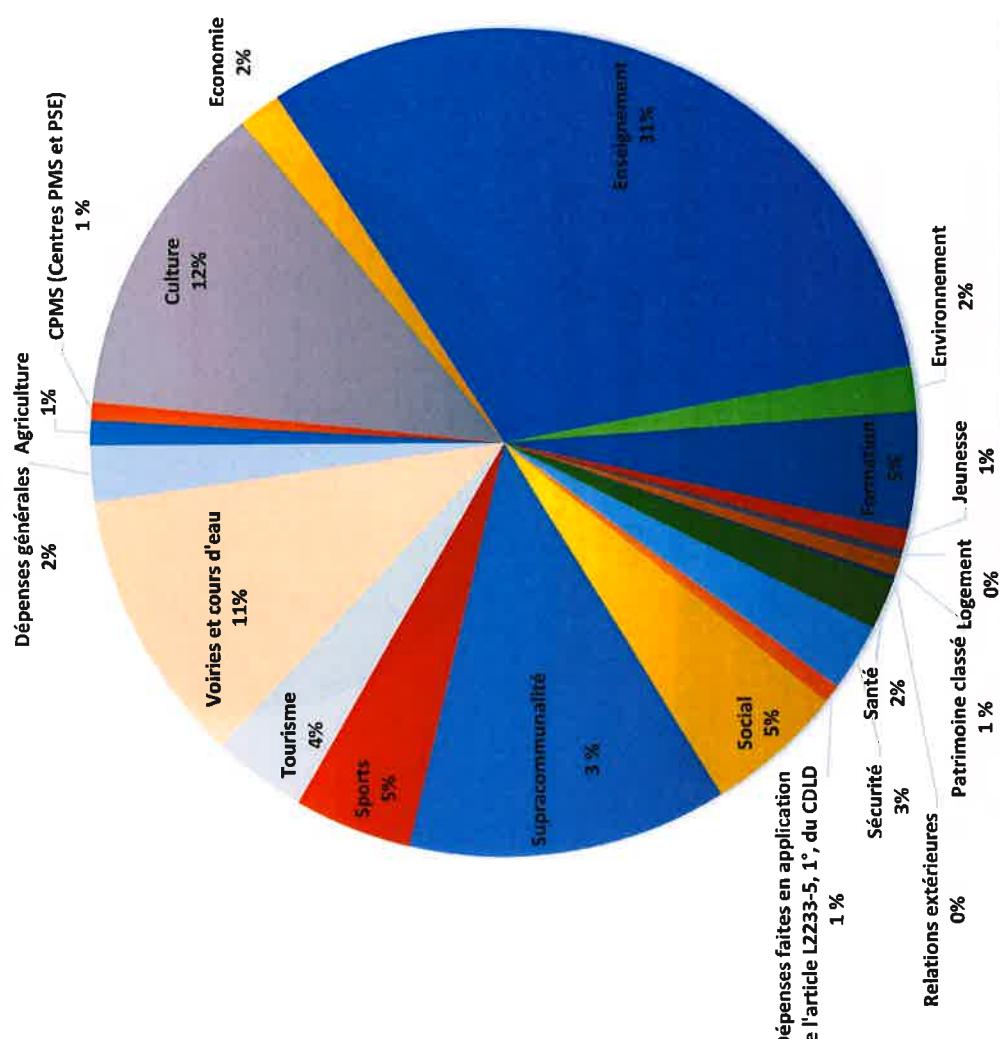


Tableau 2.2.1

	Agriculture	Service extraordinaire
--	-------------	------------------------

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	289.048,10 €	68.982,95 €	156.585,91 €	353.355,00 €	134.170,00 €

### Dépenses moyennes par province en agriculture au service extraordinaire

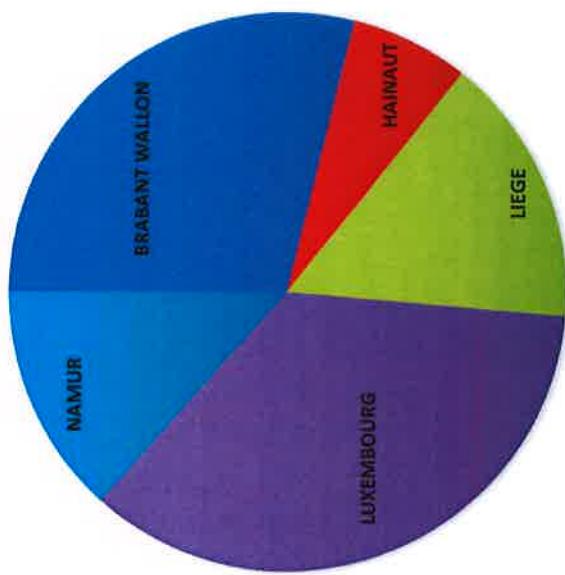


Tableau 2.2.2

**C.P.M.S. (Centres PMS et PSE)**  
Service extraordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	351.491,87 €	145.072,47 €	92.381,83 €	134.607,33 €	8.105,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en C.P.M.S. (Centres PMS et PSE)  
au service extraordinaire**



Tableau 2.2.3

	Culture	Service extraordinaire
	BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	2.368.028,10 €	3.134.567,83 €

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	2.368.028,10 €	3.134.567,83 €	2.504.038,51 €	2.051.174,67 €	2.969.212,67 €

### Dépenses moyennes par province en culture au service extraordinaire

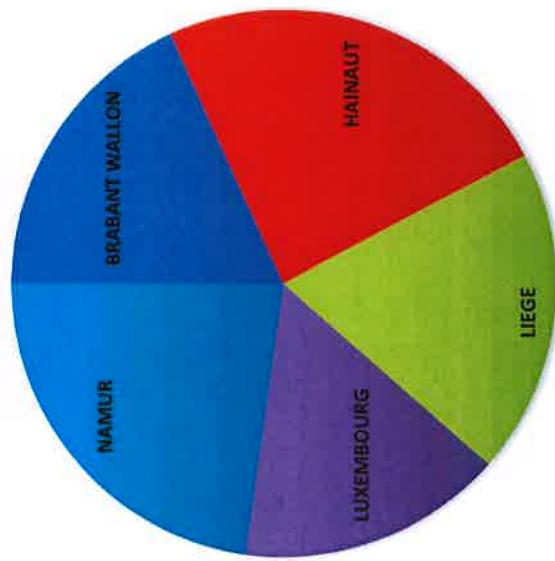


Tableau 2.2.4

Economie  
Service extraordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	587.518,72 €	27.157,59 €	929.285,00 €	170.657,00 €	9.829,33 €

Dépenses moyennes par province  
en économie  
au service extraordinaire

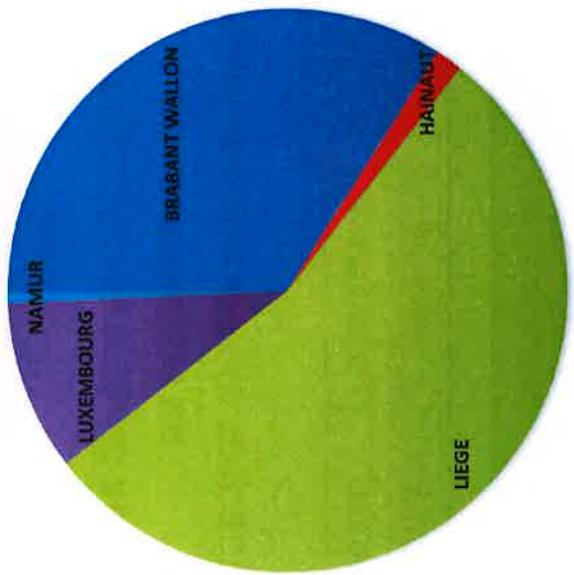


Tableau 2.2.5

	Enseignement Service extraordinaire
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	3.240.808,93 €

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	3.240.808,93 €	12.264.052,04 €	13.107.433,11 €	1.274.305,33 €	2.830.974,67 €

### Dépenses moyennes par province en enseignement au service extraordinaire

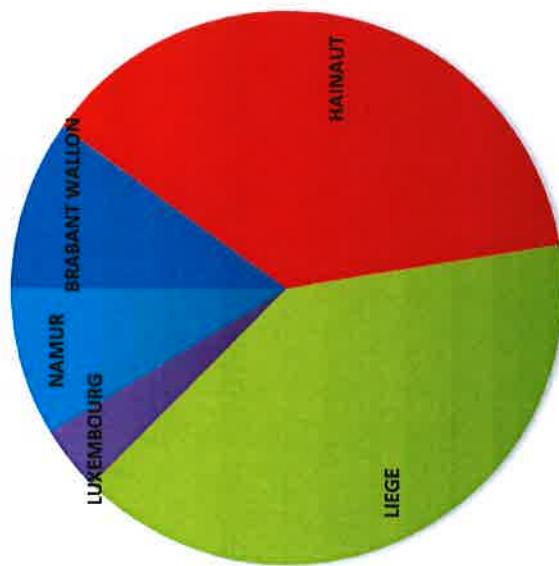
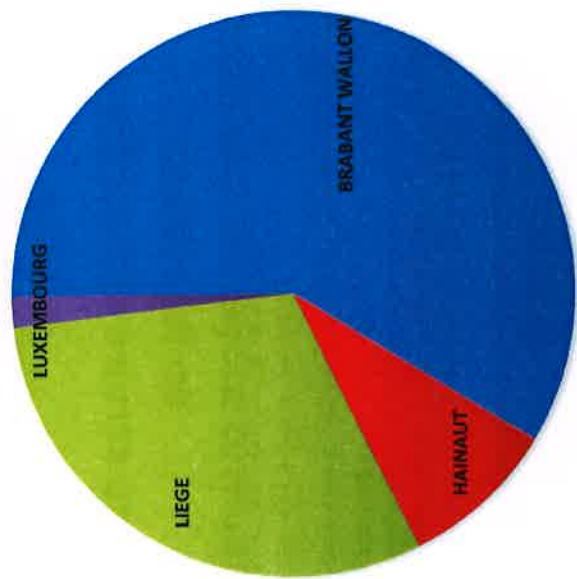


Tableau 2.2.6

**Environnement  
Service extraordinaire**

	<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>	<b>LUXEMBOURG</b>	<b>NAMUR</b>
<b>Dépenses moyennes</b>	1.090.516,79 €	167.419,67 €	565.830,56 €	33.959,00 €	0,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en environnement  
au service extraordinaire**



	Formation	Service extraordinaire
	BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	823.252,14 €	319.807,61 €

	FORMATION	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	3.347.072,92 €	1.113,33 €	276.631,33 €	

### Dépenses moyennes par province en formation au service extraordinaire

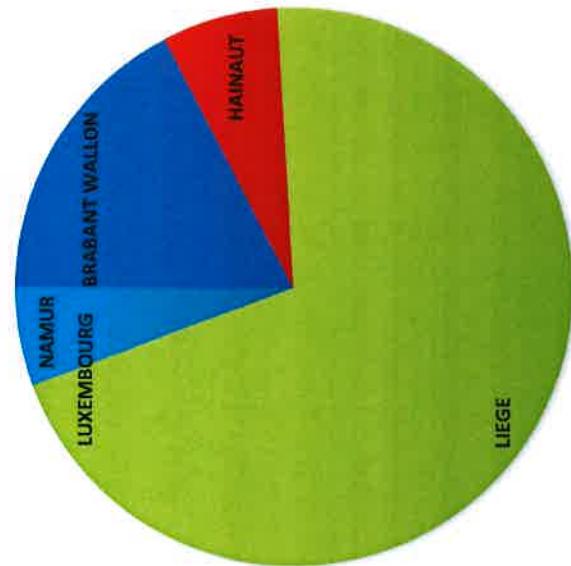


Tableau 2.2.8

	Brabant Wallon	Hainaut	Liege	Luxembourg	Namur
Dépenses moyennes	80.239,43 €	593.160,15 €	58.300,79 €	116.799,33 €	0,00 €

### Dépenses moyennes par province en jeunesse au service extraordinaire

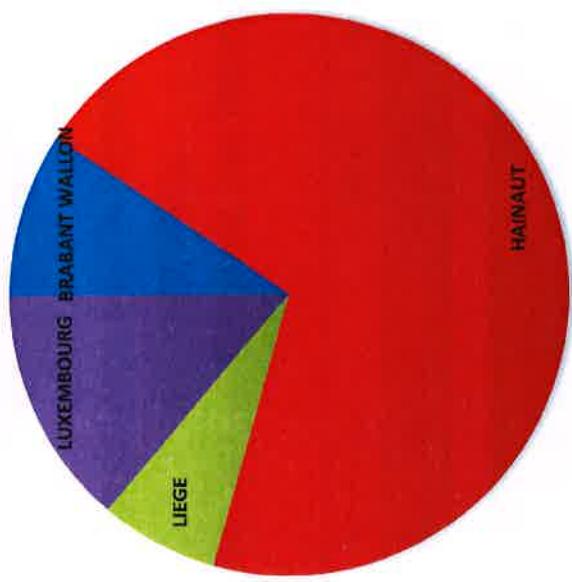


Tableau 2.2.9

	Logement	Service extraordinaire
	BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	355.521,12 €	15.736,29 €

	LOGEMENT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	355.521,12 €	15.736,29 €	0,00 €	1.947,00 €

### Dépenses moyennes par province en logement au service extraordinaire

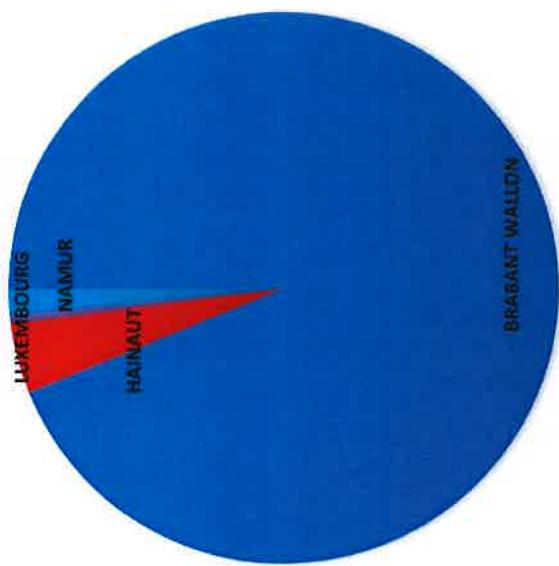
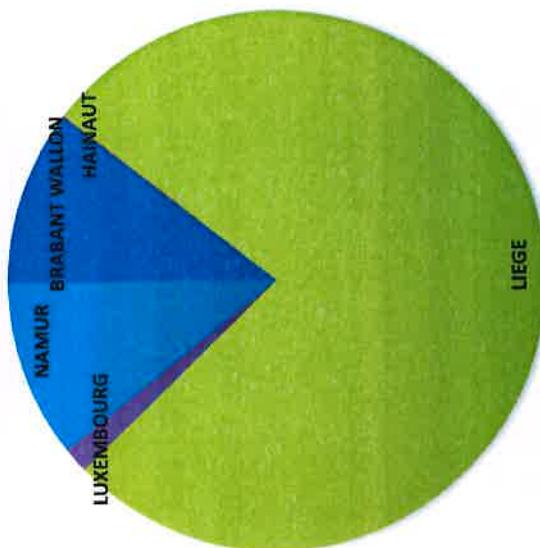


Tableau 2.2.10

**Patrimoine classé  
Service extraordinaire**

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	73.876,78 €	342,09 €	538.737,74 €	10.889,33 €	74.658,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en patrimoine classé  
au service extraordinaire**



**Relations extérieures  
Service extraordinaire**

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	146.223,20 €	10.437,56 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR

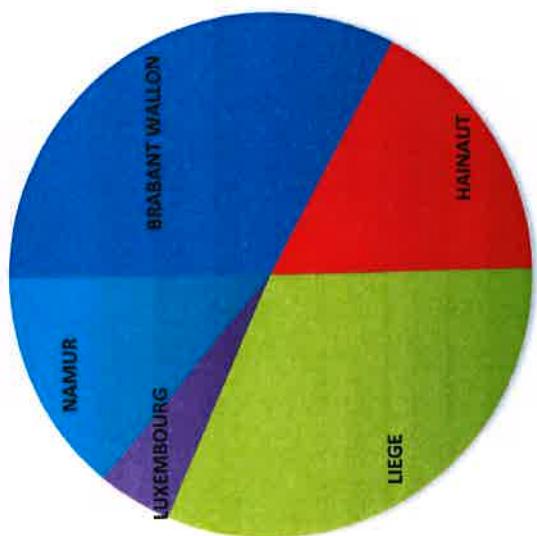
**Dépenses moyennes par province  
en relations extérieures  
au service extraordinaire**



Santé  
Service extraordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	693.116,63 €	357.338,34 €	668.983,82 €	97.244,00 €	291.840,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en santé  
au service extraordinaire**



Sécurité	
Service extraordinaire	

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	1.879.970,41 €	0,00 €	0,00 €	320.632,33 €	540.430,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en sécurité  
au service extraordinaire**

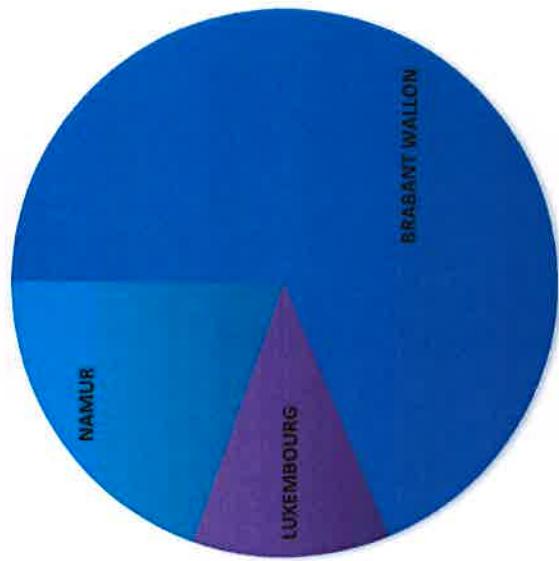


Tableau 2.2.14

**Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du CDLD  
Service extraordinaire**

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	428.976,45 €	0,00 €	0,00 €	320.499,00 €	0,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en dépenses faites en appl. de l'art. L2233-5, 1°, du CDLD  
au service extraordinaire**

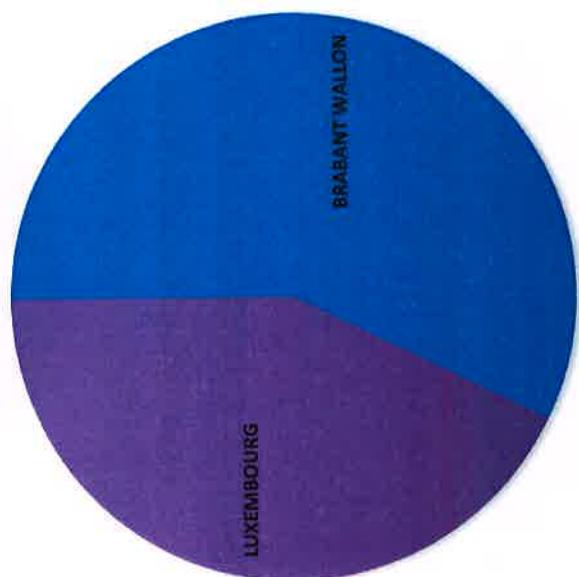


Tableau 2.2.15

	Social	Service extraordinaire
--	--------	------------------------

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	517.522,49 €	4.080.396,50 €	582.213,97 €	310.051,00 €	131.933,00 €

### Dépenses moyennes par province en matières sociales au service extraordinaire

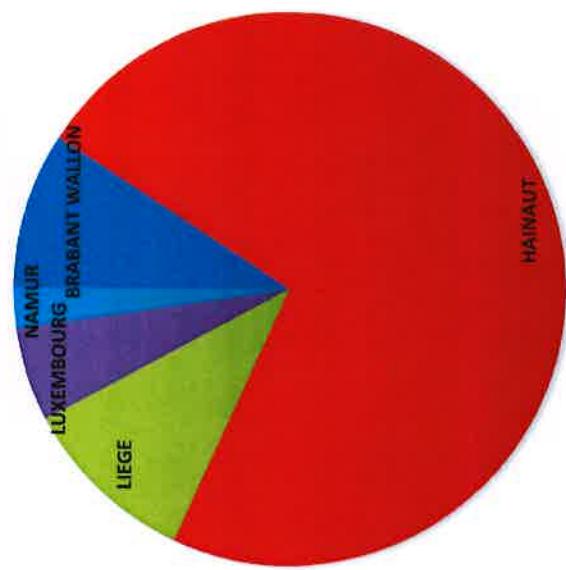
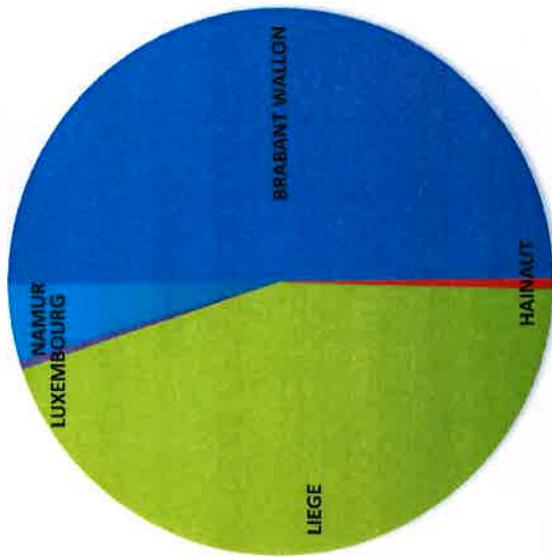


Tableau 2.2.16

## Supracommunalité Service extraordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	6.530.106,66 €	79.662,17 €	5.801.032,07 €	64.144,67 €	594.829,00 €

## Dépenses moyennes par province en supracommunalité au service extraordinaire



Sports Service extraordinaire	
BRABANT WALLON	HAINAUT
Dépenses moyennes	2.567.891,81 €

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	2.567.891,81 €	155.871,07 €	2.076.041,53 €	16.666,67 €	0,00 €

**Dépenses moyennes par province  
en sports  
au service extraordinaire**

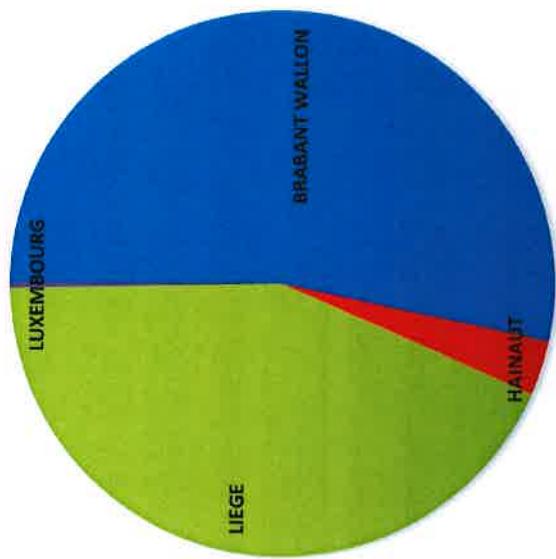


Tableau 2.2.18

Tourisme  
Service extraordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	909.092,86 €	585.602,89 €	1.051.192,41 €	120.494,33 €	1.189.050,33 €

Dépenses moyennes par province  
en tourisme  
au service extraordinaire

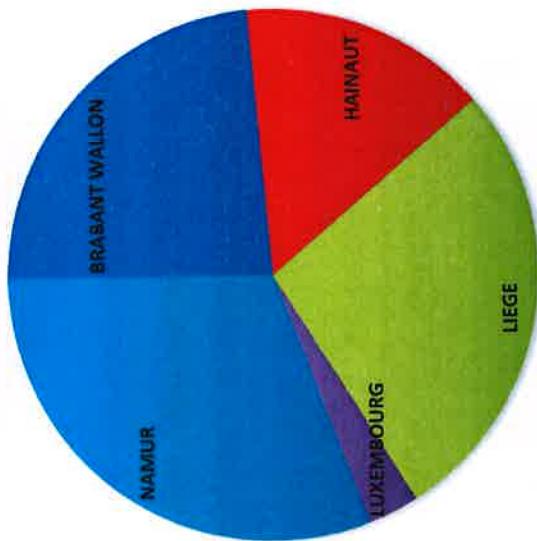


Tableau 2.2.19

Voiries et cours d'eau  
Service extraordinaire

	BRABANT WALLON	HAINAUT	LIEGE	LUXEMBOURG	NAMUR
Dépenses moyennes	2.481.903,66 €	8.674.650,94 €	4.612.959,33 €	4.686.168,67 €	1.570.030,33 €

**Dépenses moyennes par province  
en voiries et cours d'eau  
au service extraordinaire**

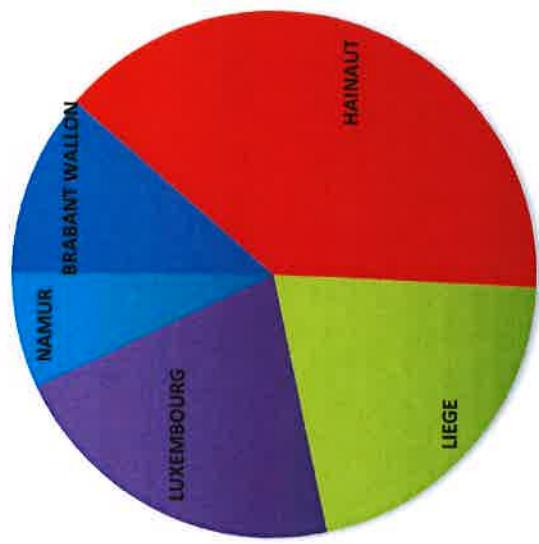


Tableau 2.2.20

**Dépenses générales  
Service extraordinaire**

	<b>BRABANT WALLON</b>	<b>HAINAUT</b>	<b>LIEGE</b>	<b>LUXEMBOURG</b>	<b>NAMUR</b>
<b>Dépenses moyennes</b>	189.002,54 €	685.753,82 €	143.780,91 €	1.200.407,33 €	74.387,33 €

**Dépenses moyennes par province  
en dépenses générales  
au service extraordinaire**

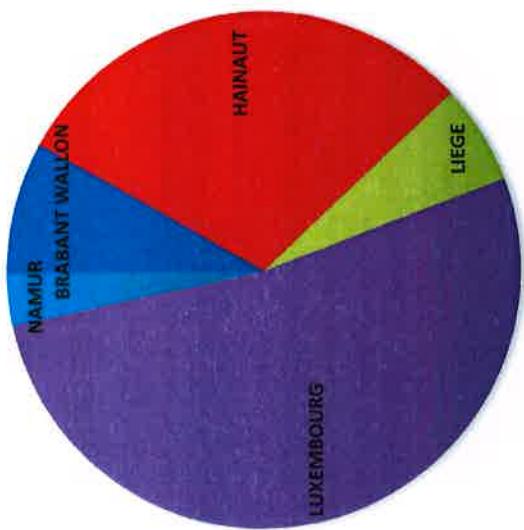


Tableau 3.1.1

<b>Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016) en fonction de l'autorité législative compétente au service ordinaire Brabant wallon</b>	
	Dépenses moyennes
	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	34.001.943,88 €
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	46.442.029,50 €
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	14.693.975,05 €
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	1.441.183,92 €
<b>DEPENSES TOTALES BRABANT WALLON</b>	<b>96.579.132,34 €</b>
	<b>100%</b>

## **Ventilation des dépenses moyennes au service ordinaire (2014-2016)**

### **Brabant wallon**

Compétences fédérales

1.441.183,92 €

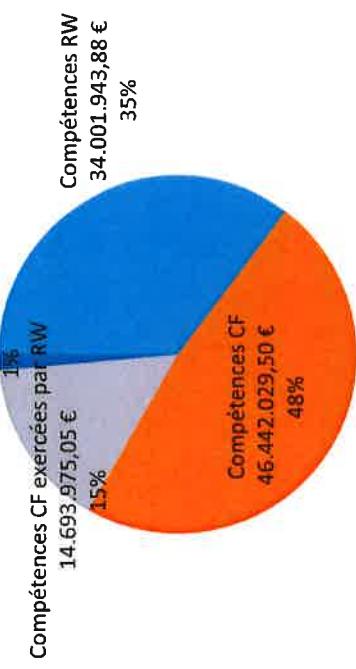


Tableau 3.1.2

**Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016)  
en fonction de l'autorité législative compétente au service ordinaire**

Hainaut

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	61.552.177,91 €	17%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	182.629.541,44 €	51%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	111.247.496,60 €	31%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	117.196,54 €	0%
<b>DEPENSES TOTALES HAINAUT</b>	<b>355.546.412,49 €</b>	<b>100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service ordinaire  
(2014-2016)**

Hainaut

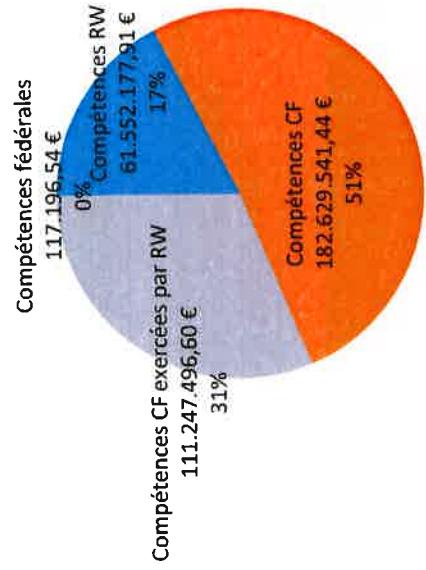


Tableau 3.1.3

Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016) en fonction de l'autorité législative compétente au service ordinaire		
Liège	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	43.874.602,29 €	17%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	176.954.419,46 €	70%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	32.912.769,59 €	13%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	284.797,59 €	0%
<b>DEPENSES TOTALES LIEGE</b>	<b>254.026.588,93 €</b>	<b>100%</b>

## Ventilation des dépenses moyennes au service ordinaire (2014-2016)

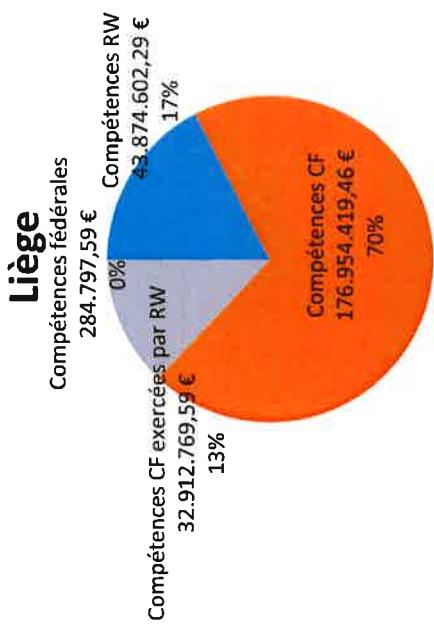


Tableau 3.1.4

**Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016)  
en fonction de l'autorité législative compétente au service ordinaire  
Luxembourg**

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	32.085.508,67 €	40%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	37.423.798,40 €	47%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	9.939.741,27 €	12%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	590.773,00 €	1%
<b>DÉPENSES TOTALES LUXEMBOURG</b>	<b>80.039.821,33 €</b>	<b>100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service ordinaire  
(2014-2016)**

**Luxembourg**

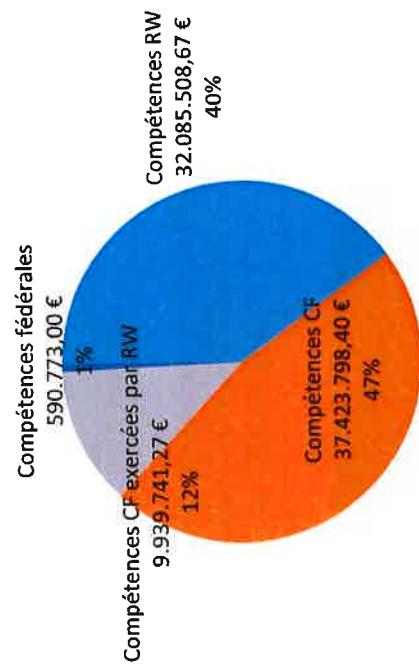


Tableau 3.1.5

### Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016) en fonction de l'autorité législative compétente au service ordinaire Namur

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	41.682.476,67 €	39%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	53.655.152,50 €	50%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	11.946.839,17 €	11%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	495.277,67 €	0%
<b>DÉPENSES TOTALES NAMUR</b>	<b>107.779.746,00 €</b>	<b>100%</b>

### Ventilation des dépenses moyennes au service ordinaire (2014-2016)

#### Namur

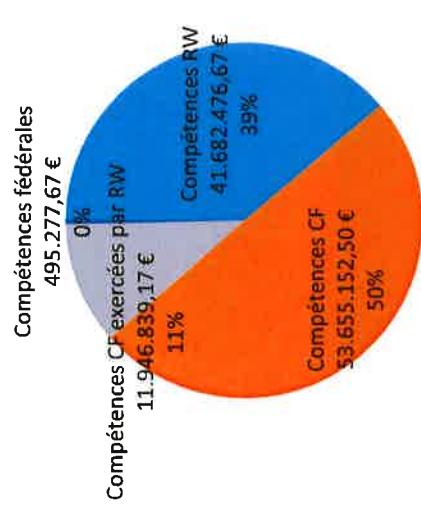


Tableau 3.1.6

**Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016)  
en fonction de l'autorité législative compétente au service ordinaire**

Toutes les cinq provinces au total

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	213.196.709,41 €	24%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	497.104.941,30 €	56%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	180.740.821,67 €	20%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	2.929.228,72 €	0%
<b>DÉPENSES TOTALES TOUTES LES CINQ PROVINCES</b>	<b>893.971.701,10 €</b>	<b>100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service ordinaire  
(2014-2016)**

**Toutes les cinq provinces au total**

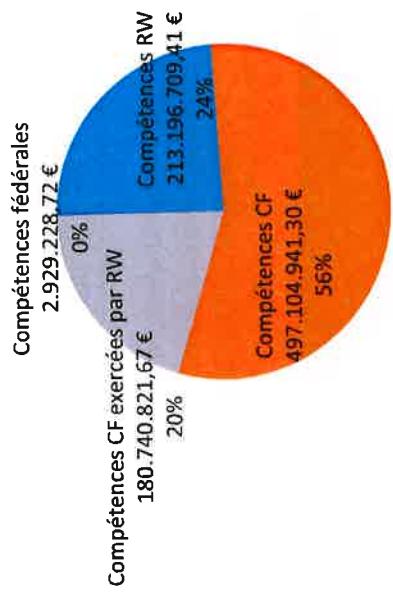


Tableau 3.2.1

**Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016)  
en fonction de l'autorité législative compétente au service extraordinaire  
Brabant wallon**

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	13.081.786,87 €	51%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	7.723.957,15 €	30%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	2.918.394,25 €	11%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	1.879.970,41 €	7%
<b>DÉPENSES TOTALES BRABANT WALLON</b>	<b>25.604.108,68 €</b>	<b>100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service extraordinaire  
(2014-2016)**

**Brabant wallon**

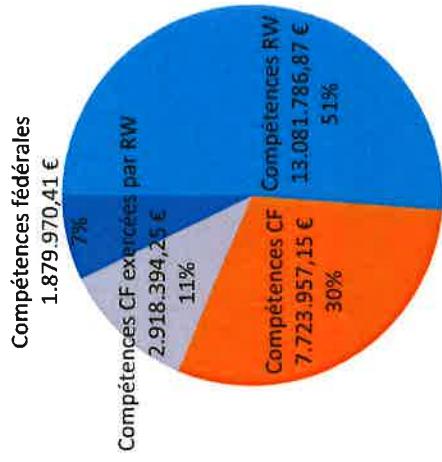


Tableau 3.2.2

**Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016)  
en fonction de l'autorité législative compétente au service extraordinaire  
Hainaut**

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	8.360.545,62 €	28%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	16.666.503,49 €	57%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	4.383.762,53 €	15%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	0,00 €	0%
<b>DEPENSES TOTALES HAINAUT</b>	<b>29.410.811,63 €</b>	<b>100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service extraordinaire  
(2014-2016)  
Hainaut**

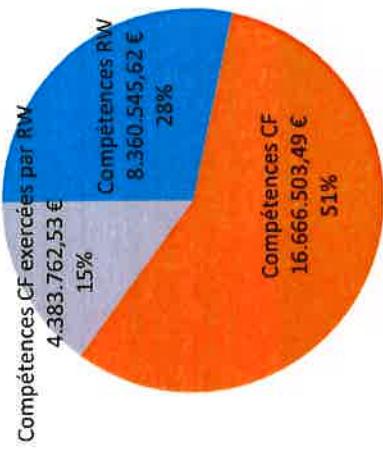


Tableau 3.2.3

Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016) en fonction de l'autorité législative compétente au service extraordinaire Liège	
	Dépenses moyennes Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	9.714.863,28 € 30%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	19.858.927,37 € 62%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	2.577.539,10 € 8%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	0,00 € 0%
<b>DÉPENSES TOTALES LIÈGE</b>	<b>32.151.329,75 € 100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service extraordinaire  
(2014-2016)**  
Liège

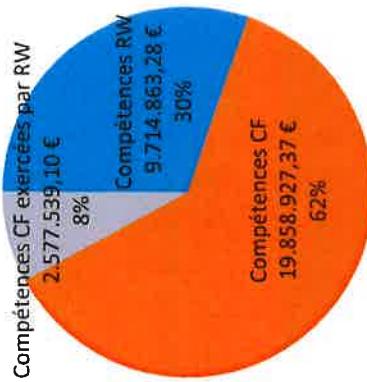


Tableau 3.2.4

**Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016)  
en fonction de l'autorité législative compétente au service extraordinaire  
Luxembourg**

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	3.199.750,33 €	43%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	3.629.955,33 €	48%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	372.006,33 €	5%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	320.632,33 €	4%
<b>DÉPENSES TOTALES LUXEMBOURG</b>	<b>7.522.344,33 €</b>	<b>100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service extraordinaire  
(2014-2016)**

**Luxembourg**

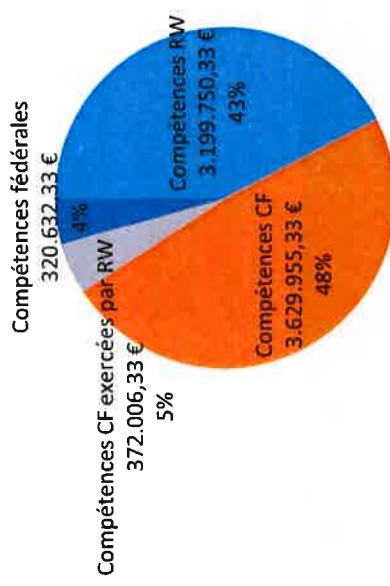


Tableau 3.2.5

Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016) en fonction de l'autorité législative compétente au service extraordinaire Namur		
	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	2.651.852,00 €	27%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	6.230.843,67 €	64%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	277.853,00 €	3%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	540.430,00 €	6%
<b>DEPENSES TOTALES NAMUR</b>	<b>9.700.978,67 €</b>	<b>100%</b>

### Ventilation des dépenses moyennes au service extraordinaire (2014-2016)

#### Namur

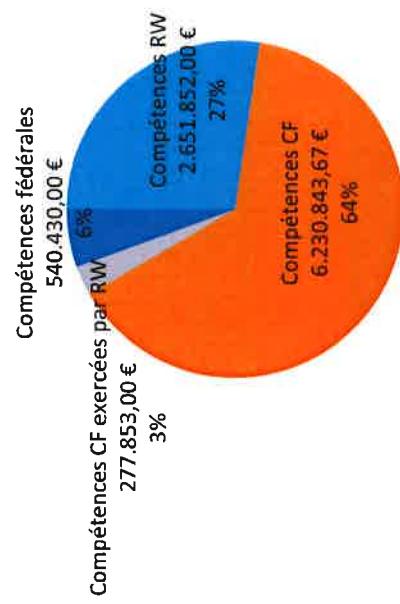


Tableau 3.2.6

**Ventilation des dépenses provinciales moyennes (2014-2016)  
en fonction de l'autorité législative compétente au service extraordinaire**  
**Toutes les cinq provinces au total**

	Dépenses moyennes	Pourcentage
Dépenses provinciales dans les compétences de la Région wallonne	37.008,798,10 €	35%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française	54.110.187,01 €	52%
Dépenses provinciales dans les compétences de la Communauté française exercées par la Région wallonne (art. 138 Const.)	10.529.555,21 €	10%
Dépenses provinciales dans les compétences de l'Autorité fédérale	2.741.032,74 €	3%
<b>DEPENSES TOTALES TOUTES LES CINQ PROVINCES</b>	<b>104.389.573,06 €</b>	<b>100%</b>

**Ventilation des dépenses moyennes au service extraordinaire  
(2014-2016)**  
**Toutes les cinq provinces au total**

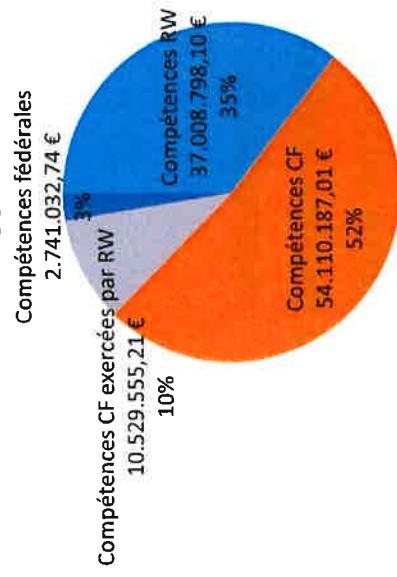


Tableau 4.1.1

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Agriculture

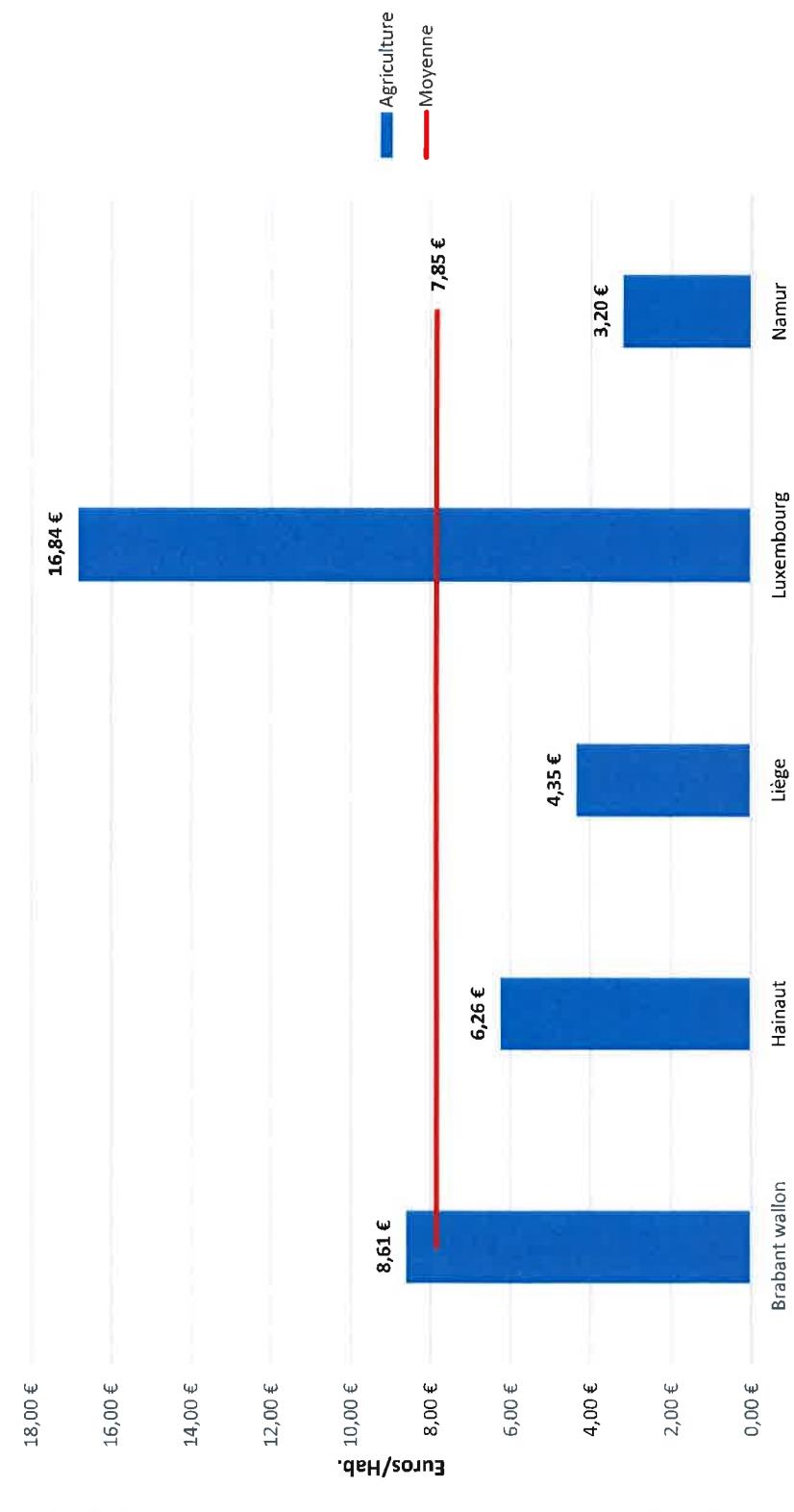


Tableau 4.12

**Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial  
au service ordinaire  
C.P.M.S. (Centres PMS et PSE)**

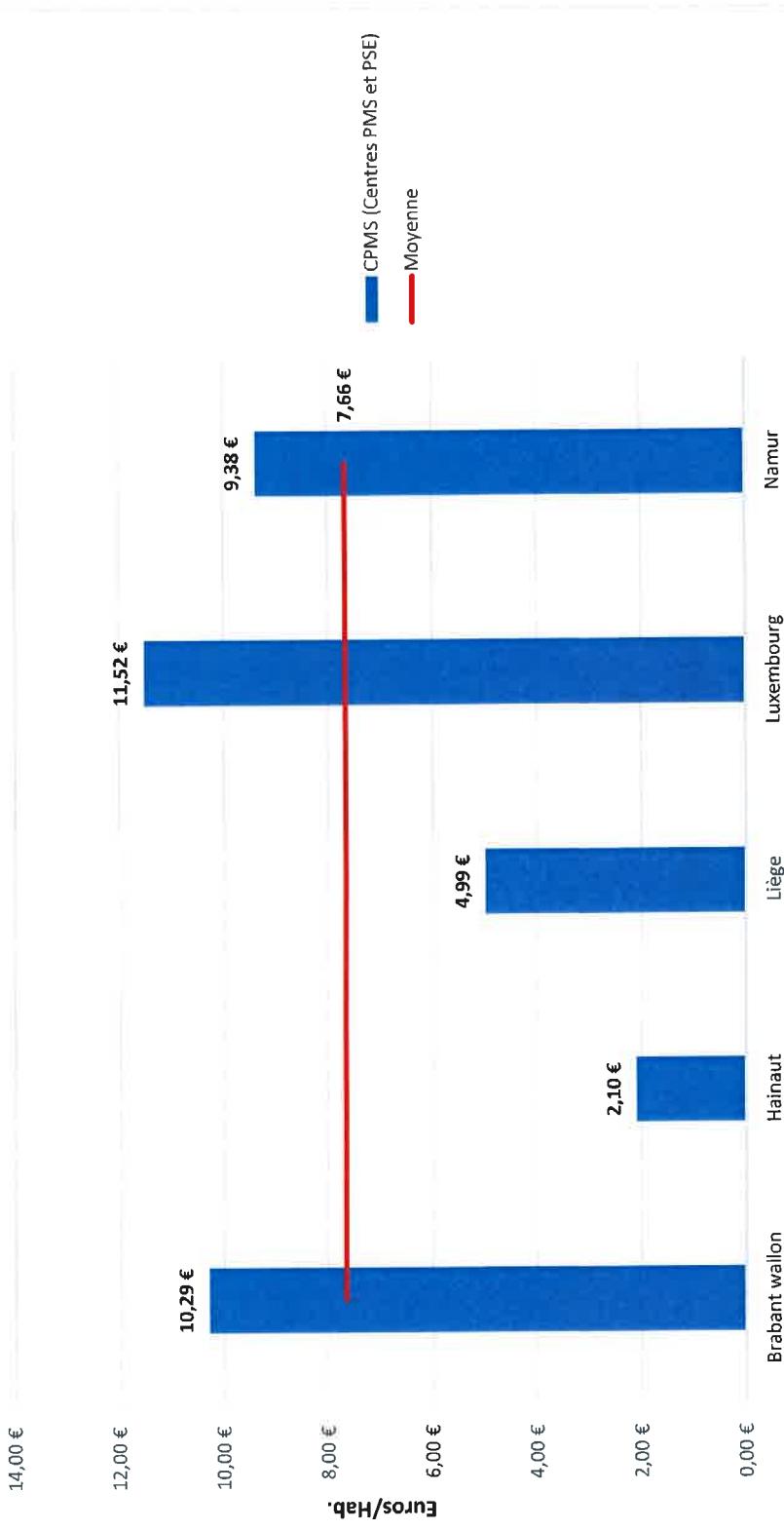


Tableau 4.1.3

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Culture

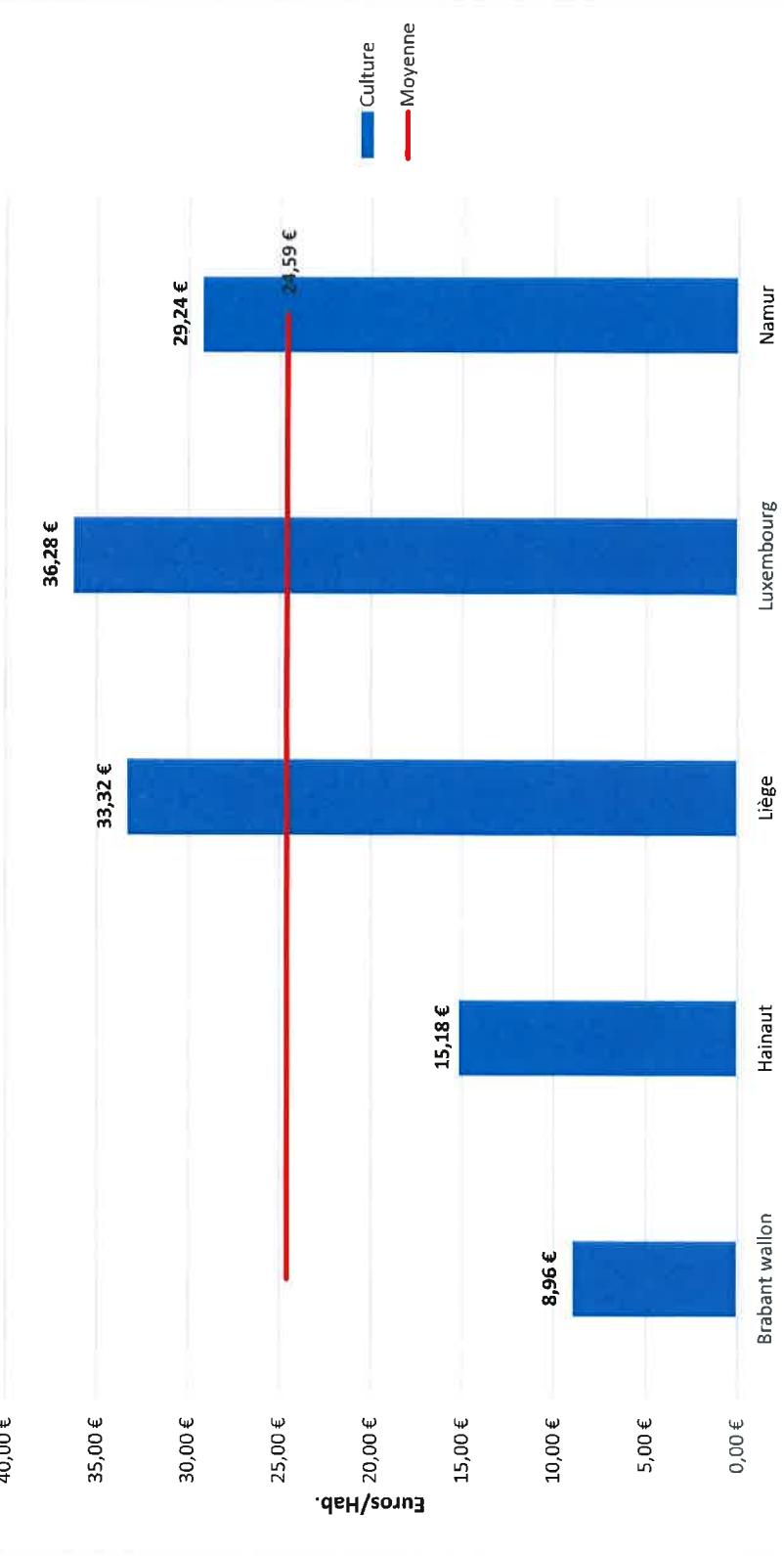


Tableau 4.1.4

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Economie

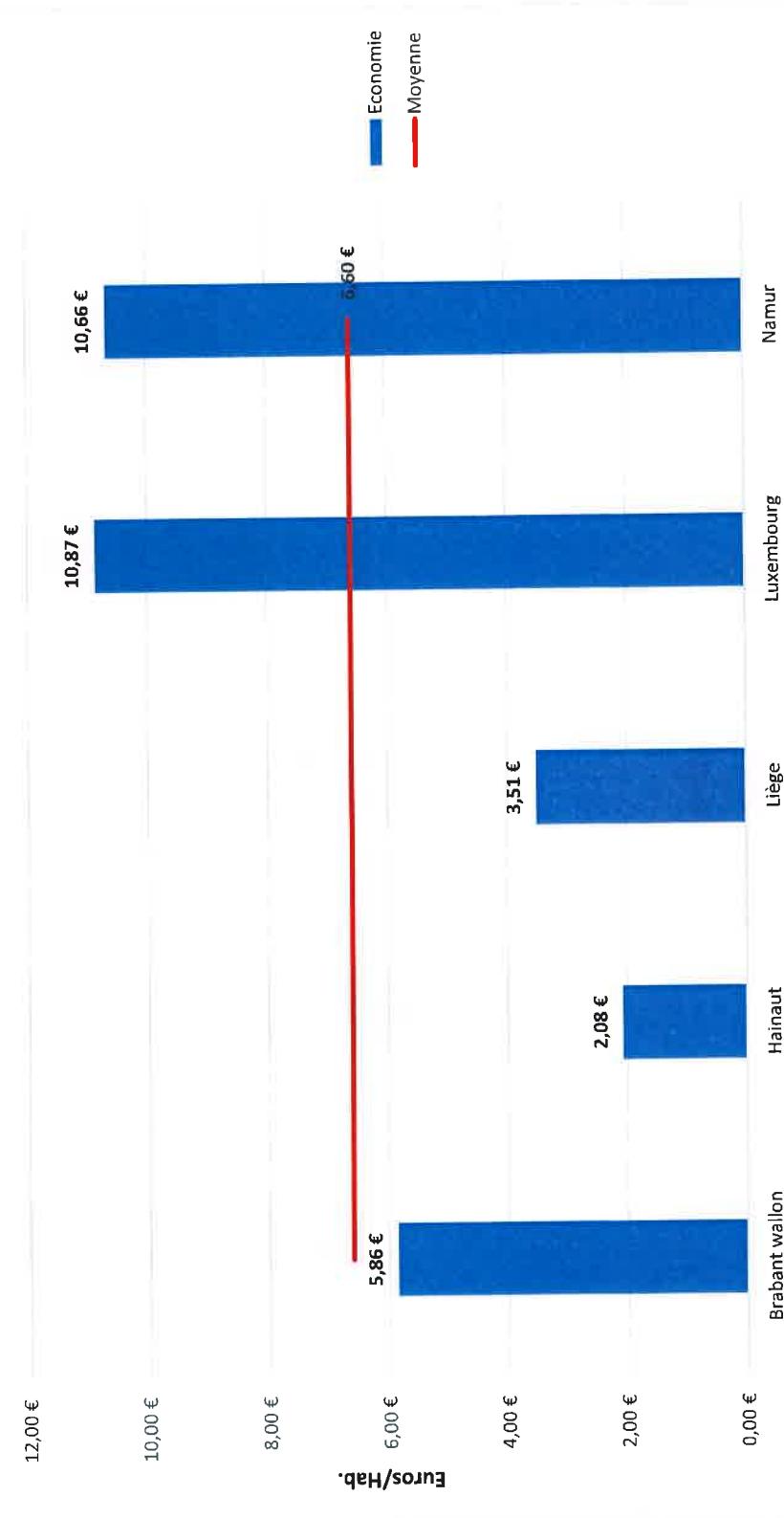


Tableau 4.1.5

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Enseignement

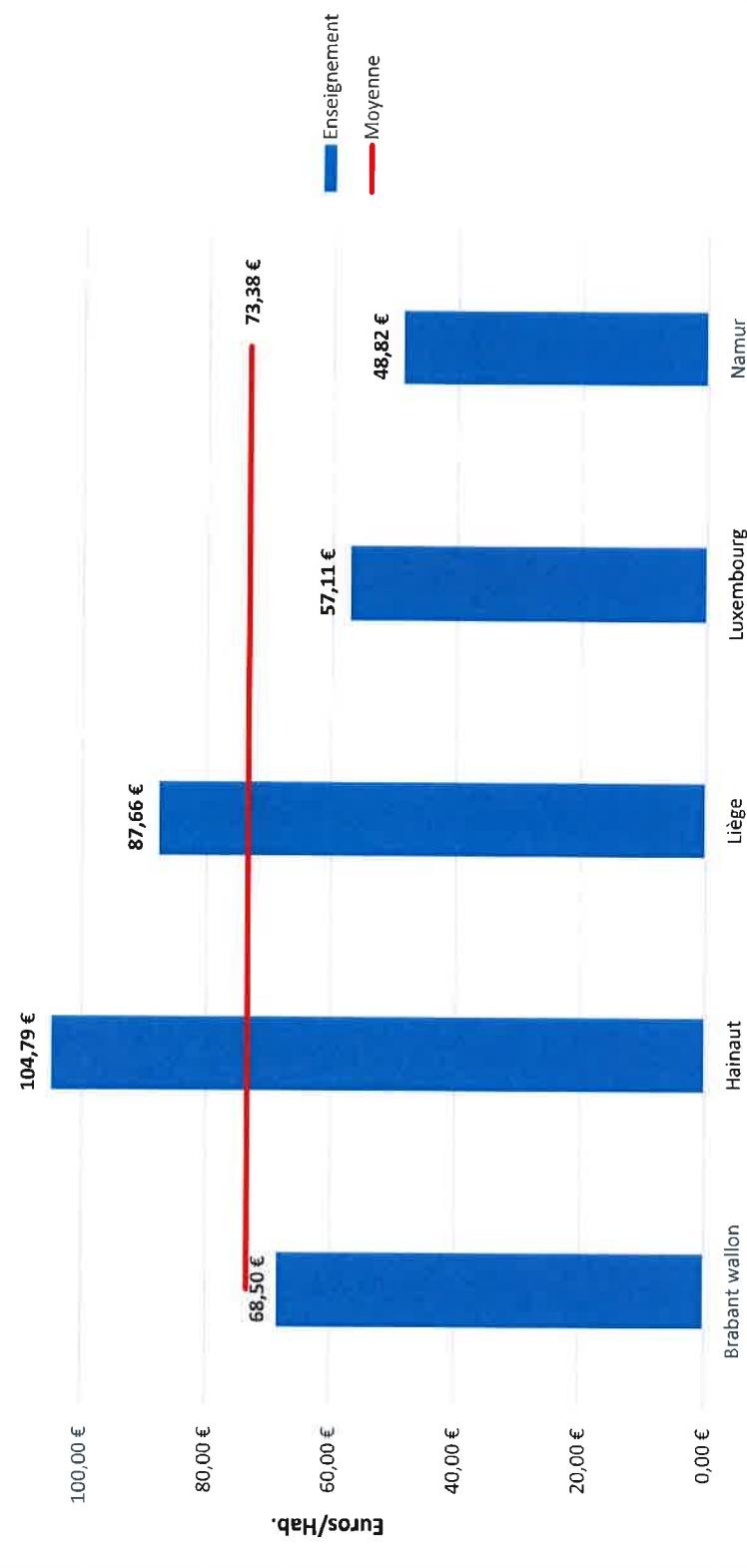
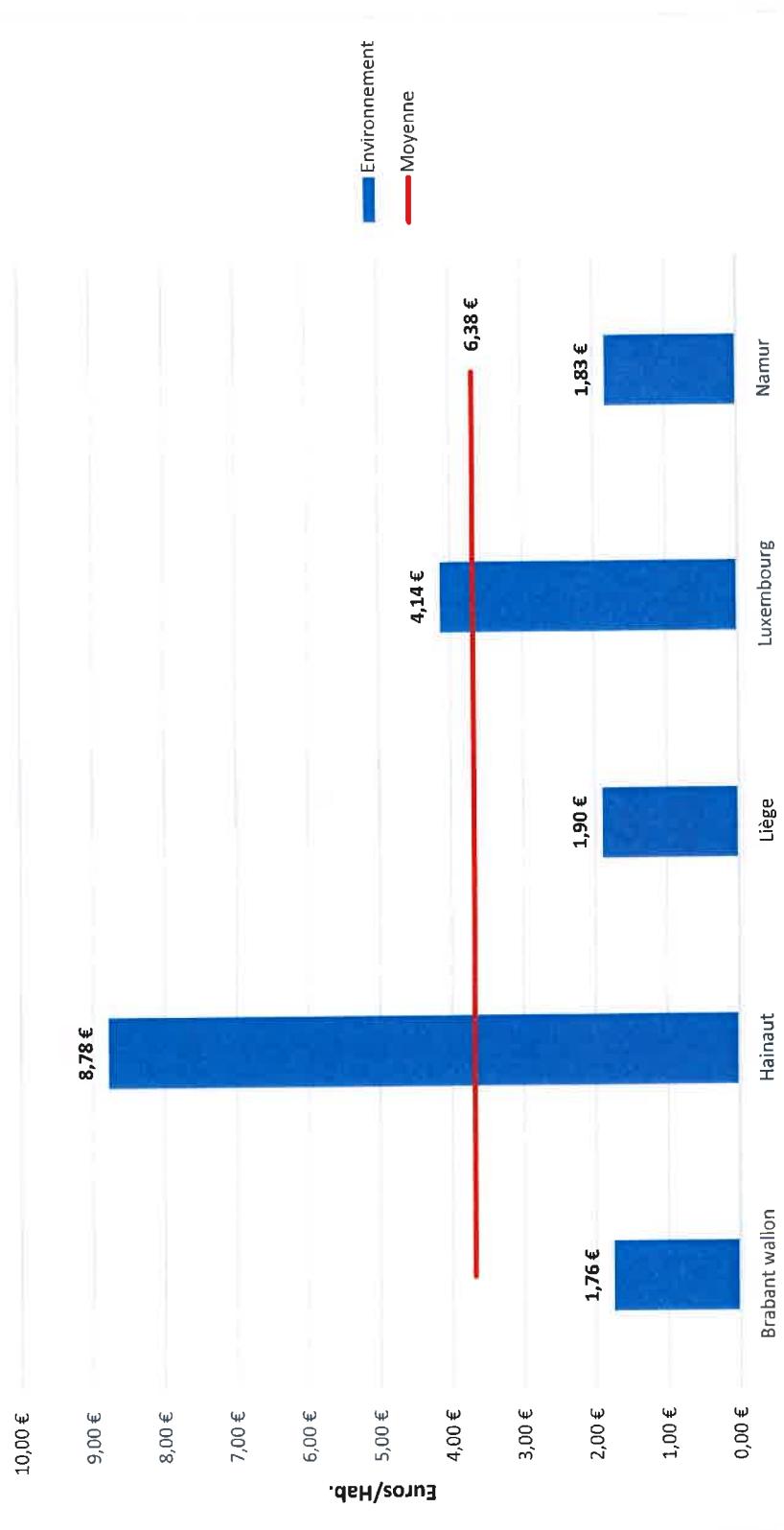


Tableau 4.1.6

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Environnement



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire **Formation**

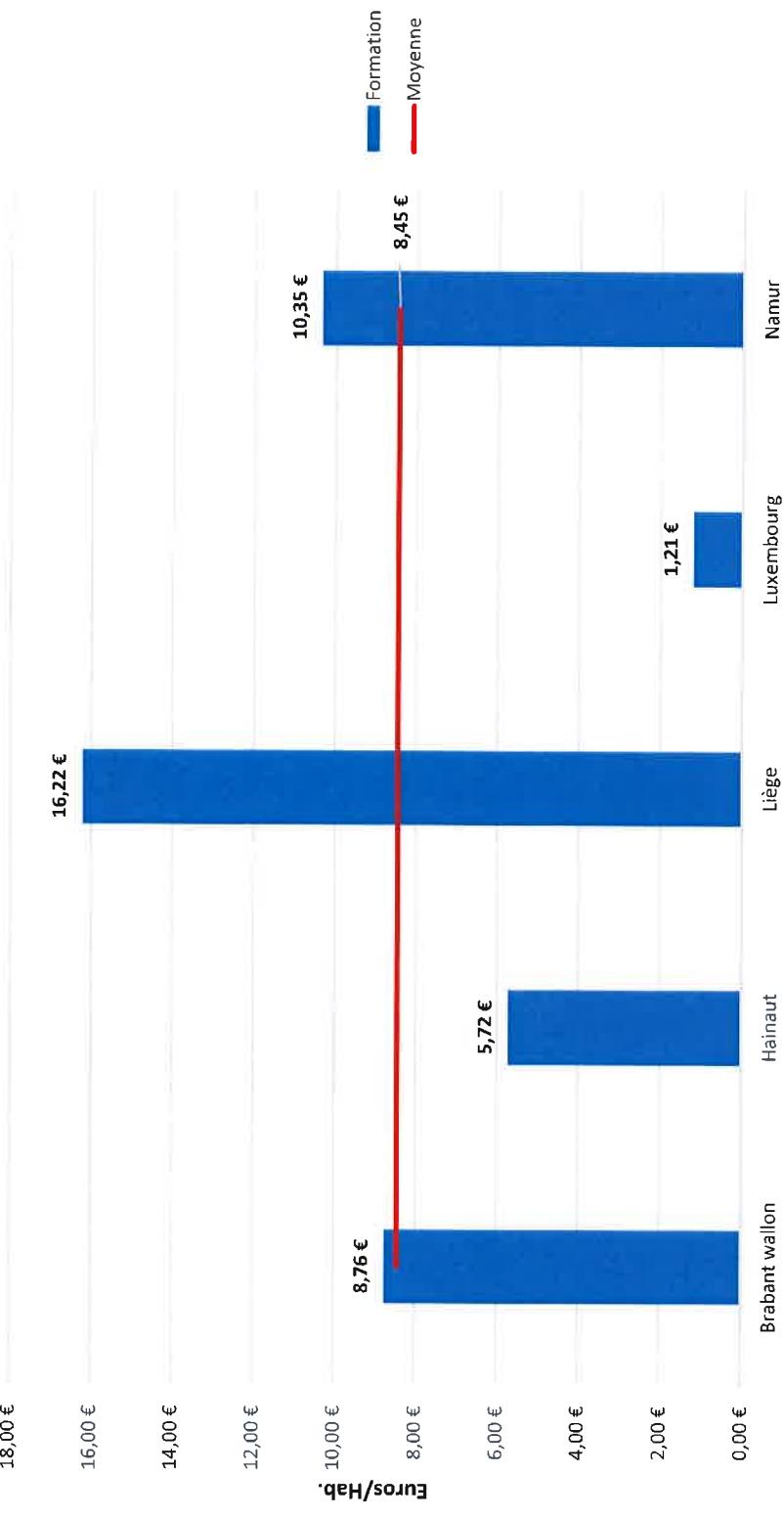
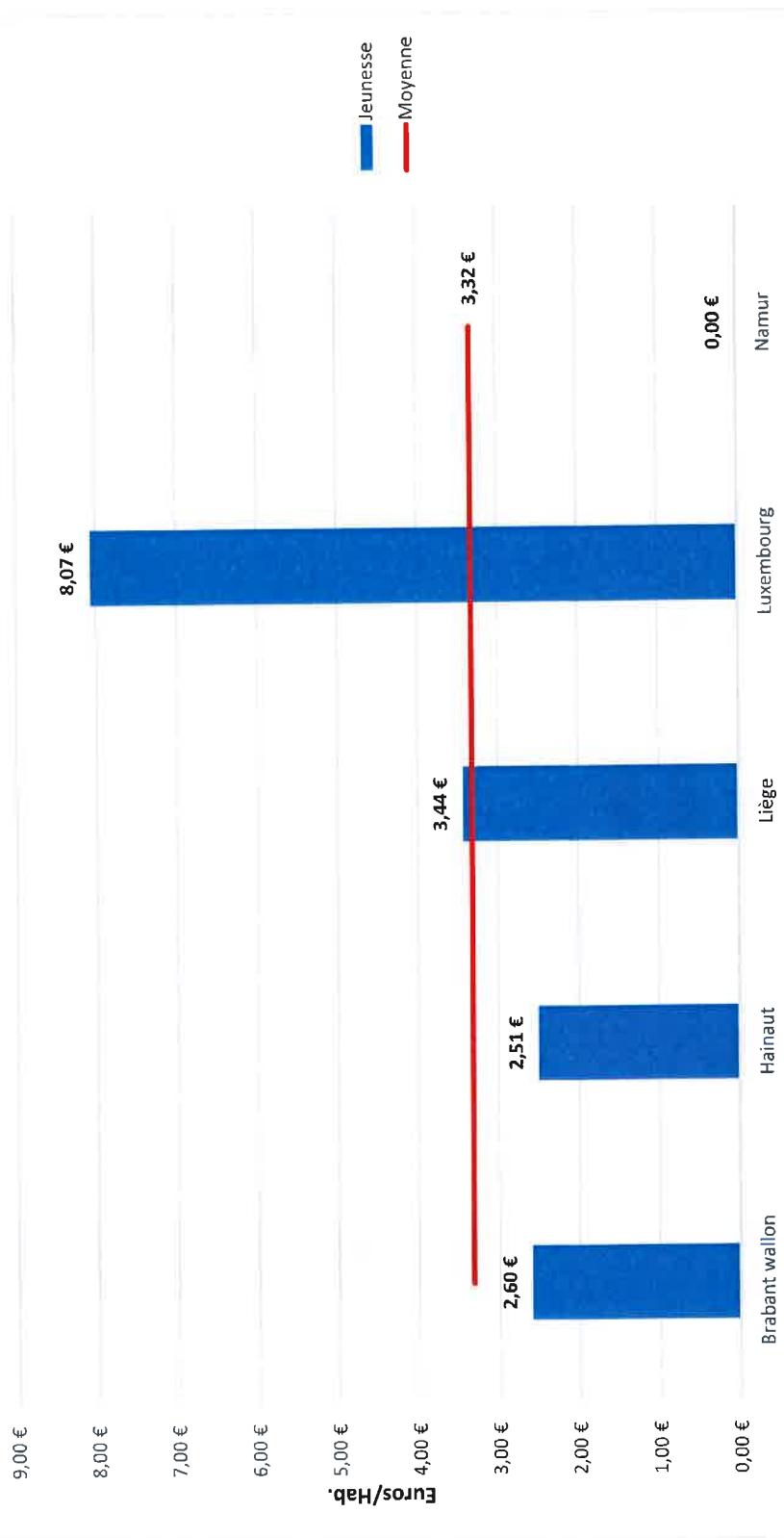


Tableau 4.1.8

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Jeunesse

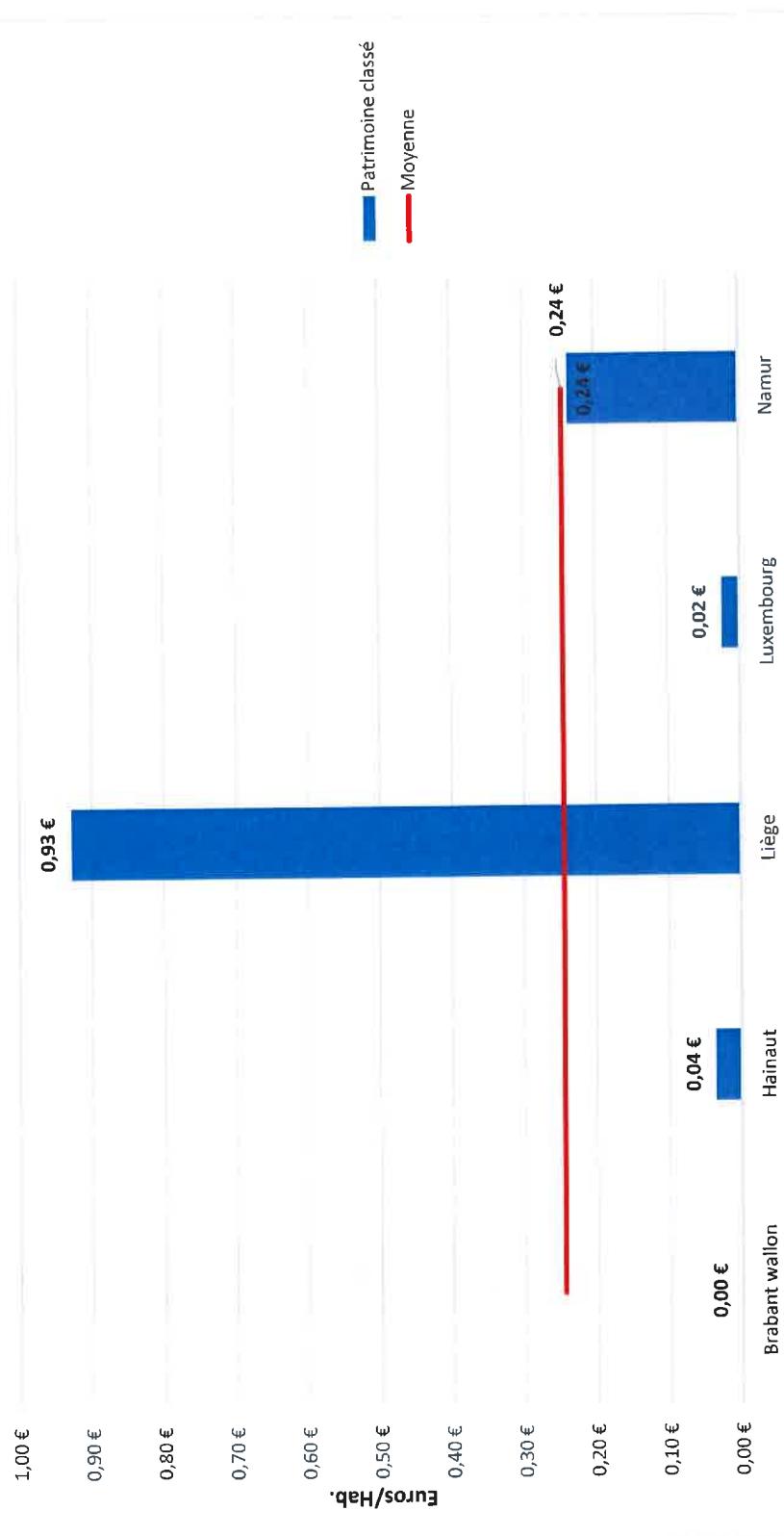


## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Logement



Tableau 4.1.10

### Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Patrimoine classé

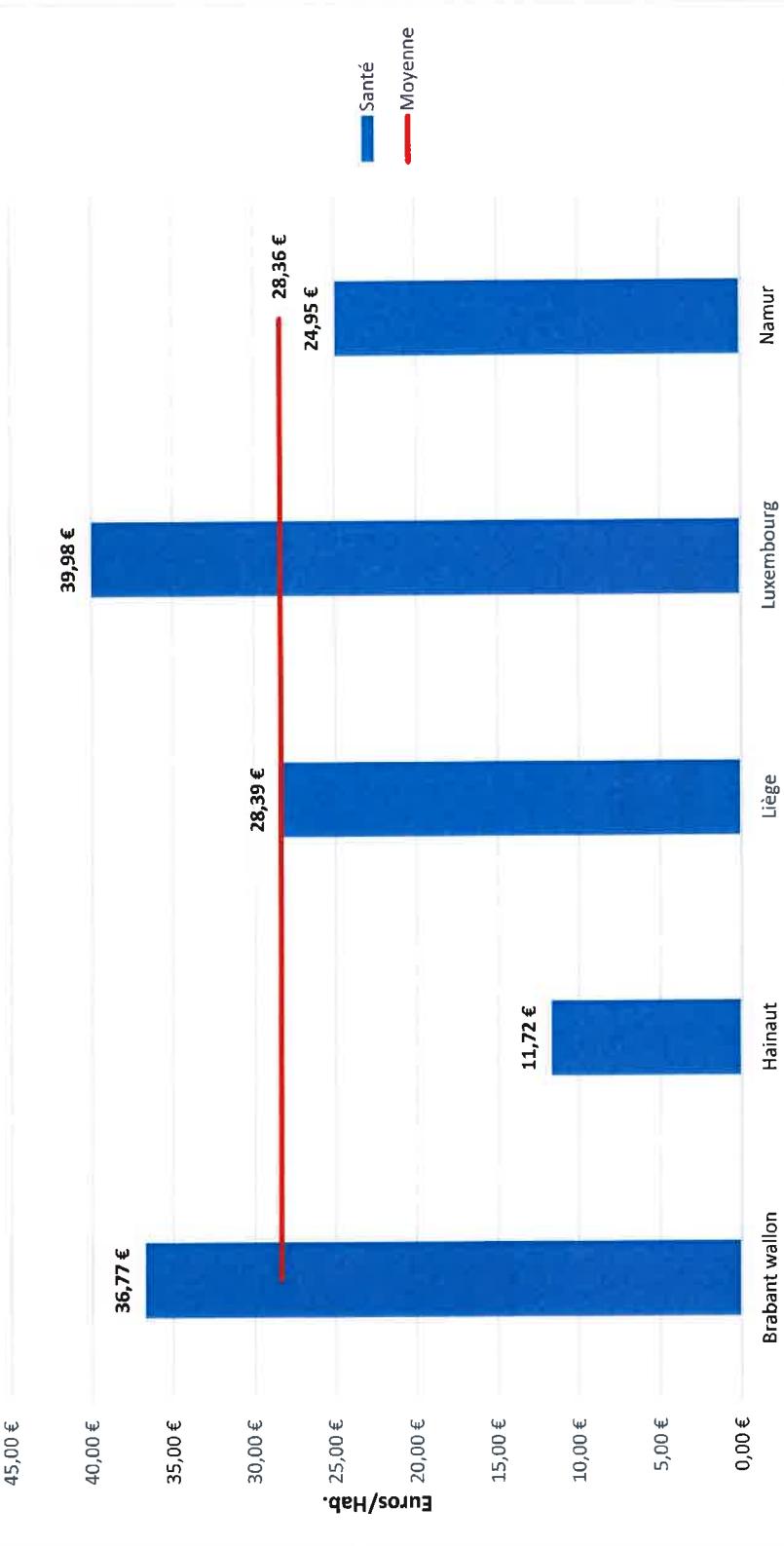


## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Relations extérieures

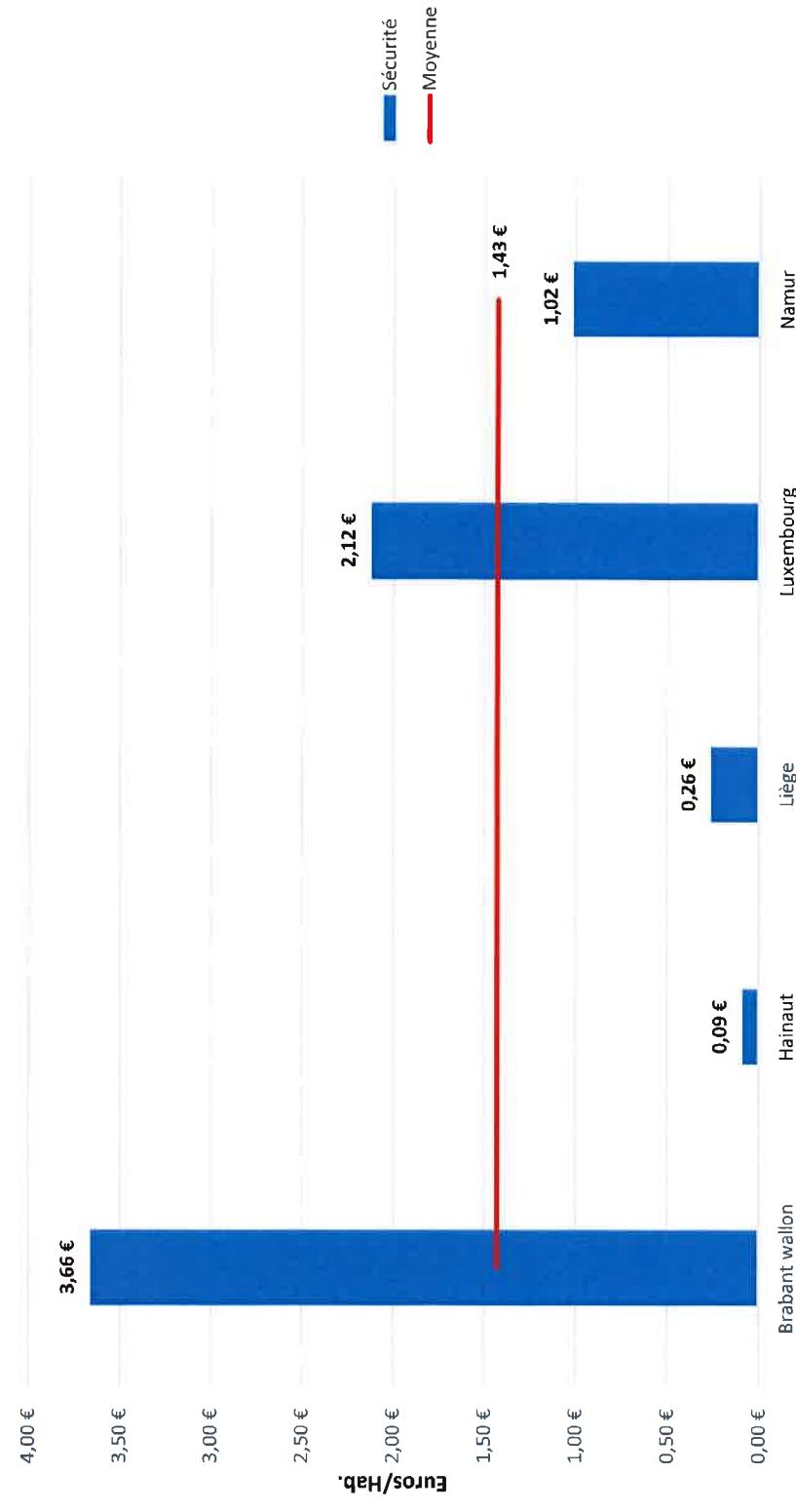


Tableau 4.1.12

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Santé

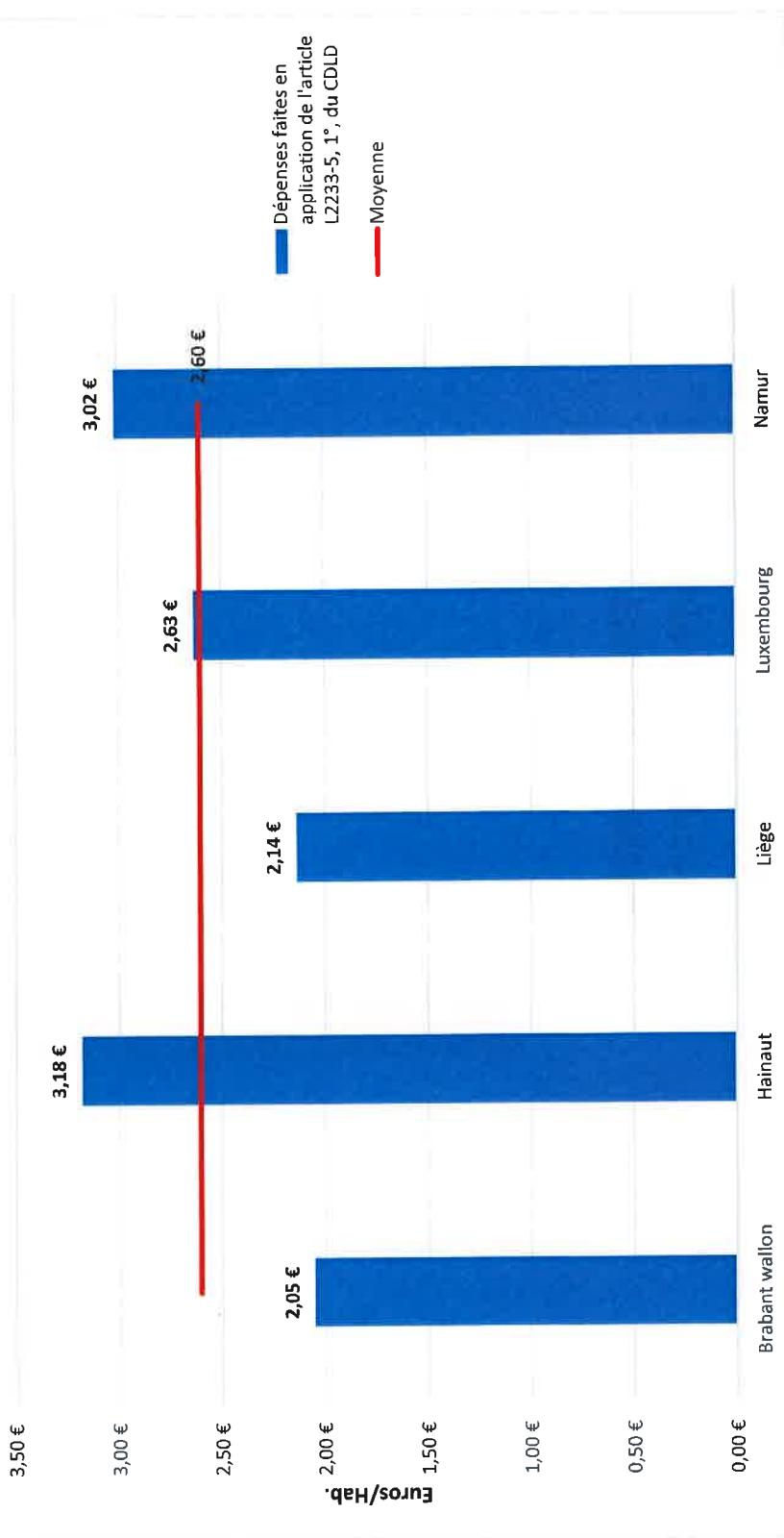


## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Sécurité



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire

### Dép. faites en application de l'article L2233-5, 1°, du



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Matières sociales

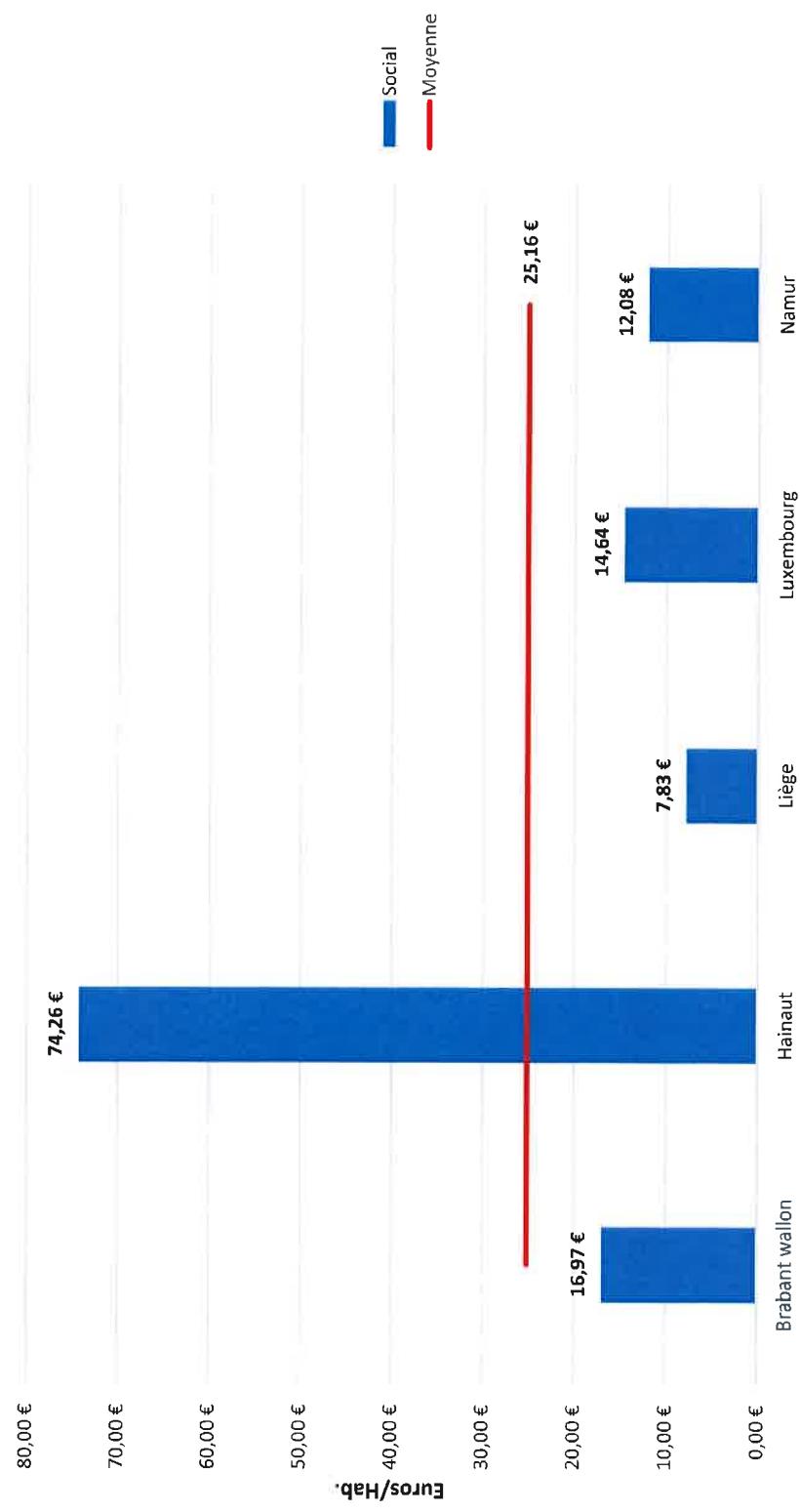
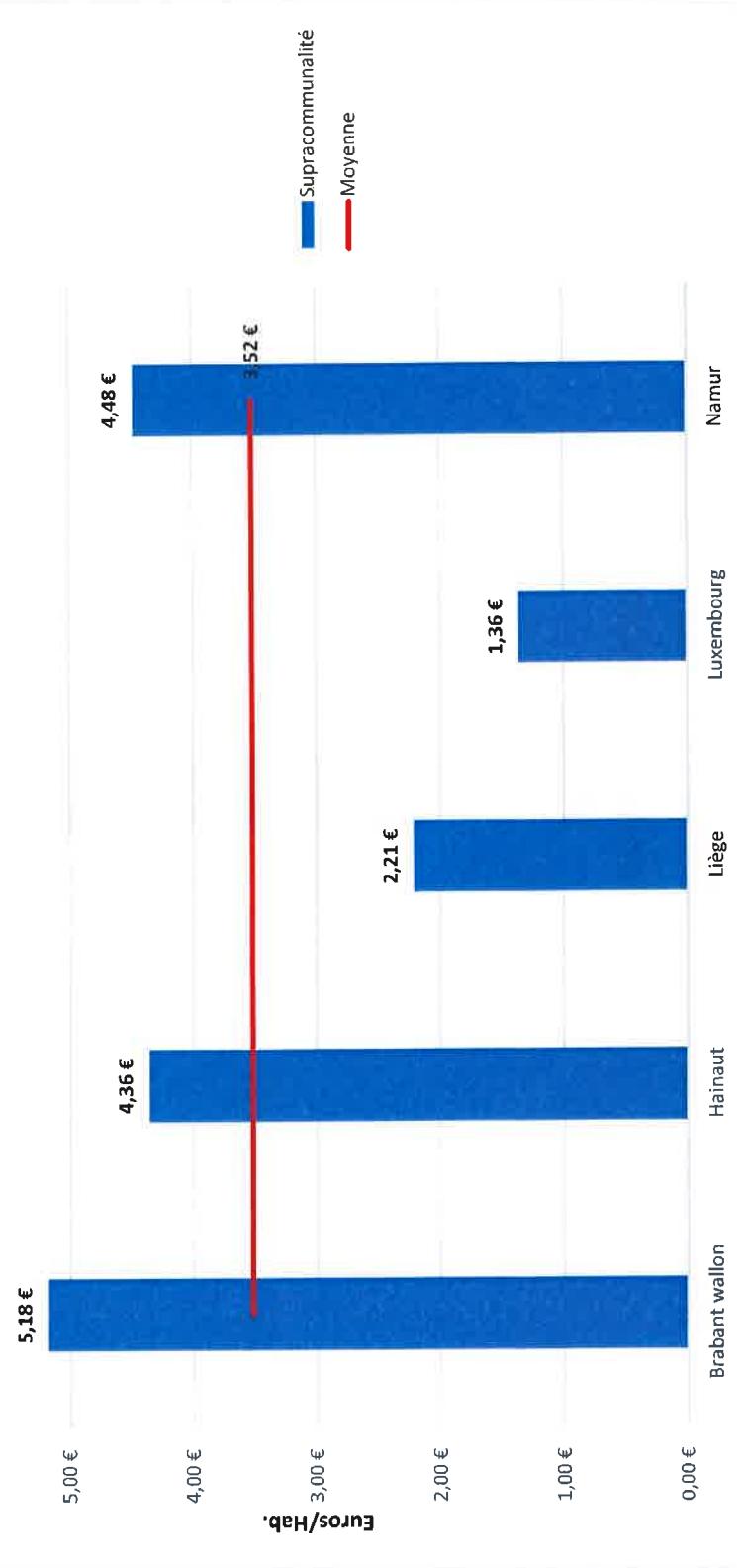


Tableau 4.1.16

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Supracommunalité



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Sports



Tableau 4.1.18

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Tourisme

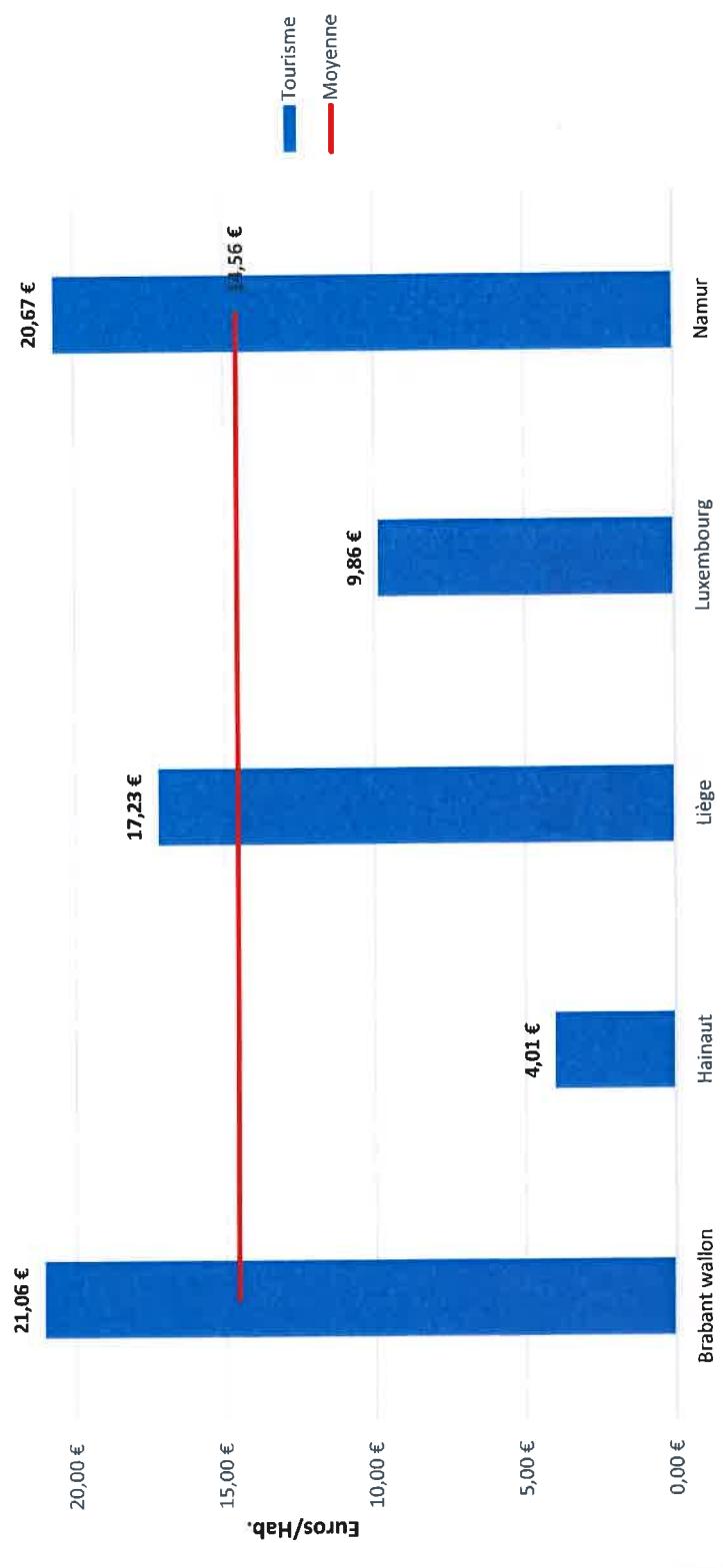


Tableau 4.1.19

**Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial  
au service ordinaire  
Voiries et cours d'eau**

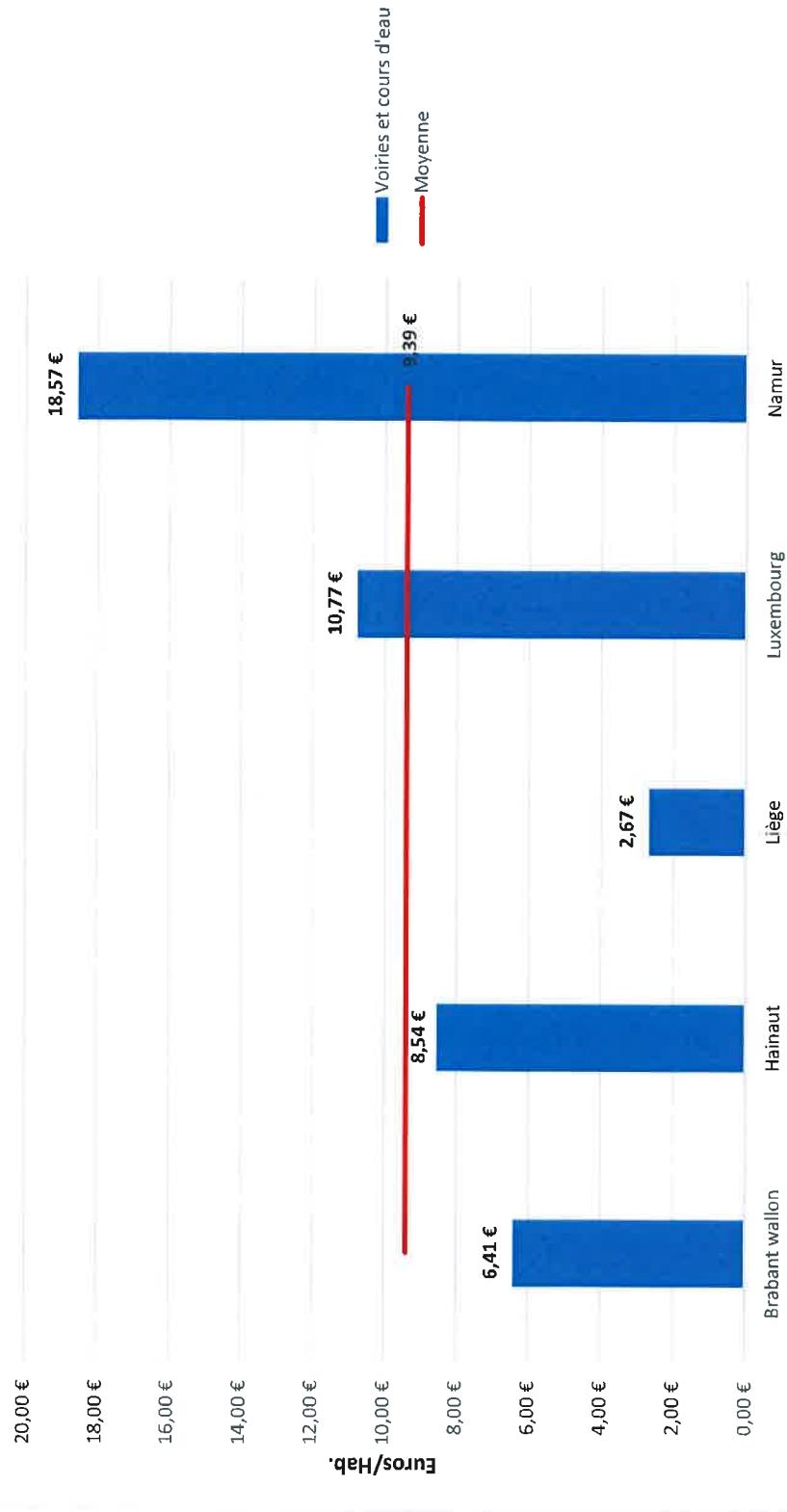


Tableau 4.1.20

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service ordinaire Dépenses générales

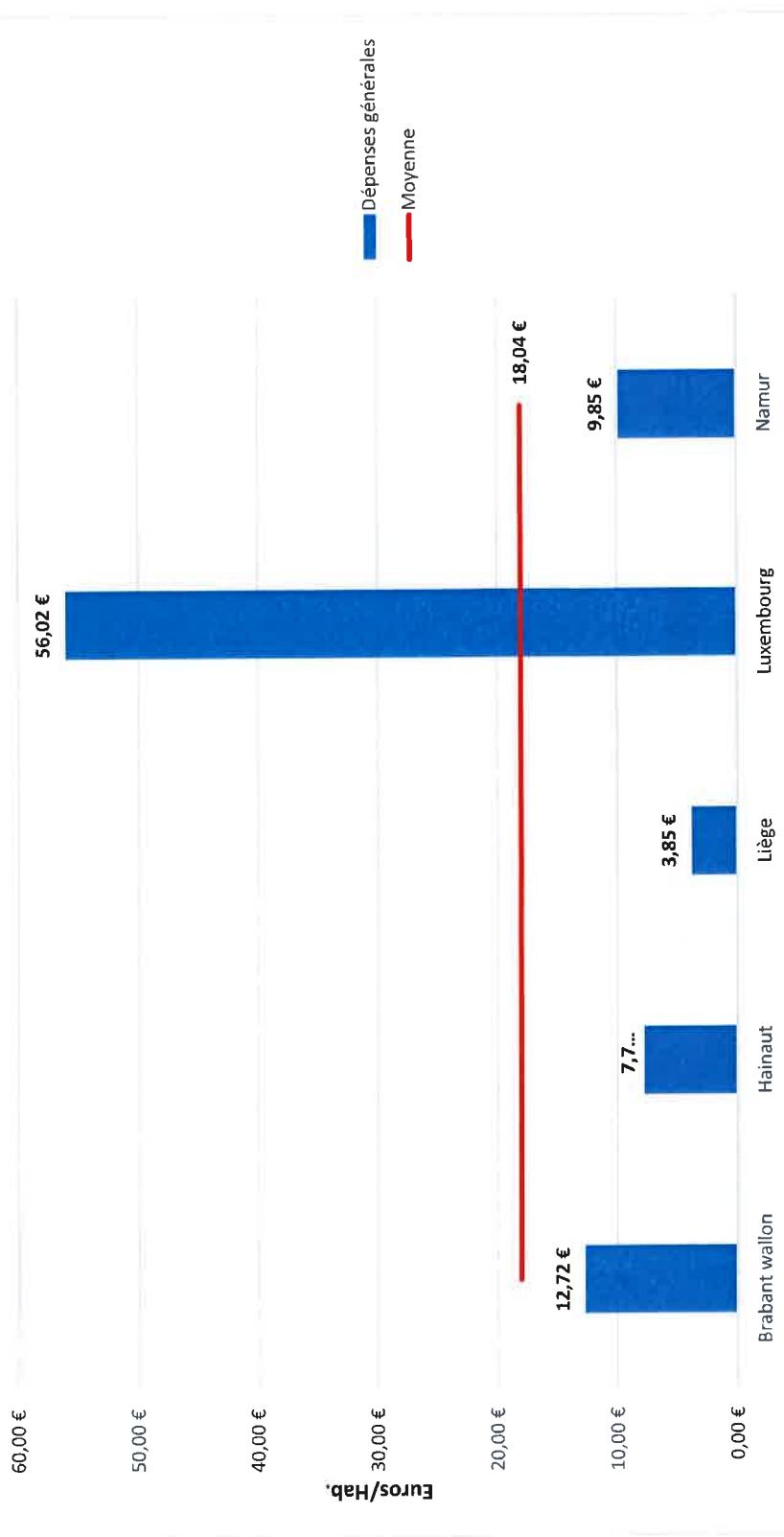


Tableau 4.2.1

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Agriculture

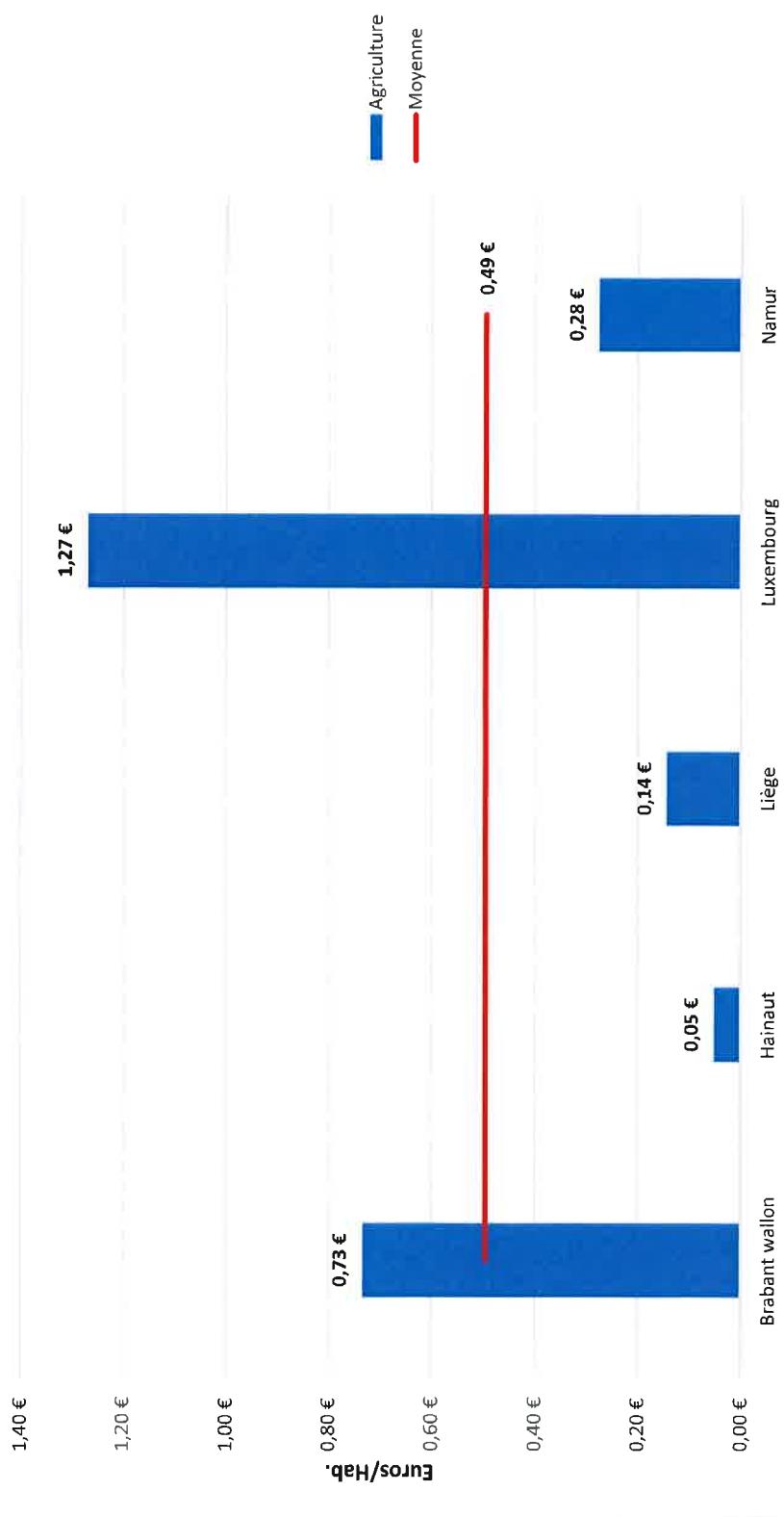


Tableau 4.2.2

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire C.P.M.S. (Centres PMS et PSE)



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Culture

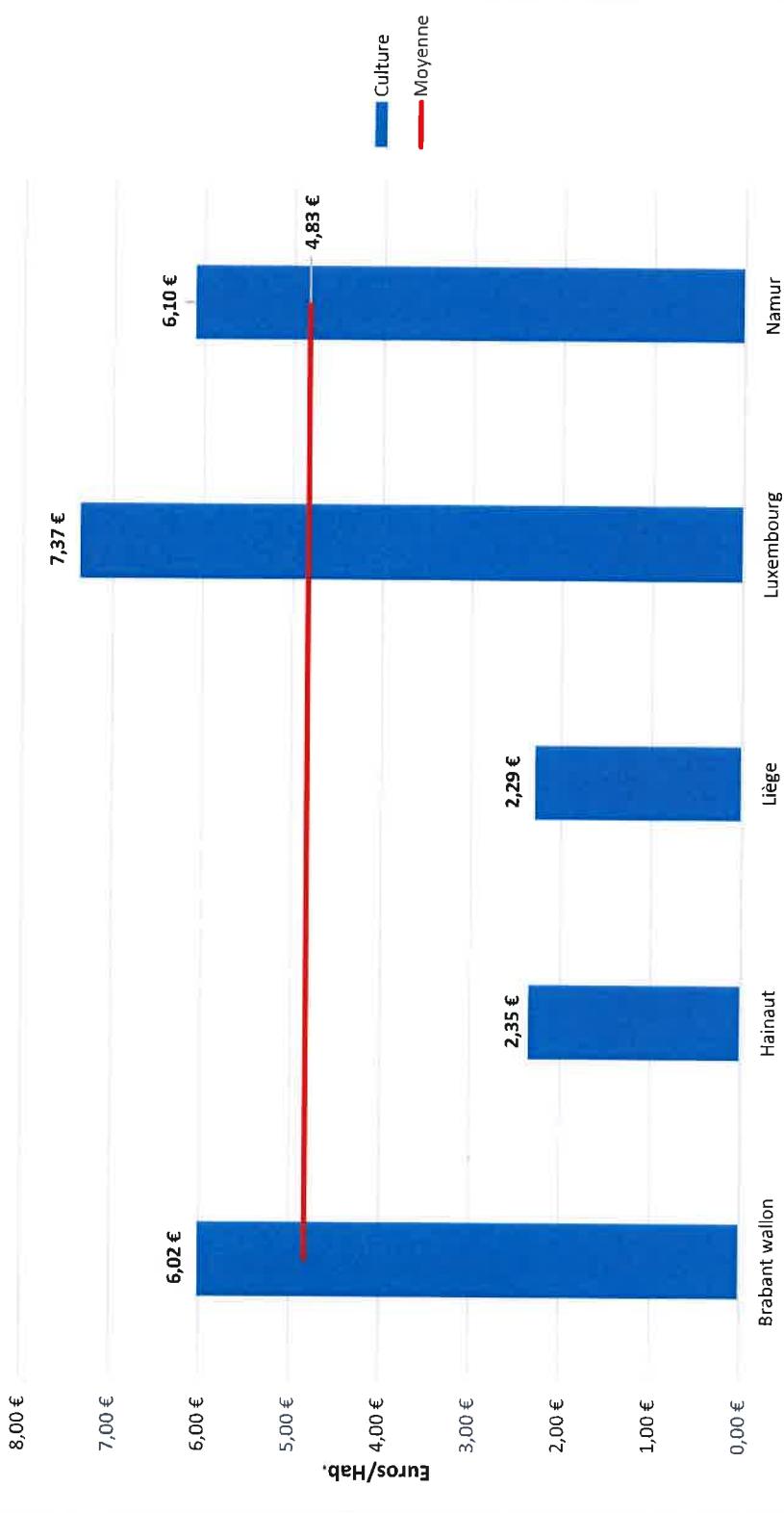
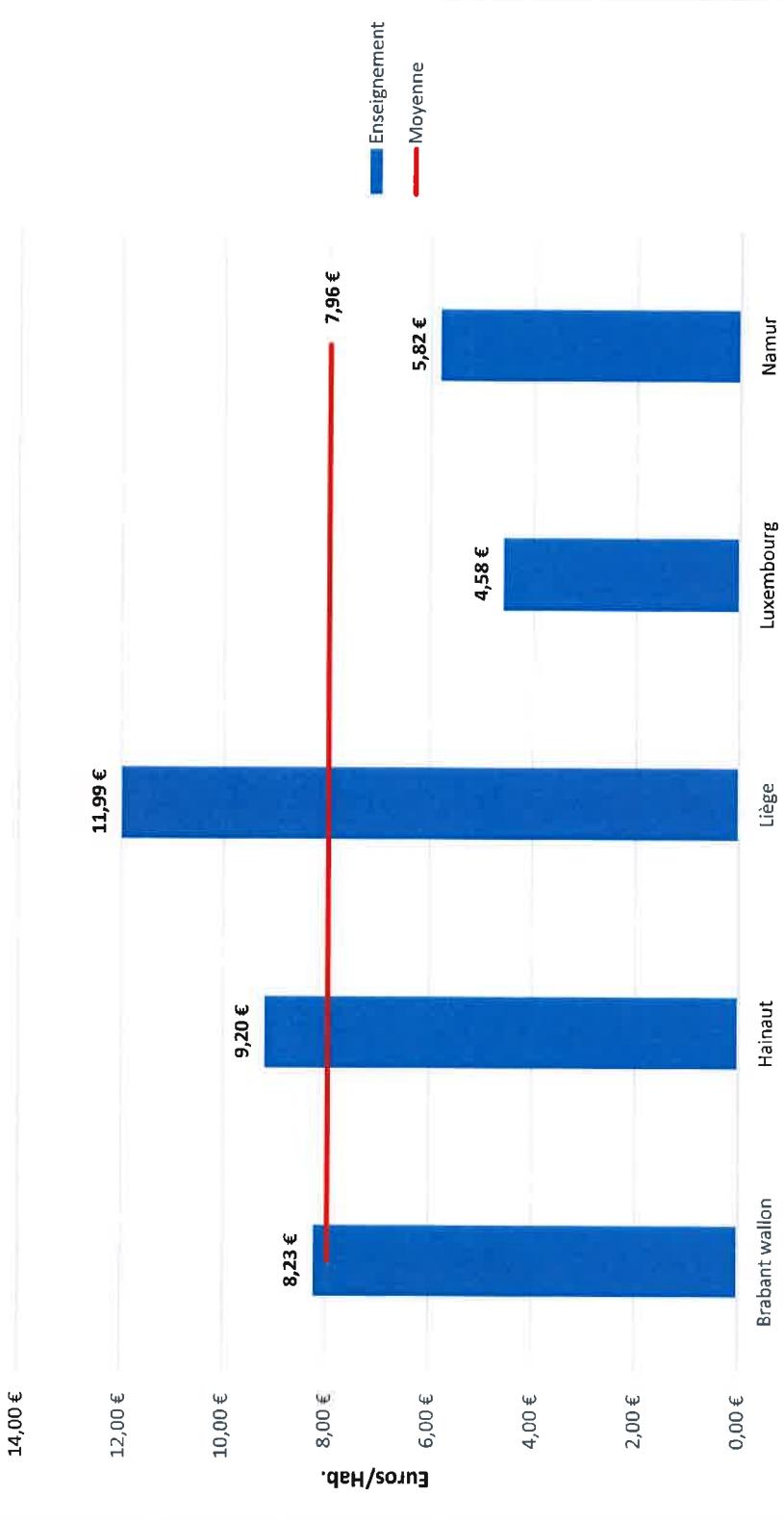


Tableau 4.2.4

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Economie



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Enseignement



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Environnement

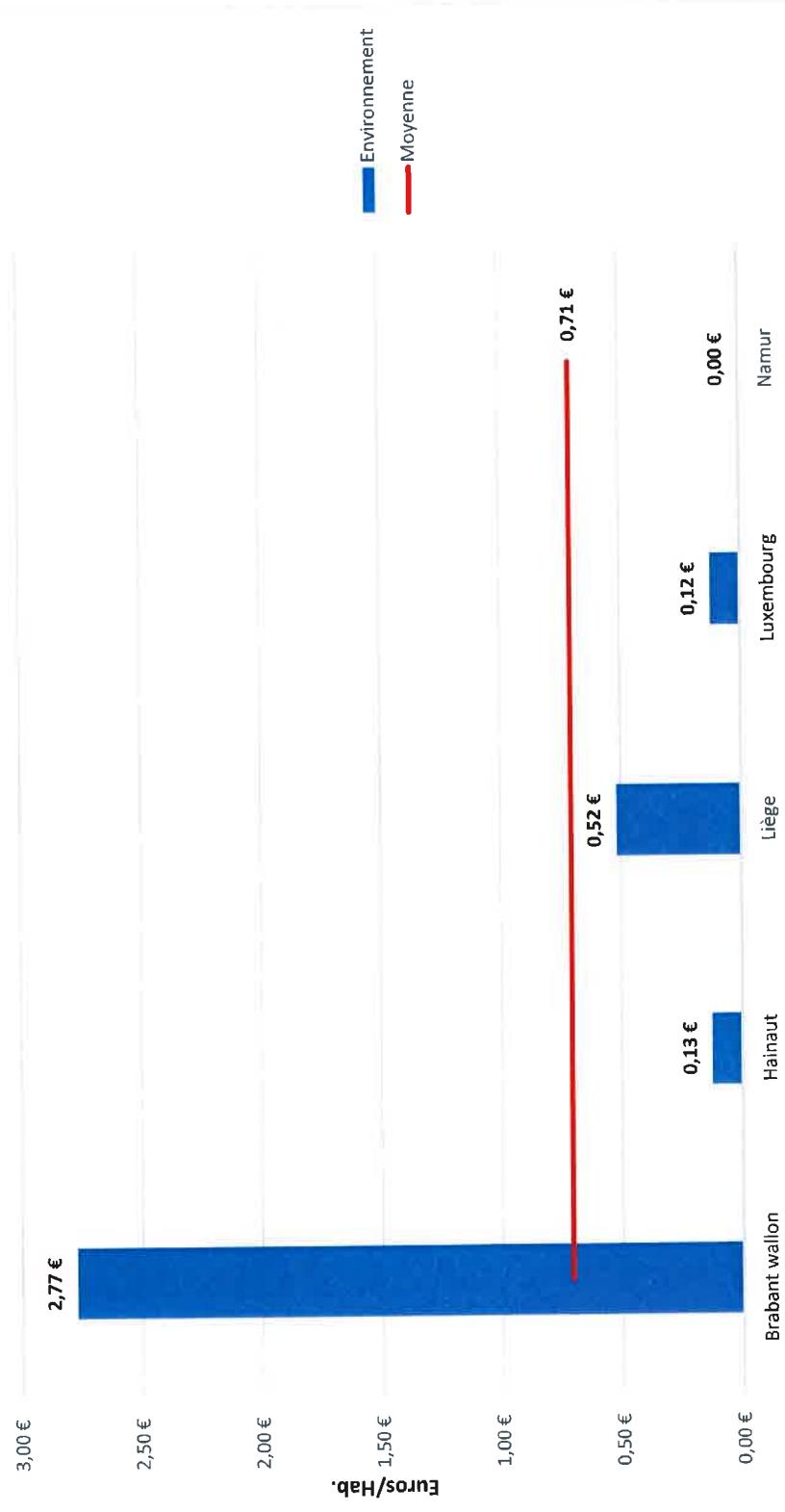


Tableau 4.2.7

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire **Formation**

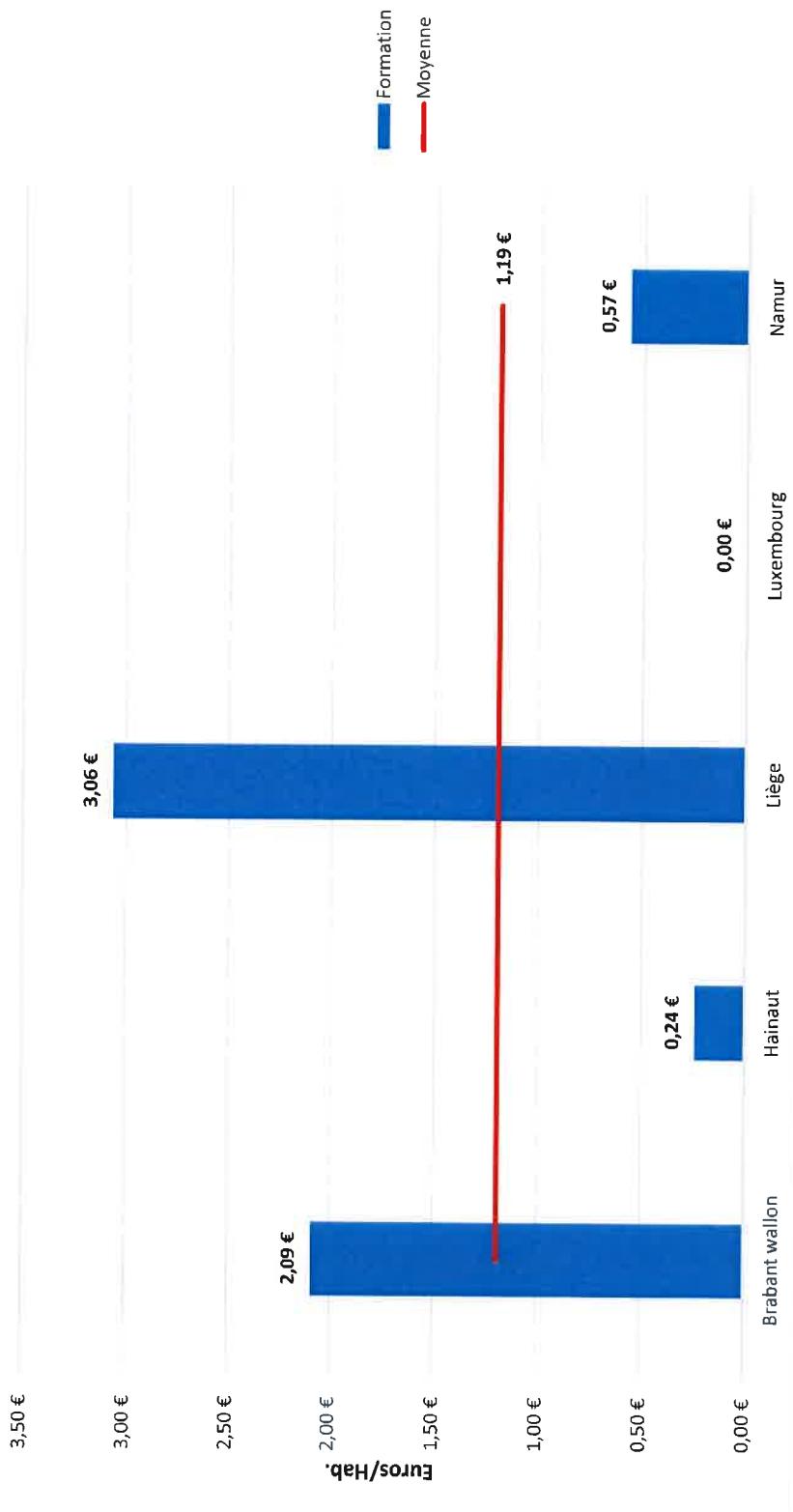


Tableau 4.2.8

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Jeunesse

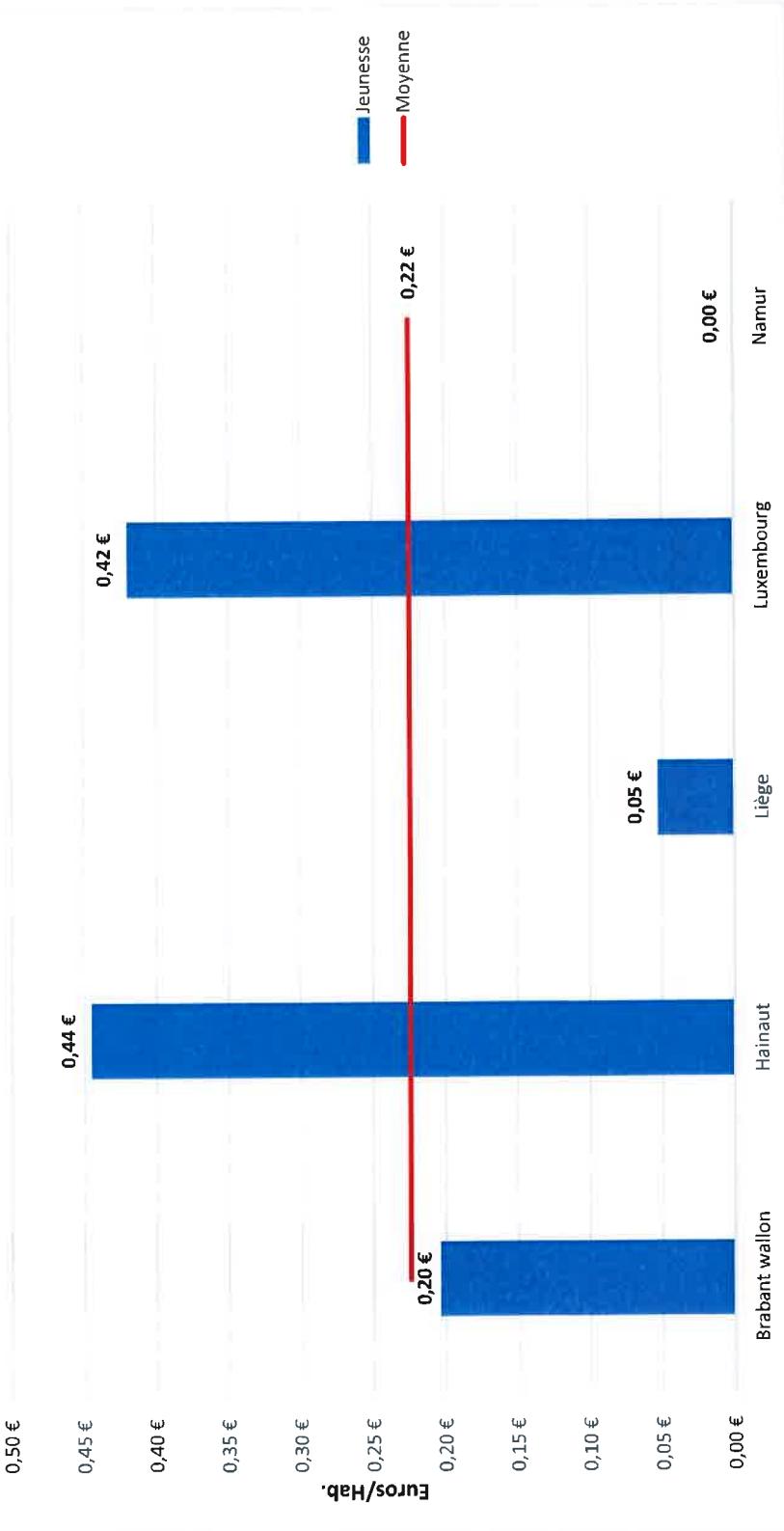


Tableau 4.2.9

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire

### Logement



Tableau 4.2.10

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Patrimoine classé



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Relations extérieures

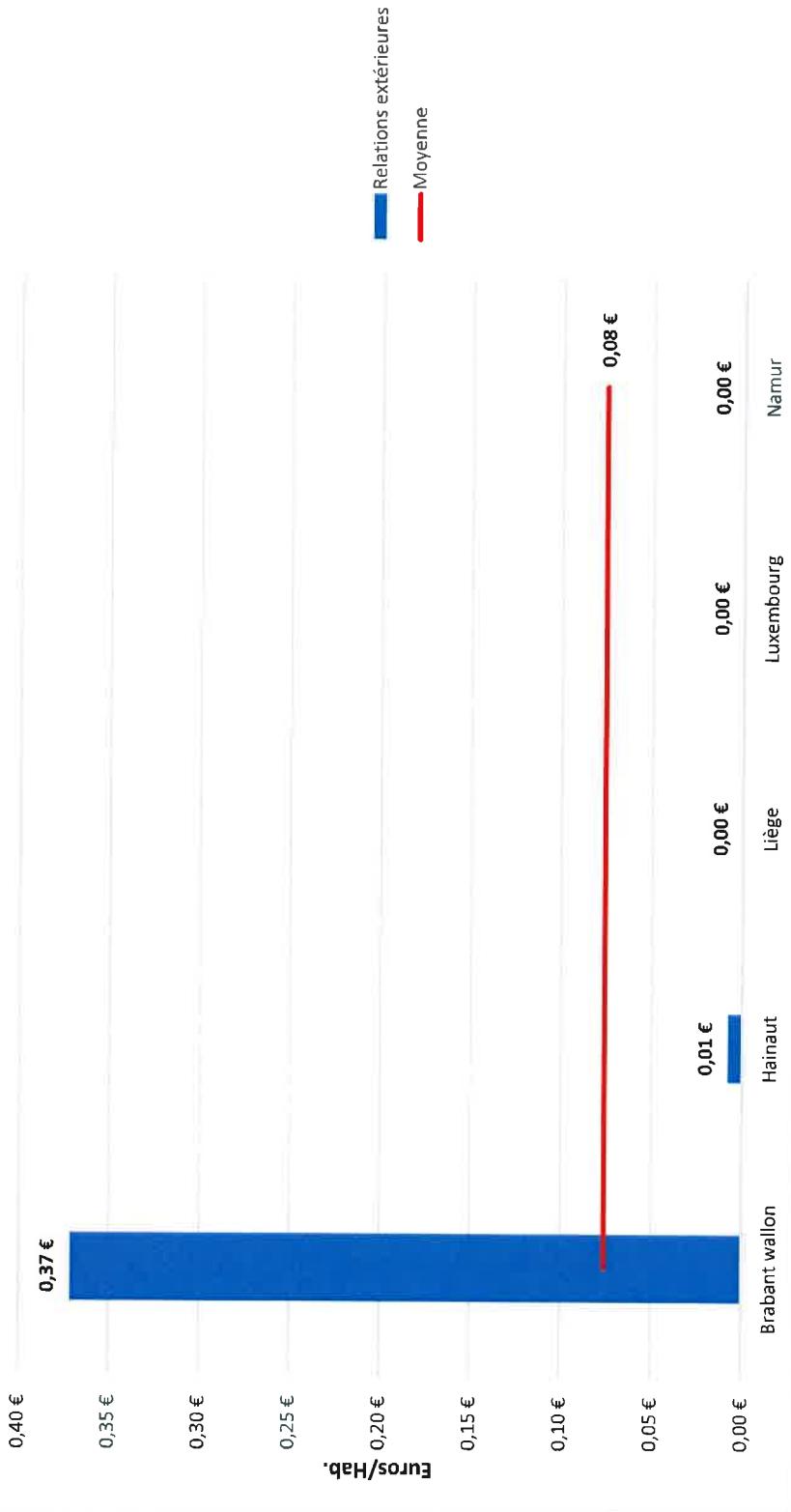
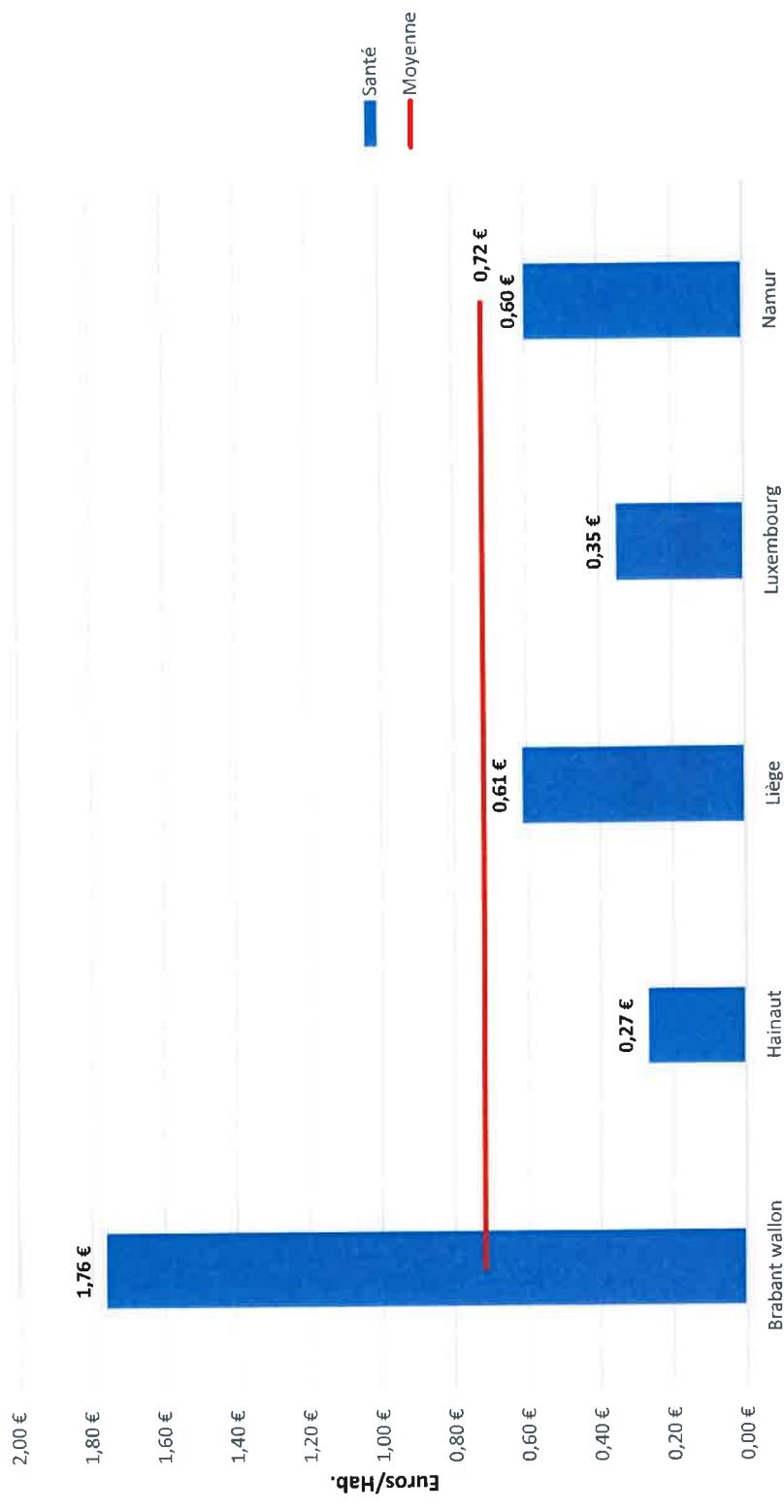


Tableau 4.2.12

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Santé



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Sécurité



Tableau 4.2.14

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire

### Dép. faites en application de l'article L2233-5, 1°



Tableau 4.2.15

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Matières sociales

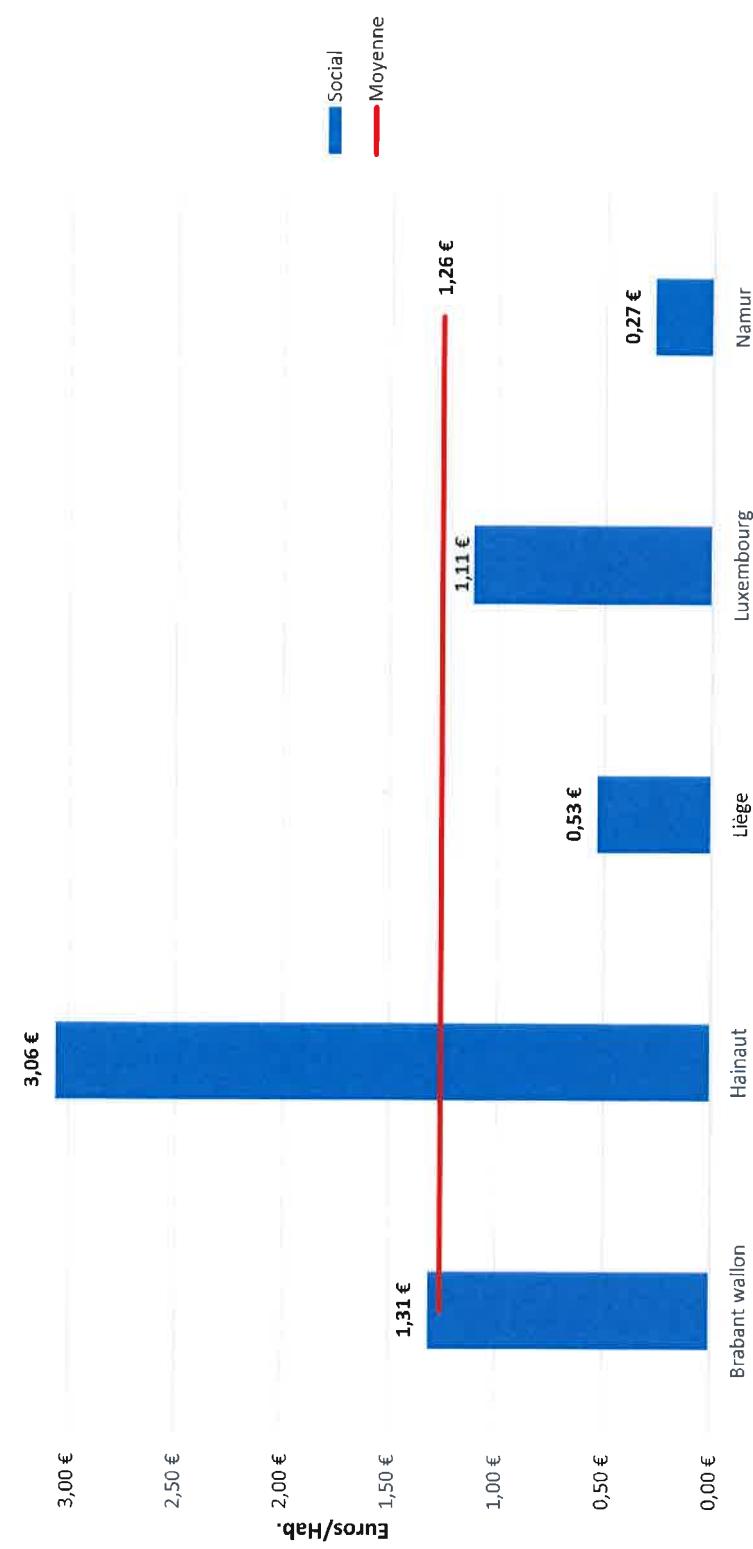


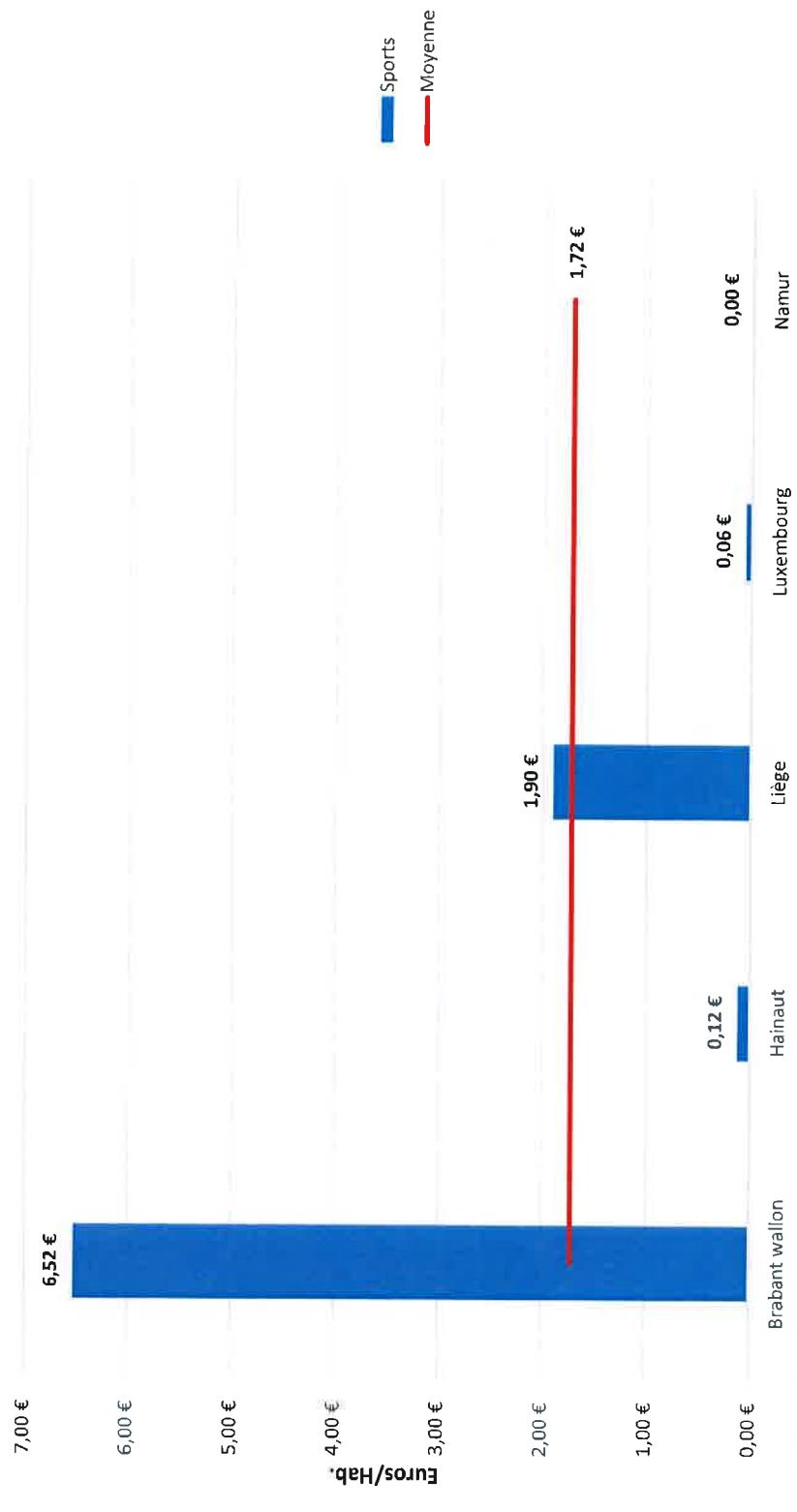
Tableau 4.2.16

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Supracommunalité

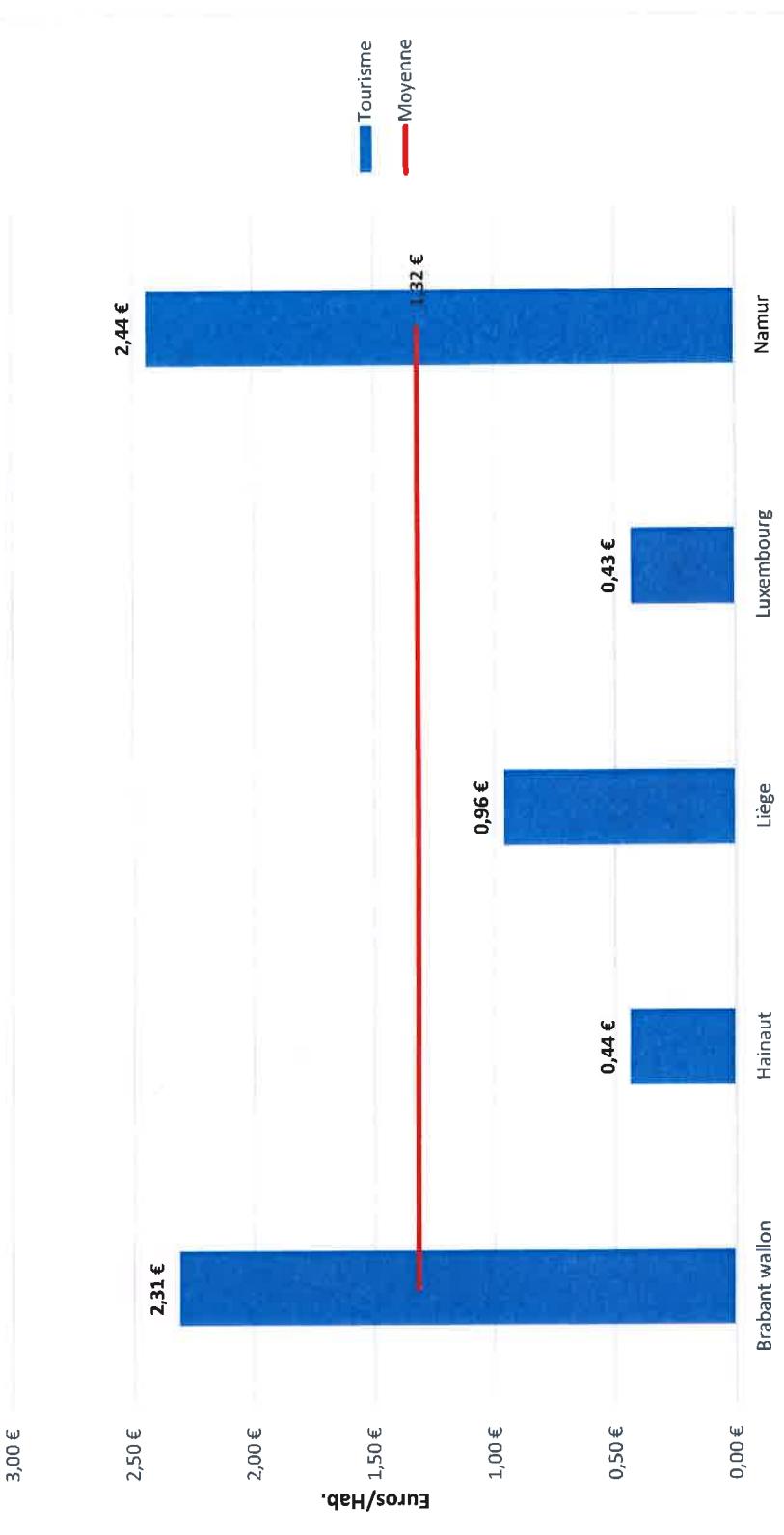


Tableau 4.2.17

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Sports



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Tourisme



## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Voiries et cours d'eau

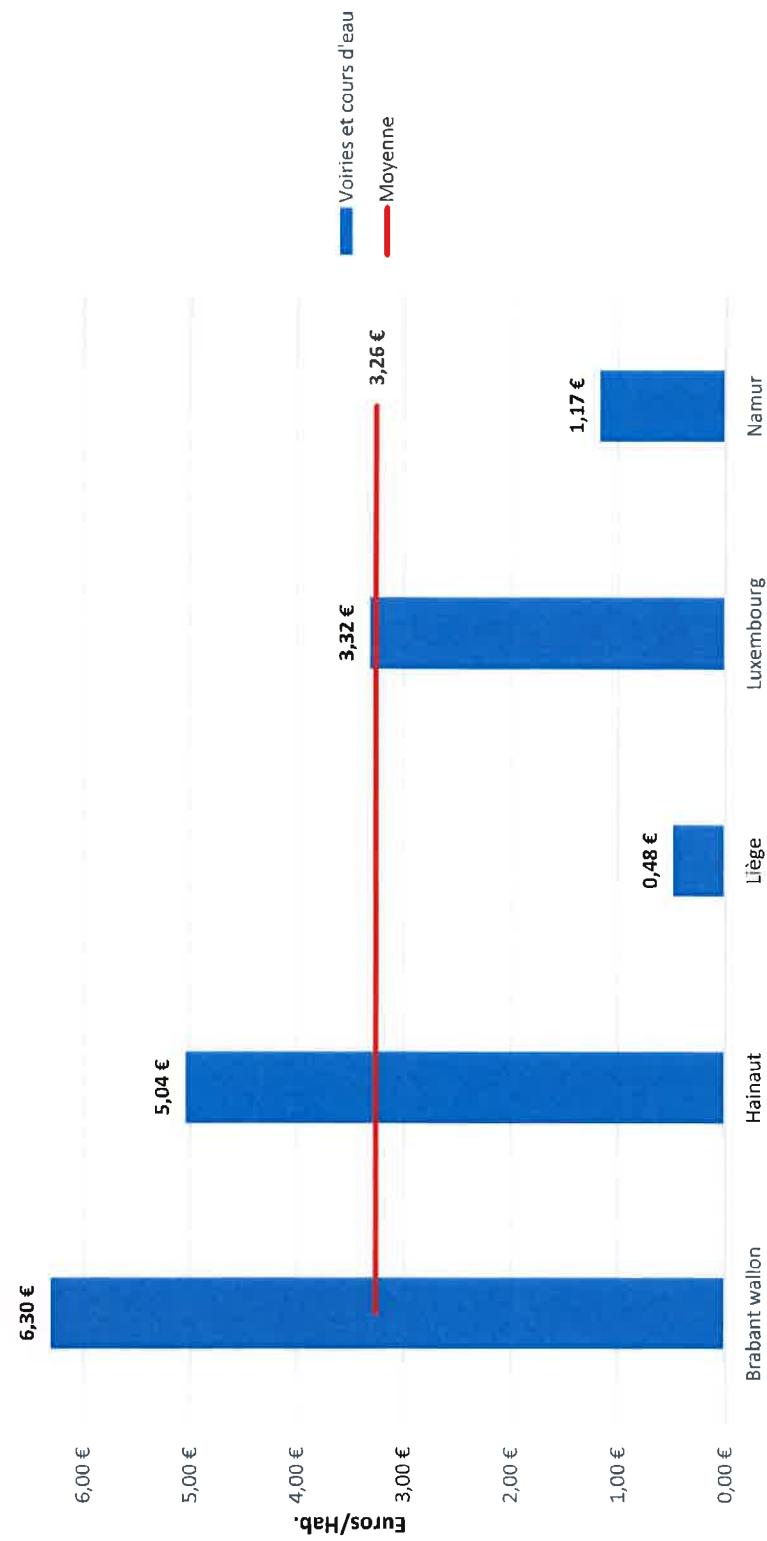
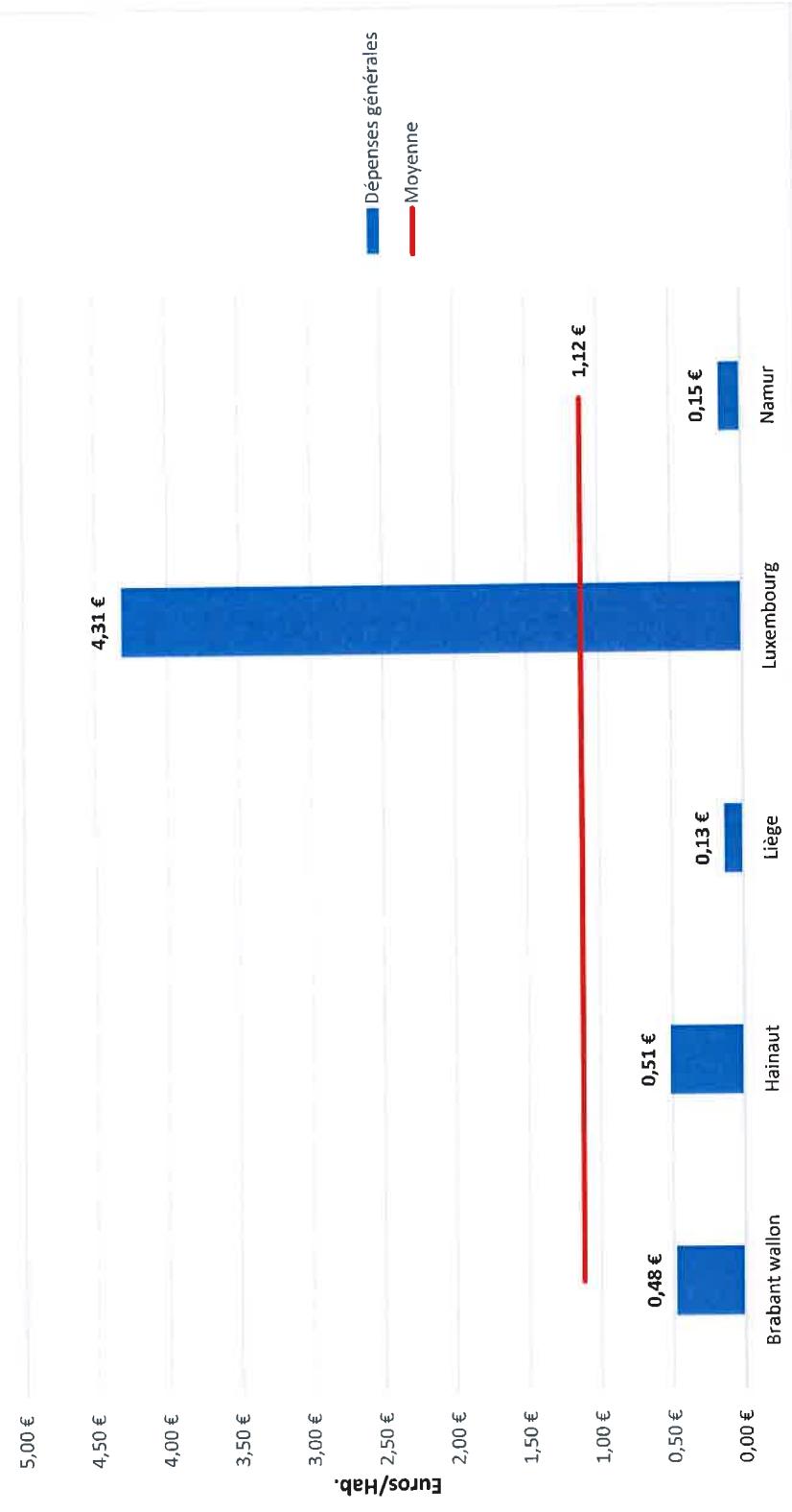


Tableau 4.2.20

## Dépenses moyennes (2014-2016) par habitant provincial au service extraordinaire Dépenses générales



Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 5.1.1

COMPÉTENCES	2014			2015			2016			2014-2015-2016			
	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Dép. moy.
Agriculture	24,49	7,27	31,76	1,81%	23,30	6,97	30,27	1,73%	24,27	5,19	29,46	1,67%	3.391.191,26
CPMS (Centres PMS et PSE)	9,27	6,14	15,41	0,88%	8,70	5,22	13,92	0,80%	10,44	5,22	15,66	0,89%	4.050.977,21
Culture	5,53	6,22	11,75	0,67%	4,22	5,88	10,10	0,58%	3,97	6,15	10,12	0,57%	3.525.439,04
Economie	4,89	7,39	12,28	0,70%	4,34	7,21	11,55	0,66%	6,86	7,44	14,30	0,81%	2.305.944,86
Enseignement	186,39	961,72	1.148,11	65,28%	191,87	954,59	1.146,46	65,57%	194,97	948,91	1.143,88	64,35%	26.965.100,95
Environnement	0,46	0,28	0,74	0,04%	5,53	3,98	9,51	0,54%	6,25	3,88	10,13	0,57%	690.973,41
Formation	9,35	3,43	12,78	0,73%	10,61	3,38	13,99	0,80%	8,92	2,94	11,86	0,67%	3.447.134,16
Jeunesse	1,71	1,44	3,15	0,18%	1,75	1,40	3,15	0,18%	1,76	1,34	3,10	0,18%	1.022.607,33
Logement	9,33	7,89	17,22	0,98%	7,42	6,15	13,57	0,78%	8,57	6,17	14,74	0,84%	5.552.837,82
Patrimoine classé	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00
Relations extérieures	7,22	5,75	12,97	0,74%	7,22	5,65	12,87	0,74%	8,11	5,50	13,61	0,77%	1.629.783,61
Santé	98,46	68,69	167,15	9,50%	104,44	67,35	171,79	9,82%	114,84	63,78	178,62	10,13%	14.475.967,72
Sécurité	1,43	0,76	2,19	0,12%	3,07	2,60	5,67	0,32%	2,42	1,49	3,91	0,22%	1.441.183,92
Dépenses faites en application de l'article L233-5, 1 <sup>e</sup> du CDD	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,77	0,41	1,18	0,07%	0,91	0,41	1,32	0,07%	808.625,70
Social	9,36	13,78	23,14	1,32%	8,01	12,91	20,92	1,20%	5,40	12,64	18,04	1,02%	6.682.443,39
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	5,25	5,69	10,94	0,62%	5,96	6,52	12,48	0,71%	14,25	9,48	23,73	1,35%	2.037.783,70
Sports	0,68	1,41	2,09	0,12%	0,64	2,34	2,98	0,17%	0,79	2,36	3,15	0,18%	966.934,75
Tourisme	67,31	40,71	108,02	6,14%	68,01	37,16	105,17	6,01%	68,61	33,35	101,96	5,78%	8.289.763,96
Voiries et cours d'eau	9,94	12,13	22,07	1,25%	7,47	3,58	11,05	0,63%	5,94	3,68	9,62	0,55%	2.524.769,39
Chargés du Brabant wallon	0,98	0,60	0,90	0,00%	0,60	0,60	0,60	0,00%	0,60	0,60	0,60	0,00%	1.761.341,16
Dépenses générales	71,62	85,29	156,91	8,92%	75,42	76,47	151,89	8,69%	80,83	75,74	156,57	8,88%	5.008.929,01
- dont Cultes et Imitié													
<b>TOTAL provincial</b>	<b>522,69</b>	<b>1.235,99</b>	<b>1.758,68</b>	<b>100%</b>	<b>538,75</b>	<b>1.209,77</b>	<b>1.748,52</b>	<b>100%</b>	<b>568,11</b>	<b>1.195,67</b>	<b>1.763,78</b>	<b>100%</b>	<b>96.579.132,34</b>

Tableau 5.1.2

Répartition des personnels par domaine de compétence  
chiffres absolus et en pour-cent

COMPÉTENCES	2014					2015					2016					
	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age
Agriculture	52,00	22,00	74,00	1,74%	58,00	25,00	83,00	1,96%	55,00	25,00	80,00	1,90%	8,340	833,84	8,340	833,84
CMS (centres PMS et PSE)	29,00	2,40	31,40	0,74%	29,00	3,00	32,00	0,76%	26,10	6,00	32,10	0,76%	2,890	036,54	2,890	036,54
Culture	163,00	75,00	238,00	5,59%	156,50	72,00	228,50	5,39%	149,20	83,00	232,20	5,51%	20,236	603,84	20,236	603,84
Economie	26,00	5,00	31,00	0,73%	26,00	4,00	30,00	0,71%	28,00	6,00	34,00	0,81%	2,776	163,73	2,776	163,73
Enseignement	1.234,65	563,25	1.798,00	42,25%	1.204,00	553,00	1.757,00	41,47%	1.183,20	568,00	1.751,20	41,55%	139,705	090,50	139,705	090,50
Environnement	51,00	23,00	74,00	1,74%	49,00	23,00	72,00	1,70%	48,00	25,00	73,00	1,73%	11,706	214,34	11,706	214,34
Formation	59,00	23,00	82,00	1,93%	83,00	38,26	121,26	2,65%	79,00	22,00	101,00	2,40%	7,629	436,12	7,629	436,12
Jeunesse	41,00	19,00	60,00	1,41%	41,00	16,40	57,40	1,45%	34,00	22,00	56,00	1,33%	3,339	866,67	3,339	866,67
Législation	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
Patrimoine classé	4,50	0,00	4,50	0,11%	3,50	1,00	4,50	0,11%	3,50	1,00	4,50	0,11%	47,942	9,99	47,942	9,99
Relations extérieures	14,50	6,50	21,00	0,49%	16,00	7,00	23,00	0,54%	19,00	4,00	23,00	0,55%	396,950	82	396,950	82
Santé	59,00	19,10	78,10	1,84%	60,00	12,00	72,00	1,70%	60,00	12,00	72,00	1,71%	15,621	667,88	15,621	667,88
Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	117,196	54	117,196	54
Dépenses faites en application de l'article 12/33-5, 1 <sup>e</sup> , du CDID	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	4,240	020,98	4,240	020,98
Social	1.039,00	480,00	1.519,00	35,70%	1.038,00	471,00	1.509,00	35,61%	1.005,00	501,00	1.506,00	35,72%	99,005	967,24	99,005	967,24
Supracommunalité dans l'acceptation donnée dans le cadre de la présente étude	36,00	0,00	36,00	0,85%	40,00	0,00	40,00	0,94%	43,00	0,00	43,00	1,02%	5,810	391,07	5,810	391,07
Sports	34,40	15,90	50,30	1,13%	36,00	16,50	52,50	1,24%	37,00	17,50	54,50	1,29%	5,538	369,16	5,538	369,16
Tourisme	41,00	13,00	54,00	1,27%	41,00	12,00	53,00	1,25%	41,00	12,00	53,00	1,26%	5,346	169,21	5,346	169,21
Voies et cours d'eau	72,00	32,00	104,00	2,44%	72,00	30,00	102,00	2,41%	72,00	28,75	100,75	2,39%	11,384	878,65	11,384	878,65
Chargés du Brabant wallon	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses générales	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	10,369	902,96	10,369	902,96
- dont Cultes et loisir																
<b>TOTAL provincial</b>	<b>2.056,05</b>	<b>1.299,25</b>	<b>4.255,30</b>	<b>100%</b>	<b>2.953,00</b>	<b>1.284,16</b>	<b>4.237,16</b>	<b>100%</b>	<b>2.883,00</b>	<b>1.333,25</b>	<b>4.216,25</b>	<b>100%</b>	<b>355.546,412,49</b>			

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 5.1.3

Répartition des personnels par domaine de compétence  
chiffres absolus et en pour-cent

COMPÉTENCES	2014					2015					2016					Dép. moy.
	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	
Agriculture	35,26	29,96	65,22	2,15%	35,55	30,52	66,07	2,16%	37,14	30,19	67,33	2,17%	47,56	30,06	82,82	2,17%
CPMS (Centres PMIS et PSE)	48,02	46,80	94,82	3,12%	45,83	46,06	91,89	3,01%	48,57	49,60	98,17	3,16%	5,456	394,50	5,456	394,50
Culture	287,16	168,05	455,21	15,00%	291,80	166,50	458,30	14,99%	288,40	170,46	458,86	14,76%	36,434	632,78	36,434	632,78
Economie	11,90	1,24	13,14	0,43%	9,21	0,98	10,19	0,33%	8,33	0,91	9,24	0,30%	3,840	882,01	3,840	882,01
Enseignement	870,37	458,32	1.328,69	43,78%	885,55	458,88	1.344,43	43,98%	899,72	478,51	1.378,23	44,32%	95,846	355,52	95,846	355,52
Environnement	14,55	8,28	22,83	0,75%	12,47	15,24	27,71	0,91%	11,88	8,08	19,96	0,64%	2,072	443,96	2,072	443,96
Formation	96,01	108,26	204,27	6,73%	103,27	112,63	215,90	7,06%	106,12	121,20	227,32	7,31%	117,730	319,81	117,730	319,81
Jeunesse	37,28	14,53	51,81	1,71%	37,89	14,43	52,32	1,71%	39,58	19,26	58,84	1,89%	3,756	987,40	3,756	987,40
Légenment	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	410,159	72	410,159	72
Patrimoine classé	2,63	1,70	4,33	0,14%	2,75	2,51	5,26	0,17%	2,76	2,52	5,28	0,17%	1,014	840,24	1,014	840,24
Relations extérieures	2,84	5,26	8,10	0,27%	3,33	5,93	9,26	0,30%	3,76	11,90	15,66	0,50%	1,047	161,35	1,047	161,35
Santé	213,96	97,44	311,40	10,26%	197,65	90,98	287,73	9,41%	188,20	95,23	283,43	9,11%	31,044	506,62	31,044	506,62
Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	284,797	59	284,797	59
Dépenses faites en application de l'article 1233-5, 1 <sup>e</sup> du COLD	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	2,336	988,83	2,336	988,83
Social	52,00	39,59	91,59	3,02%	51,16	43,98	95,14	3,11%	54,30	42,42	96,72	3,11%	8,560	651,75	8,560	651,75
Supracommunalité dans l'acception donnée dans le cadre de la présente étude	11,79	8,94	20,73	0,68%	13,56	10,91	24,47	0,80%	13,82	11,31	25,13	0,81%	2,420	915,09	2,420	915,09
Sports	68,51	59,29	127,80	4,21%	68,07	58,74	126,81	4,15%	67,58	61,52	129,10	4,15%	11,037	330,66	11,037	330,66
Tourisme	126,71	93,42	220,13	7,25%	126,63	99,73	226,36	7,41%	122,75	100,02	222,77	7,16%	18,839	577,57	18,839	577,57
Voiries et cours d'eau	8,11	6,51	14,62	0,48%	6,72	8,19	14,91	0,69%	4,74	9,05	13,79	0,44%	2,922	987,06	2,922	987,06
Chargés du Brabant wallon	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses générales	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	4,212	619,64	4,212	619,64
<i>dont Cultes et loisir</i>																
<b>TOTAL provincial</b>	<b>1.887,10</b>	<b>1.147,59</b>	<b>3.034,69</b>	<b>100%</b>	<b>1891,44</b>	<b>1165,31</b>	<b>3.056,75</b>	<b>100%</b>	<b>1897,65</b>	<b>1212,18</b>	<b>3.109,33</b>	<b>100%</b>	<b>254.026</b>	<b>588,93</b>	<b>254.026</b>	<b>588,93</b>

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 5.1.4

Répartition des personnels par domaine de compétence  
chiffres absolus et en pour-cent

Luxembourg

COMPÉTENCES	2014					2015					2016					
	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age
Agriculture	37,67	5,00	42,67	4,63%	33,97	5,00	38,97	4,30%	31,77	4,80	36,57	4,08%	4,686,168,67	4,686,168,67	4,686,168,67	4,08%
CPMS (Centres PMIS et PSE)	34,26	10,20	44,46	4,82%	32,69	9,24	41,93	4,63%	32,34	9,41	41,75	4,66%	3,207,691,67	3,207,691,67	3,207,691,67	4,66%
Culture	72,69	30,25	102,94	11,17%	73,37	31,21	104,58	11,55%	70,58	29,46	100,04	11,16%	10,088,923,67	10,088,923,67	10,088,923,67	11,16%
Economie	7,54	8,81	16,35	1,77%	7,47	8,77	16,24	1,79%	7,37	6,95	14,32	1,60%	3,025,145,00	3,025,145,00	3,025,145,00	1,60%
Enseignement	201,44	91,99	293,43	31,84%	184,48	103,42	287,90	31,79%	168,16	112,25	280,41	31,29%	15,885,919,67	15,885,919,67	15,885,919,67	31,29%
Environnement	4,80	4,47	9,27	1,01%	4,80	5,30	10,10	1,12%	4,50	6,17	10,67	1,19%	1,151,097,00	1,151,097,00	1,151,097,00	1,19%
Formation	4,60	0,00	4,60	0,50%	3,60	0,00	3,60	0,40%	4,29	0,00	4,29	0,42%	335,602,67	335,602,67	335,602,67	0,42%
Jeunesse	22,51	4,56	27,07	2,94%	20,36	5,01	26,37	2,91%	19,15	8,16	27,31	3,05%	2,245,796,67	2,245,796,67	2,245,796,67	3,05%
Hébergement	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	411,513,33	411,513,33	411,513,33	0,00%
Patrimoine classé	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	6,812,67	6,812,67	6,812,67	0,00%
Relations extérieures	3,00	0,50	3,50	0,38%	2,80	0,00	2,80	0,31%	3,00	0,00	3,00	0,33%	358,912,33	358,912,33	358,912,33	0,33%
Santé	36,40	19,09	55,49	6,02%	35,80	18,41	54,21	5,95%	35,71	20,70	56,41	6,30%	11,129,740,00	11,129,740,00	11,129,740,00	6,30%
Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	590,773,00	590,773,00	590,773,00	0,00%
Dépenses faites en application de l'article 12233-5,1°, du CDLD	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	732,858,00	732,858,00	732,858,00	0,00%
Social	23,14	16,38	39,52	4,29%	22,91	16,98	39,89	4,40%	29,46	20,12	49,58	5,53%	4,074,903,00	4,074,903,00	4,074,903,00	5,53%
Supracommunalité dans l'accès aux données dans le cadre de la présente étude	3,00	13,96	3,00	0,33%	2,00	0,00	2,00	0,22%	2,00	0,00	2,00	0,22%	378,835,33	378,835,33	378,835,33	0,22%
Sports	2,50	0,00	2,50	0,27%	2,50	0,00	2,50	0,25%	2,50	0,00	2,50	0,28%	374,960,33	374,960,33	374,960,33	0,28%
Tourisme	20,57	2,70	23,37	2,54%	19,38	1,70	21,08	2,33%	18,18	2,00	20,18	2,25%	2,742,605,33	2,742,605,33	2,742,605,33	2,25%
Voies et cours d'eau	10,47	0,00	10,47	1,14%	10,94	0,00	10,94	1,21%	16,17	0,00	16,17	1,80%	2,988,309,00	2,988,309,00	2,988,309,00	1,80%
Chargés du Brabant wallon	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
Dépenses générales	190,68	52,19	242,87	26,36%	183,63	59,00	242,53	26,79%	171,72	59,14	230,96	25,76%	15,592,252,00	15,592,252,00	15,592,252,00	25,76%
- dont Cultes et lumières																
<b>TOTAL provincial</b>	<b>675,37</b>	<b>260,10</b>	<b>921,51</b>	<b>100%</b>	<b>640,7</b>	<b>265,04</b>	<b>905,74</b>	<b>100%</b>	<b>615,9</b>	<b>279,16</b>	<b>895,06</b>	<b>100%</b>	<b>80,039,821,33</b>	<b>80,039,821,33</b>	<b>80,039,821,33</b>	<b>100%</b>

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 5.1.5

COMPÉTENCES	2014					2015					2016				
	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	Dép. moy.		
Agriculture	10,37	10,69	21,06	2,12%	13,38	8,94	22,32	2,27%	14,48	9,31	23,79	2,44%	1.559.366,00		
CPMS (Centres PMS et PSE)	44,65	10,43	55,08	5,55%	45,59	13,14	58,73	5,98%	46,63	12,84	59,47	6,10%	4.563.210,67		
Culture	119,83	41,22	161,05	16,23%	118,63	47,81	166,44	16,95%	120,58	36,76	157,34	16,13%	14.226.721,33		
Economie	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	5.187.518,00		
Enseignement	127,32	72,11	199,43	20,10%	129,20	72,98	202,18	20,60%	115,59	59,47	175,06	17,94%	23.759.573,67		
Environnement	9,04	3,15	12,19	1,23%	9,07	3,15	12,22	1,24%	10,57	4,19	14,76	1,51%	892.742,00		
Formation	11,08	5,83	16,91	1,70%	11,23	6,65	17,88	1,82%	27,26	18,78	46,04	4,72%	5.035.716,33		
Jeunesse	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00		
Loyer	1,48	0,00	1,48	0,15%	1,49	0,00	1,49	0,15%	1,45	0,00	1,45	0,15%	6.020.630,33		
Patrimoine classé	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	115.039,33		
Relations extérieures	4,44	0,00	4,44	0,45%	4,46	0,00	4,46	0,45%	1,45	2,79	4,24	0,43%	373.279,00		
Santé	114,72	53,11	167,83	16,92%	106,90	58,74	165,64	16,87%	113,43	46,31	159,74	16,37%	12.139.361,00		
Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	495.277,67		
Dépenses faites en application de l'article 1223-5, 1 <sup>e</sup> du COLD	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	1.467.211,33		
Social	50,37	18,00	68,37	6,89%	45,24	16,17	61,41	6,26%	40,61	14,97	55,58	5,70%	5.876.908,67		
Supracommunalité dans l'acceptation dans le cadre de la présente étude	2,67	2,74	5,41	0,55%	2,68	2,74	5,42	0,55%	14,82	7,81	22,63	2,32%	2.177.783,67		
Sports	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00		
Tourisme	74,80	29,61	104,41	10,52%	71,98	30,18	102,16	10,41%	74,13	29,72	103,85	10,65%	10.058.283,67		
Voitures et cours d'eau	90,80	23,44	114,24	11,51%	79,41	23,93	103,34	10,53%	71,66	21,27	92,93	9,53%	9.035.448,00		
Chargés du Brabant wallon	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00		
Dépenses générales	43,13	17,13	60,26	6,07%	38,81	19,16	51,97	5,91%	36,33	22,33	58,66	6,01%	4.795.175,33		
- dont Cultes et loisir															
<b>TOTAL provincial</b>	<b>704,70</b>	<b>287,46</b>	<b>992,16</b>	<b>100%</b>	<b>678,07</b>	<b>303,59</b>	<b>981,66</b>	<b>100%</b>	<b>688,99</b>	<b>286,55</b>	<b>975,54</b>	<b>100%</b>	<b>107.770.746,00</b>		

Tableau 5.1.6

**Répartition des personnels par domaine de compétence  
chiffres absolus et en pour-cent**

**Toutes les cinq provinces**

COMPETENCES	2014					2015					TOTAL	%age	
	BW	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	TOTAL	%age	BW	Hainaut	Liège	Namur		
Agriculture	31.76	74,00	65,22	42,67	21,06	234,71	2,14%	30,27	83,00	66,07	38,97	22,32	240,63 2,20%
CPMS (Centres PMS et PSE)	15,41	31,40	94,82	44,46	55,08	241,17	2,20%	13,92	32,00	91,89	41,93	58,73	238,47 2,18%
Culture	11,75	238,00	455,21	102,94	161,05	968,95	8,84%	10,10	228,50	458,30	104,58	166,44	967,92 8,86%
Economie	12,28	31,00	13,14	16,35	0,00	72,77	0,65%	11,55	30,00	10,19	16,24	0,00	67,98 0,62%
Enseignement	1.448,11	1.798,00	1.328,69	293,43	199,43	4.767,66	43,49%	1.146,46	1.757,70	1.344,43	287,90	202,18	4.737,97 43,35%
Environnement	0,74	74,00	22,83	9,27	12,19	119,03	1,09%	9,51	72,00	27,71	10,10	12,22	131,54 1,20%
Formation	12,78	82,00	204,27	4,60	16,91	320,56	2,92%	13,99	121,26	215,90	3,60	17,88	372,63 3,41%
Jeunesse	3,15	60,00	51,81	27,07	0,00	142,03	1,30%	3,15	57,40	52,32	26,37	0,00	139,24 1,27%
Logement	17,22	0,00	0,00	1,48	18,70	0,17%	13,57	0,00	0,00	0,00	1,49	15,06	0,14%
Patrimoine classé	0,00	4,50	4,33	0,00	0,00	8,83	0,08%	0,00	4,50	5,26	0,00	0,00	9,76 0,09%
Relations extérieures	12,97	21,00	8,10	3,50	4,44	50,01	0,46%	12,87	23,00	9,26	2,80	4,46	52,39 0,48%
Santé	167,15	78,10	311,40	55,49	167,83	779,97	7,11%	171,79	72,00	287,73	54,21	165,64	751,37 6,87%
Sécurité	2,19	0,00	0,00	0,00	0,00	2,19	0,02%	5,67	0,00	0,00	0,00	5,67	0,05%
Dépenses faites en application de l'article L2233-5, 1°, du COLD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	1,18	0,00	0,00	0,00	1,18	0,01%
Social	23,14	1.519,00	91,59	39,52	63,37	1.741,62	15,89%	20,92	1.509,00	95,14	39,89	61,41	1.726,36 15,79%
Supracommunalité dans l'acception donnée dans le cadre de la présente étude	10,94	36,00	20,73	3,00	5,41	76,08	0,69%	12,48	40,00	24,47	2,00	5,42	84,37 0,77%
Sports	2,09	50,30	127,80	2,50	0,00	182,69	1,67%	2,98	52,50	126,81	2,50	0,00	184,79 1,69%
Tourisme	108,02	54,00	220,13	23,37	104,41	509,93	4,65%	105,17	53,00	226,36	21,08	102,16	507,77 4,65%
Voiries et cours d'eau	22,07	104,00	14,62	10,47	114,24	265,40	2,42%	11,05	102,00	14,91	10,94	103,34	242,24 2,22%
Charges du Brabant unitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00% 0,00%
Dépenses générales	156,91	0,00	0,00	242,87	60,26	460,04	4,20%	151,89	0,00	242,63	57,97	452,49	4,14%
- dont Cultes et loisiré													
<b>TOTAL provincial</b>	<b>1.758,68</b>	<b>4.255,30</b>	<b>3.034,69</b>	<b>921,51</b>	<b>992,16</b>	<b>10.962,34</b>	<b>100%</b>	<b>1.748,52</b>	<b>4.237,16</b>	<b>3.056,75</b>	<b>905,78</b>	<b>981,66</b>	<b>10.929,83 100%</b>

Étude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes - Partie 2

Tableau 5.1.7

Répartition des personnels par domaine de compétence  
chiffres absolus et en pour-cent  
Toutes les cinq provinces

BW	2016					2014-2015-2016		Dép. moy.	
	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	TOTAL	%age	TOTAL	%age	
29,46	80,00	67,33	36,57	23,79	237,15	2,16%	712,49	2,17%	22.733.556,59
15,66	32,10	58,17	41,75	59,47	247,15	2,25%	726,79	2,21%	20.078.312,59
10,12	232,20	458,86	100,04	157,34	958,56	8,74%	2.895,43	8,81%	84.522.320,66
14,30	34,00	9,24	14,32	0,00	71,26	0,66%	212,61	0,65%	17.135.663,61
1.143,88	1.751,20	1.378,23	280,41	175,06	4.728,78	43,14%	14.234,41	43,33%	302.172.040,31
10,13	73,00	19,96	10,67	14,76	128,52	1,17%	379,09	1,15%	16.513.470,70
11,86	101,00	227,32	4,29	46,04	390,51	3,56%	1.083,70	3,30%	34.178.209,10
3,10	56,00	58,84	27,31	0,00	145,25	1,33%	426,52	1,30%	10.364.668,06
14,74	0,00	0,00	0,00	1,45	16,19	0,15%	49,95	0,15%	13.527.870,52
0,00	4,50	5,28	0,00	0,00	9,78	0,09%	28,37	0,09%	1.184.635,23
13,61	23,00	15,66	3,00	4,24	59,51	0,54%	161,91	0,49%	3.866.087,12
178,62	72,00	283,43	56,41	159,74	750,20	6,84%	2.281,54	6,94%	84.411.743,21
3,91	0,00	0,00	0,00	0,00	3,91	0,04%	11,77	0,04%	2.929.228,72
1,32	0,00	0,00	0,00	0,00	1,32	0,01%	2,50	0,01%	9.535.704,85
18,04	1.506,00	96,72	49,58	55,58	1.725,92	15,75%	5.193,90	15,81%	124.200.874,15
23,73	43,00	25,13	2,00	22,63	116,49	1,06%	276,94	0,84%	12.825.708,86
3,15	54,50	129,10	2,50	0,00	189,25	1,73%	556,73	1,69%	17.917.594,90
101,96	53,00	222,77	20,18	103,85	501,76	4,58%	1.519,46	4,62%	45.277.399,74
9,62	100,75	13,79	16,17	92,93	233,26	2,13%	749,90	2,26%	28.866.392,10
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1.761.341,16
156,57	0,00	0,00	230,86	58,66	446,09	4,07%	1.358,62	4,14%	39.978.878,94
<b>1.763,78</b>	<b>4.216,25</b>	<b>3.109,83</b>	<b>896,06</b>	<b>975,54</b>	<b>10.961,46</b>	<b>100%</b>	<b>32.853,63</b>	<b>100%</b>	<b>893.971.701,10</b>

## Pourcentage global des ETP par compétence

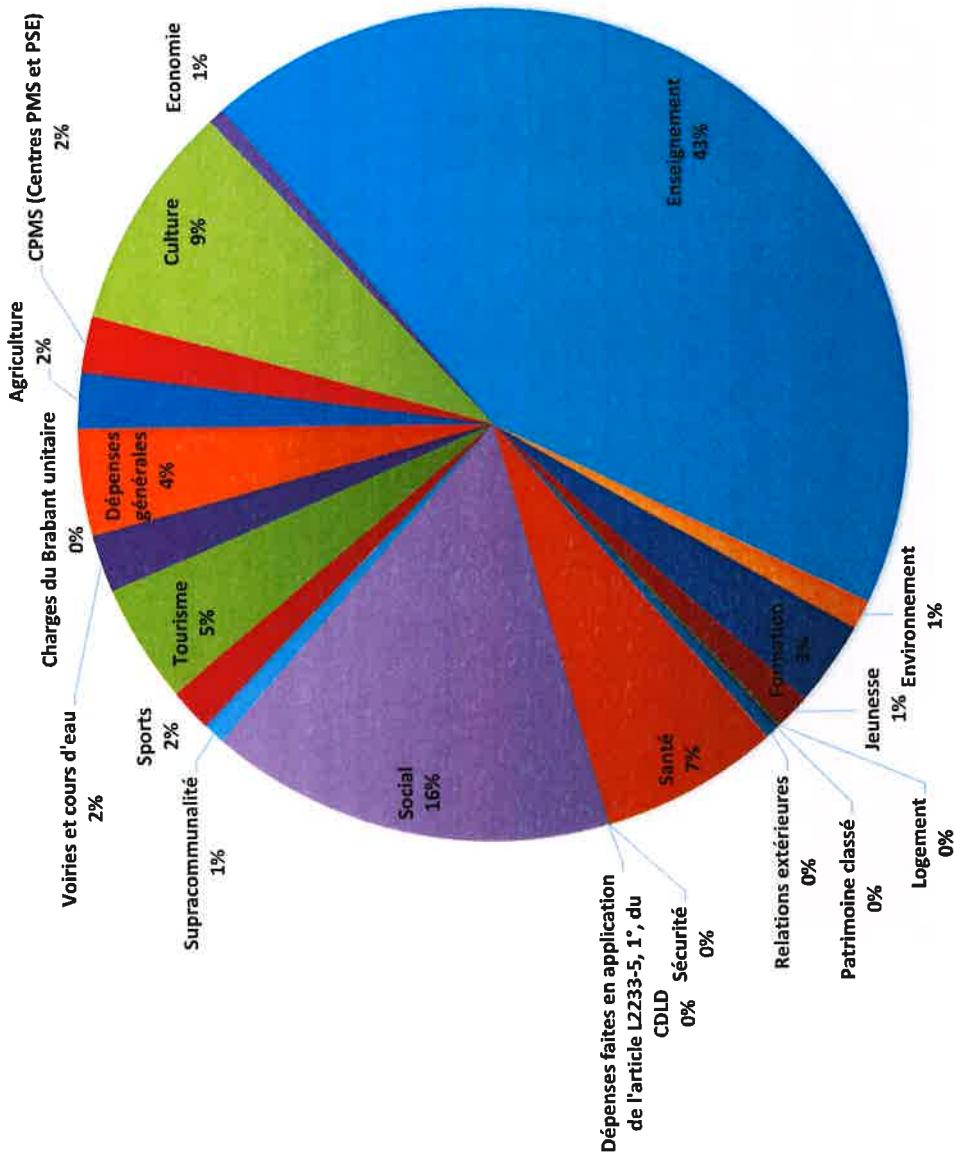


Tableau 6.1.1

<b>Répartition des personnels par grade chiffres absolus et en pour-cent</b>					
<b>Brabant wallon</b>					
<b>GRADES</b>	<b>2016</b>				
	<b>Statutaires</b>	<b>Contractuels</b>	<b>Total ETP</b>	<b>%age</b>	
Grades légaux	2,00	0,00	<b>2,00</b>	0,22 %	
Enseignants*	16,00	6,50	<b>22,50</b>	2,45 %	
A	92,64	77,13	<b>169,77</b>	18,50 %	
B	51,60	82,28	<b>133,88</b>	14,59 %	
C	5,00	6,77	<b>11,77</b>	1,28 %	
D	143,96	192,12	<b>336,08</b>	36,63 %	
E	30,68	210,78	<b>241,46</b>	26,32 %	
<b>TOTAL provincial</b>	<b>341,88</b>	<b>575,58</b>	<b>917,46</b>	<b>100 %</b>	
<b>Brabant wallon</b>					

\* Ce poste ne comprend pas le personnel enseignant subventionné par la Communauté française, ni le personnel travaillant dans les établissements d'enseignement mais qui ne font pas partie du corps enseignant

Tableau 6.1.2

<b>Répartition des personnels par grade chiffres absous et en pour-cent</b>				
<b>Hainaut</b>				
		<b>2016</b>		
<b>GRADES</b>	<b>Statutaires</b>	<b>Contractuels</b>	<b>Total ETP</b>	<b>%age</b>
Grades légaux	2,00	0,00	<b>2,00</b>	0,05 %
Enseignants*	6,00	0,00	<b>6,00</b>	0,14 %
A	392,00	180,00	<b>572,00</b>	13,57 %
B	468,00	214,91	<b>682,91</b>	16,20 %
C	95,00	44,00	<b>139,00</b>	3,30 %
D	1.292,00	612,20	<b>1.904,20</b>	45,17 %
E	627,86	282,09	<b>909,95</b>	21,58 %
<b>TOTAL provincial</b>	<b>2.882,86</b>	<b>1.333,20</b>	<b>4.216,06</b>	<b>100 %</b>
<b>Hainaut</b>				

\* Ce poste ne comprend pas le personnel enseignant subventionné par la Communauté française, ni le personnel travaillant dans les établissements d'enseignement mais qui ne font pas partie du corps enseignant

Tableau 6.1.3

Répartition des personnels par grade chiffres absolus et en pour-cent		2016		
GRADES	Liège	Statutaires	Contractuels	Total ETP
Grades légaux		2,00	0,00	<b>2,00</b>
Enseignants*		104,58	48,16	<b>152,74</b>
A		204,22	160,52	<b>364,74</b>
B		173,89	207,41	<b>381,30</b>
C		60,83	0,00	<b>60,83</b>
D		793,86	446,59	<b>1.240,45</b>
E		558,26	349,50	<b>907,76</b>
<b>TOTAL provincial</b>	<b>Liège</b>	<b>1.897,64</b>	<b>1.212,18</b>	<b>3.109,82</b>
				<b>100 %</b>

\* Ce poste ne comprend pas le personnel enseignant subventionné par la Communauté française, ni le personnel travaillant dans les établissements d'enseignement mais qui ne font pas partie du corps enseignant

Tableau 6.1.4

Répartition des personnels par grade chiffres absolus et en pour-cent <b>Luxembourg</b>					
GRADES	2016				
	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	
Grades légaux	2,00	0,00	<b>2,00</b>	0,25 %	
Enseignants*	0,00	1,69	<b>1,69</b>	0,21 %	
A	125,36	45,25	<b>170,61</b>	21,57 %	
B	143,66	75,99	<b>219,65</b>	27,77 %	
C	30,14	0,00	<b>30,14</b>	3,81 %	
D	215,46	92,47	<b>307,93</b>	38,93 %	
E	39,27	19,76	<b>59,03</b>	7,46 %	
<b>TOTAL provincial</b> <b>Luxembourg</b>	<b>555,89</b>	<b>235,16</b>	<b>791,05</b>	<b>100 %</b>	

\* Ce poste ne comprend pas le personnel enseignant subventionné par la Communauté française, ni le personnel travaillant dans les établissements d'enseignement mais qui ne font pas partie du corps enseignant

Tableau 6.1.5

Répartition des personnels par grade chiffres absolus et en pour-cent Namur					
GRADES	2016				
	Statutaires	Contractuels	Total ETP	%age	
Grades légaux	2,00	0,00	<b>2,00</b>	0,21 %	
Enseignants*	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00 %	
A	138,70	60,31	<b>199,01</b>	20,52 %	
B	83,63	32,82	<b>116,45</b>	12,00 %	
C	39,09	0,00	<b>39,09</b>	4,03 %	
D	361,62	131,48	<b>493,10</b>	50,83 %	
E	60,47	59,93	<b>120,40</b>	12,41 %	
<b>TOTAL provincial</b>	<b>685,51</b>	<b>284,54</b>	<b>970,05</b>	<b>100 %</b>	
<b>Namur</b>					

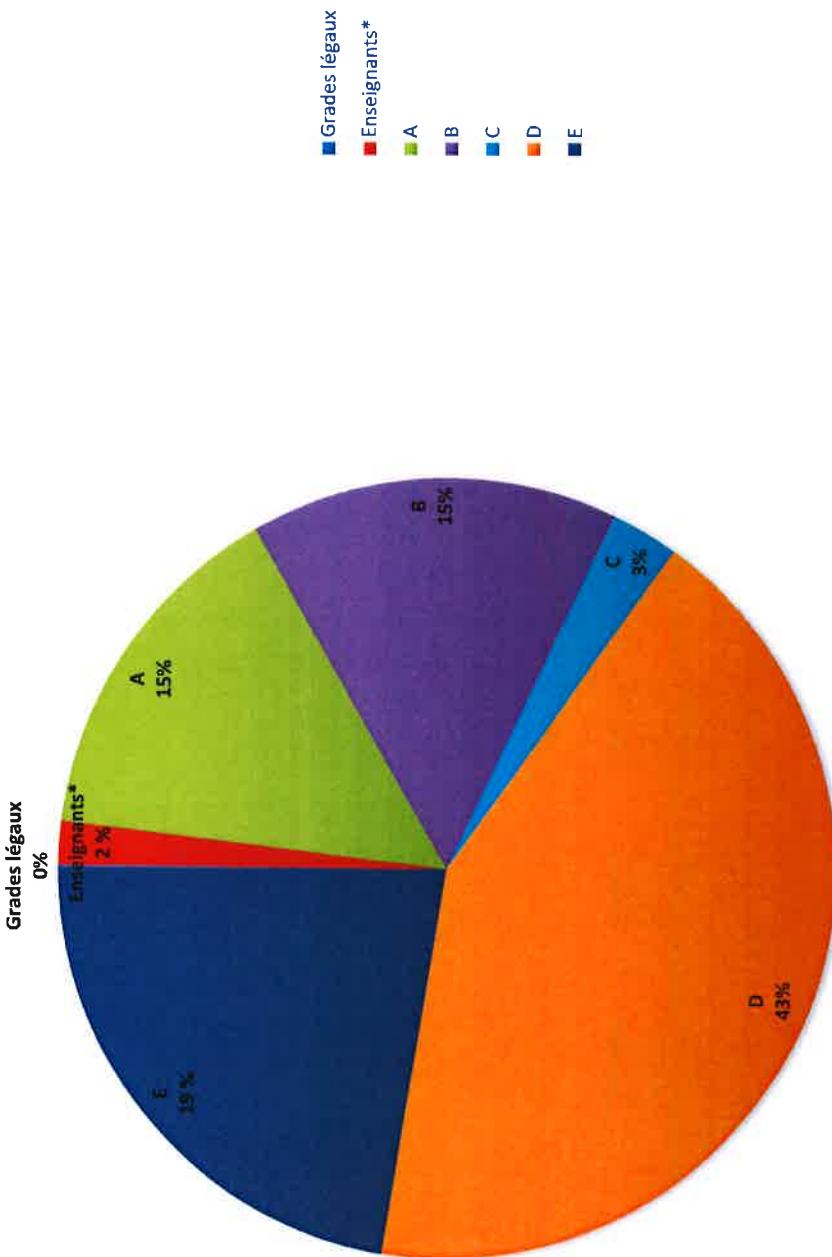
\* Ce poste ne comprend pas le personnel enseignant subventionné par la Communauté française, ni le personnel travaillant dans les établissements d'enseignement mais qui ne font pas partie du corps enseignant

Tableau 6.1.6

Répartition des personnels par grades chiffres absolus et en pour-cent Toutes les cinq provinces							
COMPETENCES	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	TOTAL	Pourcentage
Grades légaux	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	10,00	0%
Enseignants*	22,50	6,00	152,74	1,69	0,00	182,93	2%
A	169,77	572,00	364,74	170,61	199,01	1.476,13	15%
B	133,88	682,91	381,30	219,65	116,45	1.534,19	15%
C	11,77	139,00	60,83	30,14	39,09	280,83	3%
D	336,08	1.904,20	1.240,45	307,93	493,10	4.281,76	43%
E	241,46	909,95	907,76	59,03	120,40	2.238,60	22%
<b>TOTAL provincial</b>	<b>917,46</b>	<b>4.216,06</b>	<b>3.109,82</b>	<b>791,05</b>	<b>970,05</b>	<b>10.004,44</b>	<b>100%</b>

\* Ce poste ne comprend pas le personnel enseignant subventionné par la Communauté française, ni le personnel travaillant dans les établissements d'enseignement mais qui ne font pas partie du corps enseignant

## Répartition des personnels par grades



\* Ce poste ne comprend pas le personnel enseignant subventionné par la Communauté française, ni le personnel travaillant dans les établissements d'enseignement mais qui ne font pas partie du corps enseignant

Tableau 7.1.1

**Fonds des provinces et subventions traitements enseignement**  
**Chiffres absolus**  
**Toutes les cinq provinces**

<b>2014</b>	<b>Brabant wallon</b>	<b>Hainaut</b>	<b>Liège</b>	<b>Luxembourg</b>	<b>Namur</b>	<b>Totaux</b>
Fonds des provinces	12.865.293,50	67.452.318,50	37.177.959,00	13.222.930,00	21.880.874,00	<b>152.603.375,00</b>
Subventions traitements enseignement	37.125.241,63	196.674.838,07	122.837.890,00	3.267.776,00	24.399.581,00	<b>384.305.326,70</b>
Subventions traitements CPMS	1.190.966,72	7.960.307,15	4.187.100,00	1.146.239,00	2.019.162,00	<b>16.503.774,87</b>

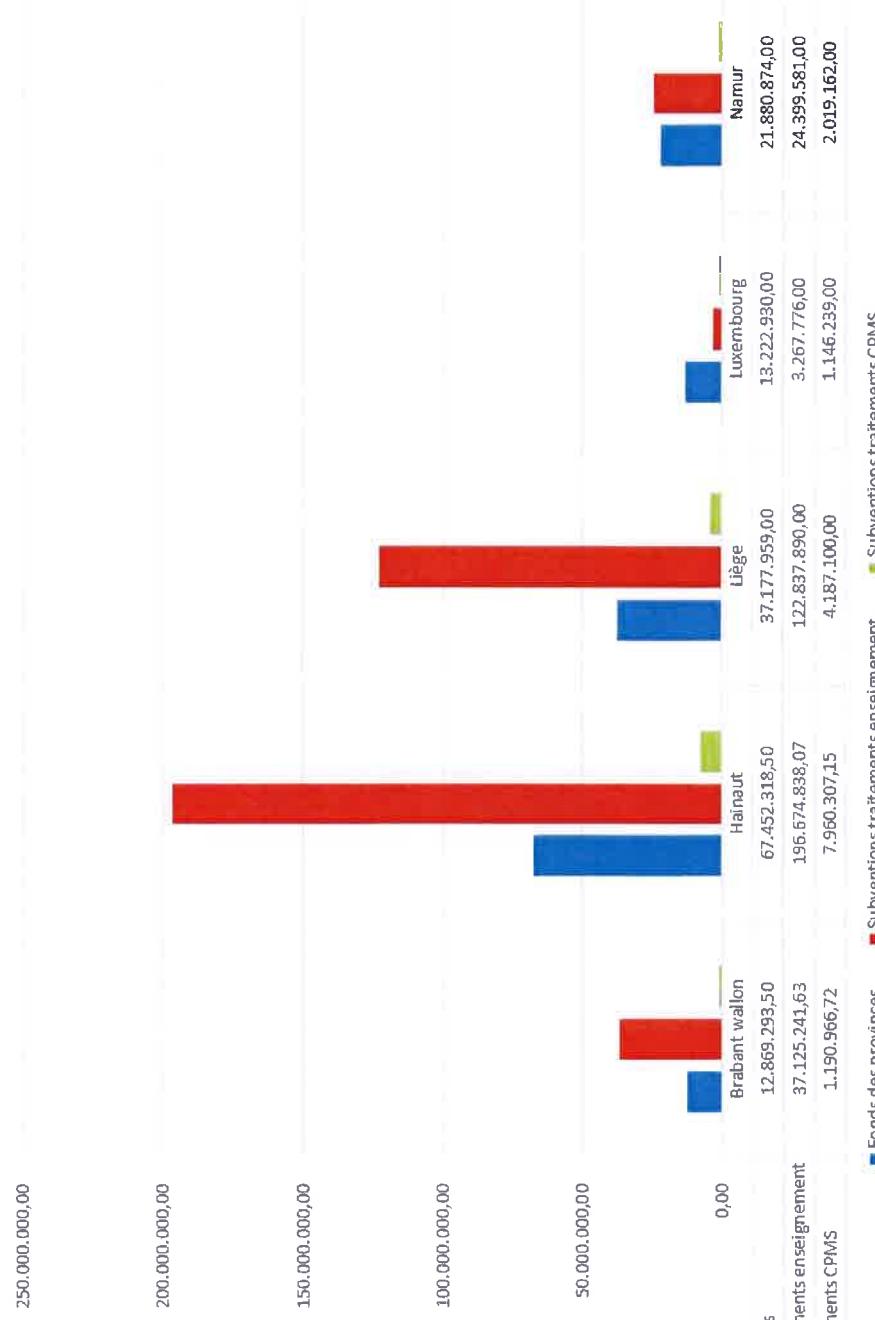
  

<b>2015</b>	<b>Brabant wallon</b>	<b>Hainaut</b>	<b>Liège</b>	<b>Luxembourg</b>	<b>Namur</b>	<b>Totaux</b>
Fonds des provinces	12.101.680,80	63.429.000,80	34.960.411,00	12.434.224,00	21.658.684,00	<b>144.584.000,60</b>
Subventions traitements enseignement	38.442.495,24	201.238.475,04	124.614.970,00	3.417.389,00	24.749.019,00	<b>392.462.348,28</b>
Subventions traitements CPMS	1.216.343,93	8.145.017,87	4.090.000,00	1.153.775,00	2.203.052,00	<b>16.808.188,80</b>

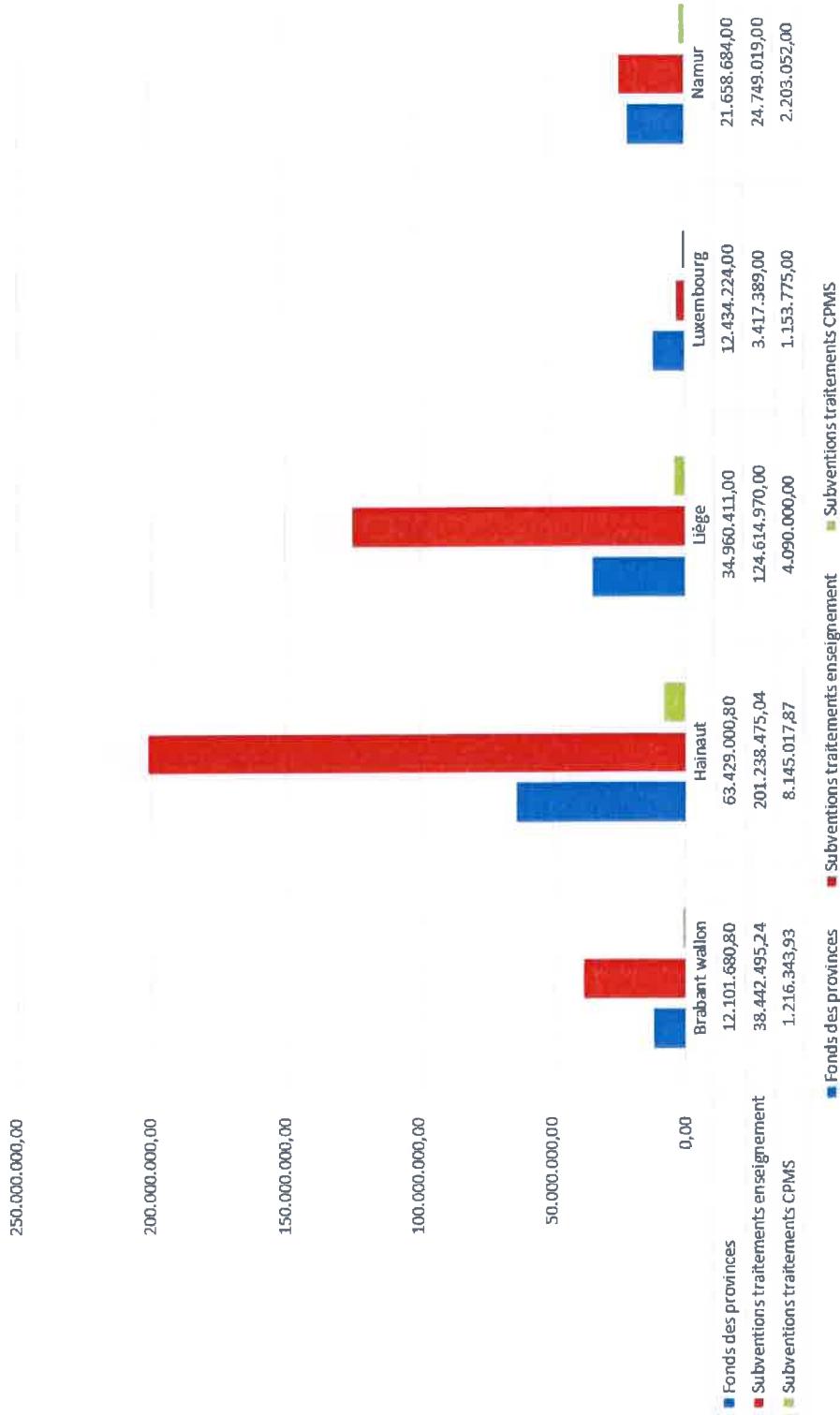
  

<b>2016</b>	<b>Brabant wallon</b>	<b>Hainaut</b>	<b>Liège</b>	<b>Luxembourg</b>	<b>Namur</b>	<b>Totaux</b>
Fonds des provinces	12.157.090,20	63.719.420,20	35.149.257,00	12.491.156,00	21.757.851,00	<b>145.274.774,40</b>
Subventions traitements enseignement	38.158.929,07	196.461.297,78	128.166.880,00	3.584.735,00	24.751.341,00	<b>391.123.182,85</b>
Subventions traitements CPMS	1.235.564,06	7.951.664,22	4.321.975,00	1.176.818,00	2.532.232,00	<b>17.218.253,28</b>

## Fonds des provinces et subventions traitements enseignement 2014



## Fonds des provinces et subventions traitements enseignement 2015



## Fonds des provinces et subventions traitements enseignement 2016

